

TRANSMISSION



- . La grève de janvier-février 1974, portée historique et dessous politiques,
- . Du GAP au CNCP : 52 ans de militantisme,
- . Éditoriaux et déclarations du CNCP publiés dans «Jik An Bout».

Conseil National des Comités Populaires (C.N.C.P)

MAI 2024

Photo page de couverture :

*Stand du Collectif des Ouvriers et
Ouvrières Agricoles Empoisonnés (es) par les Pesticides.
Commémoration Février 74 /Février 2024
CHALVET - BASSE POINTE.*

*Dans cette brochure vous retrouverez
les éditoriaux, les billets du CNCP
parus dans notre journal en ligne
« Jik An Bout »
et les déclarations politiques, les contributions
publiées par notre organisation et ses militants,
de MAI 2023 à AVRIL 2024.*

SOMMAIRE

Préface	6
DEVOIR DE MEMOIRE : LA GREVE DE JANVIER-FEVRIER 1974, PORTEE HISTORIQUE ET DESSOUS POLITIQUES	7
DEVOIR DE TRANSPARENCE : DU GAP AU CNCP : 52 ANS DE MILITANTISME	14
<u>TEXTES PUBLIES DANS LE JOURNAL EN LIGNE DES COMITES POPULAIRES : JIK AN BOUT</u>	
- CE QUE DISENT LES RESULTATS DES ELECTIONS EN POLYNESIE	20
- LE TEMPS N'EST PLUS AUX ILLUSIONS AUX TERGIVERSATIONS	22
- « FAIRE PEUPLE ! » OUI, MAIS COMMENT ET POURQUOI ?	23
- A PROPOS DES IDEOLOGIES ET DES LUTTES ENTRE LIGNES POLITIQUES	25
- C'EST LA DEAL QUI DEFIGURE LE PAYSAGE MARTINICQUAIS ET NON PAS NOS MARINS-PECHEURS	27
- « RETOUR AU CALME » AVEZ-VOUS DIT ?	29
- LE COLOSSE AFRICAIN EBRANLE LE MONDE	31
- L'INTERVENTION MILITAIRE ANNONCEE EN HAÏTI EST UNE MYSTIFICATION INACCEPTABLE !	33
- POURQUOI LE DEBAT SUR L'EVOLUTION INSTITUTIONNELLE REVIENT-IL SUR LA TABLE ?	34
- POUR QUE S'EMANCIPE L'HUMANITE	36
- LE POUVOIR COLONIAL FRANÇAIS INTENSIFIE SA GUERRE CONTRE LE PEUPLE MARTINICQUAIS	39
- EN MARTINIQUE, LE RACISME DES COLONIALISTES EST SYSTEMIQUE	41
- LE SYSTEME IMPERIALISTE A ETE EBRANLE EN 2023. FAISONS DE 2024, L'ANNEE DE TOUTES LES OFFENSIVES !	44
- LES «ZANZOLAJ» : UN SOUTIEN OBJECTIF AU POUVOIR COLONIAL !	47
- LA LOI CONTRE LES IMMIGRES VOTEE EN FRANCE N'EST QU'UNE ILLUSTRATION DE LA FASCISATION DES SOCIETES OCCIDENTALES	48
- « SE PA LE-W FEN POU METE KANNARI AN DIFE ! »	50

- LE GOUVERNEMENT ET LES GRANDS CAPITALISTES SE MOQUENT DE LA SOUFFRANCE DES AGRICULTEURS FRANÇAIS !	53
- LA TROISIEME GUERRE MONDIALE A DEJA COMMENCE ! (1/2)	55
- LA TROISIEME GUERRE MONDIALE A DEJA COMMENCE ! (2/2)	58
- MACRON ET LA GUERRE CIVILE EN FRANCE	63
- LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1/3)	65
- LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (2/3)	67
- LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (3/3)	70

DÉCLARATIONS, INTERVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

- METTRE FIN A L'ERRANCE	76
- COMMEMORER DIGNEMENT LE 22 MAI, C'EST AUSSI POURSUIVRE LE COMBAT DE NOS ANCETRES	78
- 40^{EME} ANNIVERSAIRE DU CNCP – Le 27 Août 2023 INTERVENTION D'ALAIN LIMERY, PORTE – PAROLE DU CNCP	81
- QUELLE DEMARCHE POUR LA DECOLONISATION ET L'AUTODETERMINATION ? Martinique, le 19 Octobre 2023	84
- DECLARATION DU CNCP SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN Mobilisation du Samedi 23 Décembre 2023	87
- DECLARATION DU CNCP – 15 Février 2024 UN PEUPLE QUI N'EST PAS MAITRE DE SA TERRE EST VOUE A LA DISPARITION	89
- LETTRE AUX «EXPATRIÉS» SUPRÉMACISTES	93

CONTACTS ET EMISSIONS.	95
-------------------------------	----

Préface



Depuis la parution de notre brochure du 1^{er} Mai 2023, nous avons vécu deux commémorations particulièrement importantes : le quarantième anniversaire de la création de notre organisation, le CNCP et le cinquantenaire de la grande grève de janvier - février 1974, dont certains de nos militants ont été les témoins ou les acteurs directs. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de mettre la problématique de la transmission au cœur de notre brochure annuelle et traditionnelle.

Nous sommes dans une période charnière de notre histoire : menaces de guerre mondiale, offensive du Pouvoir Colonial français pour faire barrage à notre combat pour la souveraineté par le biais du génocide par substitution. Le désarroi et la détresse psychologique touchent une grande partie de notre Peuple, écrasé par les difficultés économiques et sociales. A ceux qui n'en ont pas conscience, je dirais que : «Ce n'est pas une preuve de bonne santé mentale que de se sentir à l'aise dans une société qui va mal».

Comme nous le dit le proverbe africain, «Si tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens.» Tirons ensemble les leçons du passé, des luttes héroïques de notre Peuple et de la richesse des expériences conduites par ses combattants et ses militants. Inspirons-nous de la salutaire initiative des quatre communes du Nord qui ont dépassé leurs différences en mutualisant leurs efforts pour «Sonjé Févriyé 74».

Que nos combats soient menés dans la complémentarité entre anciens et nouveaux militants et nous saurons affronter avec succès le Pouvoir Colonial Français.

Nou menm sav koté nou ka alé ! Nous conquérons l'Indépendance Nationale et la Souveraineté !

Que les écrits que nous vous proposons dans cette brochure, soient preuve de reconnaissance envers tous les combattants qui nous ont précédés et qu'ils contribuent à l'émancipation de notre Peuple !

Jean ABAUL,

Président du CNCP.

DEVOIR DE MEMOIRE

La grève de janvier-février 1974 : Portée historique et dessous politiques.

La grève de janvier février 1974 a marqué un tournant fondamental dans l'histoire de notre pays. D'une part, la lutte des ouvriers et ouvrières agricoles leur a permis de s'arracher d'une vie de grande misère, de conditions de travail semi-esclavagistes et d'imposer le respect de leur dignité ; d'autre part le paysage politique, jusqu'alors dominé sans partage par des partis politiques réactionnaires de droite ou des partis de gauche dite «classique» résolument anti-indépendantistes, s'est vu profondément transformé par l'irruption d'organisations marxistes ou nationalistes, dont quelques unes se sont implantées durablement au sein de la population martiniquaise. Comprendre la genèse de ce mouvement, le déroulement des événements et les luttes politiques qui l'ont accompagné, permettra à notre Peuple de mieux se préparer à affronter les énormes défis auxquels nous sommes actuellement confrontés.



A - La conquête de la dignité

Rien ne saurait résumer la portée de cette grève mieux que le titre du documentaire réalisé par Camille MAUDUECH à propos de cette page historique : «La conquête de la dignité !» A l'occasion de la commémoration du cinquantenaire des événements de CHALVET par les communes de Basse-Pointe, Lorrain, Marigot et Gros-Morne, ce sont des milliers de gens qui, découvrant les conditions de vie des travailleurs de l'époque, l'ont dit : «Nous n'avions aucune idée que cela puisse exister encore en 1974 !»^{*1}.

Jusqu'alors, en effet, la large couche des travailleurs et travailleuses agricoles qui produisaient «les richesses du pays» (bananes, ananas, aubergine et autres produits voués à l'exportation), vivait marginalisée. Ils étaient plus de 15.000 à travailler principalement dans les habitations, où la surexploitation semi-esclavagiste par les grands propriétaires de la caste béké les maintenaient dans une misère extrême.

*L'écrasante majorité d'entre eux vivait dans des cases couvertes de feuilles de tôle, dont les parois étaient faites de plaques de fibrociment (donc de fibres amiantées). Parfois il n'y avait même pas de plancher. La famille entière cohabitait dans deux salles. L'une, «narsal-la», où un réchaud à pétrole permettait de cuire le repas et la lampe «Colman» de s'éclairer la nuit ; l'autre, la chambre à coucher où l'on s'entassait. Il n'y avait, ni eau courante ni électricité, ni sanitaires. **En 1974 !***

*A coté du SMIC (39,46 francs pour une journée de travail) existait encore le «Salaire minimum Agricole Garanti (SMAG) qui était de 25,50 francs, mais qu'on ne touchait pratiquement jamais, parce qu'il existait un système abusif de retenue de salaire pour tâche non complètement réalisée. Dans la réalité c'est entre 14 et 18 francs que le travailleur percevait en moyenne, somme qu'il reversait presque en totalité à la boutique de l'habitation, où il prenait ses commissions à crédit et auprès de laquelle il était payé. **Comme en 1870 !** Souvent, leurs fiches de paie n'étant pas remises à la Sécurité Sociale par les patrons, les retraités se retrouvaient avec des pensions d'un montant insultant. C'est encore le cas aujourd'hui pour les 3.000 travailleurs qui ont survécu.*

*Alors, les enfants devaient aller chercher de l'eau avant de partir à l'école, nourrir les animaux domestiques au retour. Et les jours de vacances scolaires, ils allaient aider leur parents au champ à transporter des plants et à...semer des produits toxiques, pour s'entendre reprocher en classe leur apathie et leur travail scolaire non-fait. **En 1974 !***

C'est bien la force et le courage des grévistes de Janvier Février 1974 qui a donné un coup d'arrêt à toutes ces ignominies !

L'histoire officielle ne retient jamais le nom des glorieux combattants qui ont été à la pointe des luttes populaires. Notre devoir est de citer leurs noms et de faire en sorte qu'ils deviennent la fierté de leurs enfants et de notre Peuple.

Gloriyé lé konbatan

Josette BOMARE, Clément BARBARA, Agnès ZOGRON, Gisèle GROS, Marie-josée LAVAL, Marie Flore MORELLON, Céline CARBAZA, Julienne BELLUNE, Francisca LAVAL, Lucien BRULU, Arlette LINOS, Ti Mano BARBARA, Joseph LEMARE, Gilbert MOUTONACO.

Yvon MARTINGOULET (Ralf), José MUCRET, Roger MARION, Judes GABIN, John MARTINEL, Raymonde ALFRIDE, Man VALDIVIA, Marcel JEANNE-ROSE, Félix MARTHE SURELY.

Raymonde, Georges et Clair CABRIMOL (La famille Toï), ILMANY Sérrier, dit Rénor, Georges MARIE-LOUISE, Omer Robert CYRIL, Albert SYLVANISE, Taine PERRIER, Joseph PARDON, Guy CRETINOIR, CABRAL, «Petit-Plaisant» et tant d'autres anonymes.

B - La rencontre de nos militants avec le monde rural

C'est en 1971 que le «Groupe d'action Prolétarien» (GAP) a vu le jour. Quelques étudiants revenant au Pays et quelques jeunes, essentiellement issus des quartiers populaires, décidaient de créer cette organisation avec l'objectif de «faire la Révolution». Le socle idéologique autour duquel les militants fondateurs s'étaient regroupés et auquel ils sont restés fidèles jusqu'à aujourd'hui, c'est le Marxisme-Léninisme et la pensée de Franz FANON.

Pendant les deux premières années d'existence du GAP, l'organisation se donne pour objectif de mener des actions susceptibles de provoquer la confrontation avec le Pouvoir Colonial.

Au début de l'année 1972, pendant la diffusion du journal du GAP de l'époque qui s'appelait «Lévé !», un militant est contacté par une habitante d'un quartier du Robert (Lestrade). Elle explique que l'usine du Galion a entrepris de vendre au prix fort les terrains sur lesquels vivent tous les habitants du quartier ; elle sollicite l'aide de l'organisation pour lutter contre cette injustice. L'organisation charge alors Jean ABAUL et Robert SAE de la mission d'aller aider les occupants légitimes à constituer un comité de lutte. Pendant leur enquête de terrain, ces deux militants arrivent chez une ouvrière agricole, Mme Délicace LAHELY, qui leur fait découvrir la réalité des divisions existant dans le quartier ; elle leur décrit les liens de soumission qui attachent les habitants à l'usine et qui rendent impossible la construction d'un comité de lutte. Cette ouvrière explique aux militants que « Si vous voulez vraiment nous aider, nous les travailleurs, vous devriez nous arracher de l'esclavage que nous subissons dans les habitations ! ». Puis, elle décrit avec minutie et beaucoup d'émotion leurs conditions de vie et de travail.

Au sortir de cette rencontre, Jean ABAUL et Robert SAE présentent un rapport au GAP et appellent à une réorientation de sa stratégie. Décision est prise de leur confier la réalisation d'une enquête sur la situation des travailleurs agricoles. Ce sont les résultats de cette enquête qui ont amené l'organisation à faire du front agricole l'axe essentiel de son intervention.

C'est ainsi que commence la grande aventure de l'organisation des ouvriers agricoles.

C - Genèse et déroulement de la grève

1) L'organisation du mouvement

La grève de Janvier Février 1974 n'a rien de spontané ! Elle est le fruit de deux ans de militantisme sur le terrain. En effet, depuis 1972, deux organisations, se revendiquant du marxisme -léninisme avaient considéré que les ouvriers agricoles devaient être les fers de lance de la Révolution Martiniquaise et travaillaient quotidiennement sur le terrain à leur organisation. Il s'agit du Groupe Septembre 1870 (GS) et du Groupe d'Action Prolétarien (GAP). Ils appliquaient des stratégies différentes : Le GS prônait la syndicalisation des travailleurs au sein de la CGT. Le GAP travaillait à la préparation d'un syndicat alternatif. Mais les deux organisations menaient un travail similaire en matière de formation syndicale et politique, d'alphabétisation et d'entraide au sein de la classe ouvrière.

Au début du mois de janvier 1974, les travailleurs de l'Habitation Vivé déclenche une grève contre une tentative de «restructuration» qui se traduirait par des licenciements et la dégradation des conditions de travail. Les militants du GS contactent ceux du GAP pour proposer l'organisation d'une grève générale des travailleurs agricoles. Le principe en ayant été adopté, une réunion regroupant les cadres ouvriers de toutes les régions est organisée à Trou-terre au ROBERT au cours de laquelle ceux-ci décident officiellement d'enclencher la grève et arrêtent le programme de revendications.

2) Le déroulement des événements

C'est donc de plusieurs zones que, le 17 janvier, partent les équipes de débauchage, puisqu'il s'agit d'une grève marchante comme c'est la tradition dans notre pays. Souvent les groupes agissent simultanément dans différentes régions, mais certains jours les équipes se rassemblent pour frapper plus fort. Le mouvement prend assez rapidement de l'ampleur parce que la grève est conduite par des cadres ouvriers formés. Contrairement à ce qui était la tradition, la pédagogie dont les équipes de débauchage font preuve sur les habitations permet de gagner l'adhésion de la majorité des travailleurs. La propagande menée par le pouvoir colonial et les grands propriétaires qui prétendait que «les travailleurs étaient contraints à la grève par des groupuscules gauchistes envoyés par la Chine et Cuba» est tournée en dérision. En réalité, ils n'avaient aucune conscience de l'impact du travail clandestin qui avait été mené précédemment par les militants politiques.

Réalisant l'ampleur que prenait la grève, le Pouvoir colonial, à l'appel des grands planteurs békés, comme c'est chaque fois le cas, a dépêché ses forces de répression sur le terrain. Sauf que cette fois là, il y avait des travailleurs organisés en face. A trois reprises, celles-ci ont été tenu en échec (à Fougainville à Rivière-Pilote, à Soudon au Lamentin, à Fonds Brûlé au Lorrain).

Une autre chose avait également changé : La répression ne pouvait se faire en silence. La popularisation de la grève et des revendications touchait non seulement tout le pays mais aussi l'opinion internationale.

Chez nous, l'UPSOA (Union Patriotique de Solidarité avec les Ouvriers Agricoles) s'était constituée. Aux côtés du GAP et du GS s'étaient agrégés plusieurs groupes patriotiques (le Rassemblement de Saint-Joseph, les Marroneurs et les Patriotes du Sud). L'UPSOA bénéficiait aussi du soutien des organisations lycéennes et étudiantes, UCAEM (Union des comités d'action des Enseignés de Martinique), AGEM (Association Générale des Étudiants de Martinique). C'est justement l'AGEM qui était au cœur de la popularisation au niveau international.

Il était aussi difficile au Pouvoir colonial de mettre fin à la grève par une fusillade comme c'était la tradition pour lui, car le pays était secoué par d'autres conflits sociaux. Nous sommes au lendemain du choc pétrolier de 1973. Le coût de la vie a explosé et les travailleurs sont mobilisés dans plusieurs secteurs (personnels de «France-Antilles», dockers, ouvriers du bâtiment, boulangers, électriciens de la SPDEM, employés du commerce, ouvriers de la métallurgie et des dernières usines sucrières).

Mais les pressions de la caste béké qui exige l'intervention des forces de répression se font plus fortes et l'inquiétude de l'État face à la tournure politique des événements conduit ce dernier à monter le guet-apens de CHALVET le 14 février. Il s'agissait pour lui d'éliminer les cadres ouvriers et les militants politiques qui accompagnaient les grévistes. Le massacre aurait été plus grave si ce jour-là les ouvriers, en particulier «Man Toï» n'avaient pas demandé aux militants de «ne pas participer à la grève marchante pour prouver à tous que c'étaient les ouvriers eux-mêmes qui dirigeaient la grève.»*2

La découverte du cadavre de Georges MARIE-LOUISE confirme les intentions du Pouvoir colonial. Tout laisse penser qu'il a été torturé à mort parce qu'il avait été confondu avec un militant du GAP. Devant la puissance des protestations populaires, le Préfet a déclaré à la télévision que l'autopsie n'avait relevé aucune trace de torture et que Marie-Louise s'était noyée. Sauf que des photos ne laissant aucun doute sur les tortures subies avaient été prises et qu'elles étaient présentées dans tous les quartiers*4.

Les mobilisations se sont faites plus puissantes et les manifestants défilaient criant le slogan : «Sonjé l'Indochine, Sonjé l'Algérie, Matinik ka Lévé!», drapeau Rouge Vert Noir brandi. On comprend pourquoi, dès le lendemain, un accord était signé pour mettre fin à la grève !

La répression politique et judiciaire s'est abattue sur les militants politiques : ils ont subi perquisitions et/ou poursuites judiciaires (Ludovic BRAVO, Robert SAE / Jean-Louis FONSAT, Guy CABORT-MASSON, André ZAMOR, Guy CRETINOIR et Alex Ferdinand, ce dernier ayant été emprisonné pendant 15 jours)

Il faut indiquer aussi que, pendant toute la durée de la grève, le pouvoir colonial et la caste béké ont été relayés par une bande de nervois qui agissaient sous la conduite du maire Michel RENARD, le «Shérif du Marigot». Les agressions violentes de militants et d'ouvriers n'ont pris fin qu'après une opération menée le Dimanche des Rameaux, au bourg et en plein jour, par des militants du GAP venus «parler» aux nervois.

D - Les retombées de la grève

La première revendication du Comité de grève, était la suppression du SMAG et l'application du SMIC qui était de 35,46 francs. Même si certains de ses membres ont participé aux négociations, ceux qui menaient celles-ci ne pouvaient être que les représentants du syndicat déclaré qu'était la CGT, dont les dirigeants, rappelons-le, étaient hostile à la grève. Ces derniers ont donné leur accord à un salaire CONVENTIONNEL de 35,50 francs qui annihilait la revendication des grévistes. La conséquence en est que, au lendemain de la grève, les ouvriers agricoles se sont engagés en grand nombre dans la construction de leur propre syndicat, l'UTAM (Union des Travailleurs Agricoles de Martinique). Ceci n'empêche que, passer d'un salaire moyen compris entre 14 et 18 francs à un salaire de 35,50 francs, fut-il conventionnel, a eu pour conséquence une amélioration spectaculaire du niveau de vie des ouvriers.

Les avancées vers de meilleures conditions de travail ont pu continuer avec l'élaboration d'une convention collective et la mise en place de la mensualisation. L'UTAM a été le départ d'une dynamique de construction de syndicats de lutte de classe : l'UTS (Union des Travailleurs de la Santé), l'UTIA (Union des travailleurs de l'Industrie et Annexe), l'UTCAF (Union des Travailleurs de la CAF), l'UTE (Union des travailleurs de l'éducation, le PESH (Syndicat des Personnels des Institutions pour Personnes Handicapées) qui se sont regroupés pour donner naissance à l'UGTM (Union Générale des Travailleurs de Martinique) en décembre 1982. Dans le secteur de la petite paysannerie s'était constitué aussi le SMEP (Syndicat Martiniquais de l'Entraide Paysanne).

E - Les dessous politiques de la grève de Janvier Février 74

Des oppositions politiques se sont manifestées pendant toute la durée de la grève.

Nous avons signalé plus haut que le GAP et le GS 70 défendaient des orientations différentes quant à l'organisation des ouvriers agricoles. Dans ce cas là, le débat était rigoureux mais respectueux, ce qui a rendu possible que les deux organisations travaillent ensemble à l'organisation de la grève et, qu'après la dissolution du GS 70, plusieurs de ses militants aient rejoint le GAP.

D'autres oppositions ont été beaucoup plus vives, à commencer par celle du PCM qui n'admettait pas que la CGT soit dépassée par ceux qu'il traitait de «gauchistes». Des articles virulents dénonçaient ceux qu'ils présentaient, tout comme le pouvoir colonial et les békés, comme des dangers pour les ouvriers. Mais la

qualité du mouvement a convaincu de nombreux communistes qu'il n'en était rien. Plusieurs militants communistes ont soutenu la grève, en particulier le dirigeant Paul ALCINDOR qui y a fait un apport inestimable.

Les contradictions avec le GRS (Groupe Révolution Socialiste) ont été également vives. Les militants de cette organisation remettaient en cause les revendications d'un Comité de Grève auquel il ne participaient pas, considérant qu'il fallait réclamer «50 francs pour la journée et l'échelle mobile des salaires». Coupés de la réalité, ils n'ont évidemment pas été suivis.

Le plus important à savoir, c'est que pendant toute la durée du mouvement, une lutte idéologique et politique très dure a opposé entre elles les organisations qui s'étaient retrouvées au sein de l'UPSOA. Entre le GAP et les autres organisations politiques qui l'avaient rejointe, les contradictions ont été permanentes et parfois violentes. Les intentions politiques de ces organisations se sont révélées à l'occasion de la construction de l'UTAM. Leurs militants prétendaient imposer dans les statuts que tous les «intellectuels» qui avaient soutenu la grève soient membres de droit du syndicat! Cette loufoquerie a été rejetée mais a bien paralysé la construction du syndicat pendant plusieurs mois.

*** Les contradictions au sein du GAP**

Il faut signaler que dès que le travail a commencé dans le secteur agricole quelques militants n'ont pas adhéré aux nouvelles orientations et ont abandonné l'organisation. Au lendemain de la grève, d'autres, vraisemblablement éprouvés par l'acuité de la lutte, en ont fait de même. Mais, ce qu'il faut savoir c'est que le GAP, puis le CNCP qui en a pris le relai, ont toujours été agités par une lutte idéologique et politique aiguë entre les fondateurs du mouvement et certains militants qui l'avaient rejoint plus tard. Une illustration, peut déjà en être donnée concernant la grève de 74. En introduction à la brochure de Marie-Hélène LEOTIN sur la grève de Janvier Février 1974, Edmond MONDESIR écrit ceci :

«L'UPSOA est aussi la façade qui permet aux jeunes intellectuels de participer activement au mouvement. Ils apportent un soutien logistique, organisent les transports : Léon Bertide, syndicaliste employé à la CAF, Edmond Marcel Mondésir, enseignant, Daniel Marie Sainte, ingénieur rédigeant, tapent à la machine, ronéotent les tracts. D'autres militants plus jeunes sont présents et organisent la propagande, Jean ABAUL, Frédéric Maitrel, Robert Cyprien SAE, enseignant, encadrent une réunion capitale qui regroupe le secteur Robert Trinité Vert-Pré et qui se tient dans un petit local à Trou terre au Robert.»

Pour apprécier ses propos, il faut savoir que Edmond MONDESIR, Daniel MARIE SAINTE et Léon BERTIDE sont précisément trois personnes qui se sont complètement détachés de la ligne politique initiale de notre mouvement et qui sont alliés dans une dynamique électoraliste. Les cadres du GAP qui étaient chargés d'organiser le travail sur le front agricole, étaient précisément Jean ABAUL et Robert SAE. Sous la plume d'Edmond MONDESIR, ils deviennent des «plus jeunes» qui ont «fait de la propagande». Les documents et les tracts des grévistes étaient rédigés par les membres du comité de grève et les militants qui l'animaient et non par les personnes citées. M. Mondésir se garde bien d'avouer que la réunion capitale à laquelle il fait allusion regroupait tous les secteurs de l'île. C'est ce jour-là qu'a été décidée la grève et établie la liste des points de revendications. Quant à l'idéalisation des intellectuels associés à l'UPSOA, il faut mettre fin à la mystification qui se cache derrière ce qualificatif «d'intellectuel». Il s'agissait ni plus ni moins de membres d'organisations politiques qui regroupaient des militants de couches sociales les plus diverses et qui avaient des objectifs divergents*4.

Les principaux enseignements de la grève de Janvier Février 1974

Tout le monde admet que la connaissance de son histoire par un Peuple est indispensable à son émancipation. De ce point de vue, les enseignements que nous pouvons tirer des événements de Janvier Février 74 sont essentiels. Ils nous apprennent que :

- 1) La lutte paie seulement quand les masses se font réellement actrices de leur histoire, quand cette lutte est organisée, préparée sur la durée, et s'appuie sur des bases idéologiques et politiques claires.
- 2) Le pouvoir colonial et la caste dominante ne font jamais de cadeaux quand les exploités osent les affronter et menacent leurs intérêts, mais on peut les contraindre à reculer par la lutte organisée.
- 3) Toutes les mobilisations populaires sont traversées par des contradictions politiques. Elles peuvent être minées de l'intérieur par des gens mal intentionnés défendant des intérêts de classe divergents.
- 4) Les militants qui veulent sincèrement se mettre au service du Peuple doivent être réellement à son écoute ; s'ils ont un soutien à lui apporter, ils ont encore plus à apprendre de lui.

Pour compléter votre information, consultez nos vidéos sur le thème «La grève de janvier-février 1974 portée historique et dessous politiques consultables sur YouTube :

Première partie : <https://youtu.be/U7Ya6UN5KaE?feature=shared>

Deuxième partie : https://youtu.be/OvjMwz_bGJ8?feature=shared

Troisième partie : <https://youtu.be/0SV0n1CdH2k?feature=shared>

**1 Il convient de saluer cette puissante initiatives prise par des communes, dont les équipes municipales sont de sensibilité différente, mais qui ont décidé de mutualiser leurs efforts pour commémorer cette très importante page de notre histoire.*

**2 Seul François ROZAS devait venir pour assurer la liaison. Ce n'est pas un hasard s'il a été ciblé et emmené blessé par balle à la gendarmerie et non à l'hôpital. Il a échappé à la mort grâce à des interventions extérieures.*

**3 Un impressionnant barrage militaire avait été installé à proximité de l'usine Galion pour tenter de récupérer les photos et d'arrêter Robert SAE et Jean ABAUL qui les possédaient. Ceux-ci sont arrivés à s'échapper de la nasse.*

**4 On aura compris que M. Edmond Mondésir travestit la vérité à des fins de manipulation politicienne. On saisira mieux ses intentions en se rapportant à l'histoire des luttes politiques au sein de notre mouvement, dans la deuxième partie de cette brochure, et l'on découvrira le véritable rôle qu'il a joué concernant l'intervention sur le front agricole.*



DEVOIR DE TRANSPARENCE

Du GAP au CNCP : 52 ans de militantisme

Ce résumé de la trajectoire de notre mouvement vise essentiellement à porter des éléments de connaissance et de compréhension relatifs aux contradictions politiques qu'il a dû surmonter pour rester fidèle à son idéologie et avancer vers la réalisation de son projet révolutionnaire. On pourra trouver des illustrations factuelles étayant nos analyses dans la brochure «A la croisée des chemins» que l'on peut télécharger sur le site «www.jikanbouttv.com» et dans la vidéo retraçant les 40 ans d'histoire du CNCP sur YouTube : (<https://youtu.be/kuRcqOsUUag?si=lp0RUawnJeSHZOuS>)

1) Points de repère

- Création du GAP début 1971
- Élaboration et adoption du texte «Servir le Peuple»
- Implantation dans les quartiers Populaires
- Actions «coup de poing»
- Organisation de la campagne «Nous verrons Pelé sans payer» (voir film réalisé par Élie dit Cosaque)
- Publication du journal «L'événement»
- Refus de Georges MAUVOIS «Ti-Jo» et Georges Henry LEOTIN, deux des fondateurs du GAP, d'effectuer le service militaire dans l'armée française (départ à l'étranger).
- 1972: Renforcement de l'implantation dans les quartiers populaires (Texaco, Volga Plage, Trénelle, Bas-maternité, Fonds Lahaye, Dillon et plus tard, Trois-îlets, zone François- Vauclin.
- Restructuration du travail: priorité donnée au secteur agricole
- 1974: Participation à la grève de Janvier Février
- Publication du journal clandestin «Rébellion»
- 1975: le GAP se réorganise pour élargir son travail: Il compte désormais des équipes intervenant sur un front syndical plus large.
- 1979: Création de ALCPJ (An Lot Chimen Pou la Jénès)

- 4 août 1980, le GAP se transforme en PTM (Parti des Travailleurs de Martinique) sous les vents du cyclone ALLEN.
- 1981: création du journal «Asé Pléré Annou Lité» le 1^{er} Janvier et de la radio du même nom, le 6 décembre.
- 8 mars 1981: création du SMEP
- 13 décembre 1982: Création de l'UGTM
- 28 août 1983: création officielle des Comités Populaires et du CNCP.

Le CNCP, l'UGTM et ALCPJ constituent ensemble le «Mouvement Asé Pléré Annou Lité» et revendiquent l'application de «la ligne des Ouvriers et des Paysans».

2) La structuration du GAP

A partir de 1972, le GAP met en place des Groupes d'Action de Masse (GAM) affectés sur différents secteurs. Ils avaient pour mission de faire de la formation, des activités de masse, d'organiser l'entraide et des manifestations relatives aux problèmes rencontrés par le Peuple

Chaque GAM désignait un cadre pour le représenter et les cadres étaient réunis en Conférence des Cadres (CC). La CC discutait des orientations à donner au travail et désignait en son sein une «DIPO» (Direction politique) pour veiller à l'exécution des directives.

3) L'organisation du travail du PTM

Comme pour le GAP, la direction du PTM était confiée à une «Conférence des Cadres» et celle-ci désignait un bureau exécutif. Les cellules qui composaient la base du PTM avaient pour mission de renforcer l'organisation de la jeunesse, de construire les Comités Populaires, de contribuer à l'édification de l'UGTM et de renforcer la liaison avec les masses au moyen d'activités éducatives, culturelles, d'entraide et de formation politique. Des campagnes de projections de montages diapos, des représentations théâtrales, des «koudmen», l'alphabétisation et le soutien scolaire, des rencontres sportives, étaient organisés dans les moindres recoins du pays, sous l'égide des Comités Populaires et de ALCPJ.

Notons qu'à cette période là, le PTM bénéficiait du soutien de nombreux étudiants de l'AGEM qui participaient aux activités de masse pendant leurs vacances.

Des luttes de grande envergure ont été impulsées par les militants du PTM, par exemple pour la défense des occupants légitimes des 50 pas et des anciennes terres d'habitation. Il faut préciser déjà que ce sont les militants fondateurs du GAP qui ont toujours été en première ligne. Cette indication est donnée pour permettre de mieux appréhender les graves contradictions qui ont agité le GAP, puis le mouvement «Asé Pléré Annou Lité» au cours de son histoire.



4) les luttes de lignes politiques au sein du mouvement

La première grande turbulence qui a frappé le mouvement est liée à la décision du CNCP d'intervenir sur le front électoral. Forts des résultats satisfaisants que Francis CAROLE avait obtenu aux municipales de Fort-de-France en tant que candidat du CNCP, un groupe de militants regroupés autour de lui a développé la proposition de délaissier le travail sur tous les autres fronts. Selon eux, il serait possible ainsi de «conquérir la capitale», ce qui servirait de tremplin pour rayonner sur tout le pays. Mis en minorité au congrès du PTM (20% contre 80 % pour la ligne défendue par les fondateurs du GAP). Ils ont fait scission en se cachant derrière des prétextes fallacieux et se sont présentés à l'extérieur comme les dirigeants légitimes du CNCP. Notons qu'ils se revendiquaient d'un CNCP (Conseil National des Comités Populaires !) sans Comités Populaires. Mais la lucidité, quant à leur marge de manœuvre pour les démarches liées à la participation aux élections, les a amenés à déclarer qu'ils «changeaient de nom» pour s'appeler PALIMA.

La deuxième fracture date de 2010. Elle a été provoquée par quelques militants regroupés autour d'Edmond MONDESIR. Chacun pourra constater que jamais ni nulle part, ils n'ont expliqué au public par quelle magie le CNCP était devenu «CNCP mouvement APAL», avait radicalement changé de dirigeants et de ligne politique. Selon eux, ce serait «pour éviter la polémique». En réalité, c'est parce qu'ils savent que leur comportement est totalement indéfendable.

Pour information, citons les faits : Après les événements de 2009, Robert SAE propose à l'organisation d'aller faire un séjour en Afrique afin d'internationaliser notre lutte pour la souveraineté et d'obtenir le soutien de dirigeants de pays avec qui il avait des contacts. En Assemblée générale de militants, Edmond MONDESIR applaudit l'initiative et appelle tous les camarades à appuyer ce «formidable projet».

En transit à Paris, alors qu'il se rend au Sénégal, Robert SAE reçoit un mail lui intimant l'ordre de «ne pas parler au nom de l'organisation». Obligé de suspendre sa mission, au bout de quatre mois, il retourne

en Martinique et se rend au siège de l'organisation. Là, on lui annonce qu'il serait invité à une réunion. Nombreux sont les militants qui s'inquiètent de la situation, mais tous ceux qui posent des questions sont évincés. Les trois doyens de notre organisation, Valère SAUVAGE, Yvon ANICET et Clément BARBARA font une démarche pour appeler à réunir les militants et régler les divergences dans le respect des principes de l'organisation, ils sont eux aussi écartés. Finalement invité à une réunion de bureau, Robert SAE se heurte à un mur de silence. Plusieurs membres du bureau dénoncent le scandale en cours : ils sont priés de démissionner. Par des moyens illégaux et immoraux, le «nouveau bureau» s'accapare du siège, de la radio et du journal du mouvement. C'est seulement notre éthique révolutionnaire qui nous interdit de traîner les usurpateurs devant les tribunaux coloniaux pour les contraindre à remettre au mouvement ses biens ou à refuser d'autres types d'actions susceptibles d'alimenter des divisions au sein du Peuple. Les militants opposés à cette forfaiture, qui sont la majorité, décident de provoquer une Assemblée Générale des Comités Populaires à laquelle **tous les membres sont convoqués** ; les auteurs du «coup d'état» le sont par lettre recommandée avec accusé de réception. Bien sur, ils n'y mettent pas les pieds. L'AG statutaire se tient, en présence de la presse. Le bureau élu y est présenté. Ce qui n'empêche pas à Edmond MONDESIR et son équipe de continuer à brandir l'étiquette de «CNCP - Mouvement APAL». Pourquoi ces gens osent-ils s'appeler CNCP (autrement dit Conseil National des Comités Populaires !) alors qu'ils ont annoncé la dissolution des Comités Populaires ? Pourquoi osent-ils s'appeler «Mouvement Asé Pléré An Nou lité» alors que ce mouvement n'existe plus depuis la disparition de ALCPJ et le détachement de l'UGTM ?

Cela relève clairement de la manipulation et de l'escroquerie.

Le plus effarant, c'est que des gens qui connaissent toute cette histoire continuent à raconter la fable de l'existence de deux CNCP et appellent à leur réconciliation. On pourrait admettre que ceux qui ignorent les faits se fassent des illusions. Mais là, il s'agit de gens qui veulent entretenir la confusion et saboter l'unité aux cris de l'unité.

Mais il nous faut revenir au cas d'Edmond MONDESIR, puisqu'il se présente comme acteur de la grève de Janvier Février 1974 et qu'il se permet avec son groupe d'organiser la célébration des 40 ans du CNCP dont il serait le leader !

En 1974, nous l'avons dit, c'est Robert SAE qui était chargé d'organiser le travail sur le front agricole.

Au lendemain de la grève, commence le travail d'édification de l'UTAM. A ce moment là, la direction politique du GAP était constituée de 4 personnes parmi lesquelles Robert SAE (de son nom de guerre Cyprien). Une réunion est organisée au cours de laquelle les trois autres dirigeants, dont Edmond MONDESIR, lui imposent, en dépit de son désaccord, de laisser le secteur agricole pour aller organiser le secteur industriel, sous prétexte... qu'il avait montré ses «grandes compétences à organiser les travailleurs!» (sic). Cyprien applique la décision et de nombreuses réunions se tiennent avec des Dockers et des ouvriers du bâtiment en particulier à VOLGA. Pendant ce temps, aucune réunion ne peut se tenir sur le front agricole, parce que les ouvriers ne font pas confiance aux nouveaux intervenants. Une nouvelle réunion de la «DIPO» est fixée au cours de laquelle, les mêmes trois dirigeants critiquent Cyprien qui «n'avait pas su faire ce qu'il fallait pour qu'un passage du flambeau soit possible». Le triumvirat lui impose de revenir sur le front agricole. Il dénonce la façon dont les ouvriers industriels sont considérés et en signe de désaccord, il démissionne de la direction. Mais il reprend le travail d'édification d'organisation des ouvriers agricoles.

Cependant les trois dirigeants, dont Edmond MONDESIR, n'avaient pas fini leur œuvre puisque, quelques mois plus tard, ils lancent à tous les militants la directive de **suspendre tout le travail pratique** au prétexte qu'ils ne sont pas suffisamment armés théoriquement. Ils constituent trois équipes

d'étude (Histoire de la Martinique, Situation économique, et situation politique). Les militants initiateurs de la ligne du mouvement obtiennent la concession qu'un groupe d'enquête soit créé pour «recueillir les avis des travailleurs sur notre intervention». Il s'agissait évidemment d'une tactique de leur part pour continuer et même amplifier leur travail sur le terrain.

Après 8 mois, les militants exigent une réunion de restitution du résultat des travaux. Les fameux groupes d'étude remettent des documents d'un contenu plus que léger. Les militants de terrain présentent un rapport substantiel sur leur pratique. Tous les membres de l'organisation soutiennent leurs analyses et exigent de reprendre le travail sur les bases de la ligne fondamentale. En réaction, deux des dirigeants déviants annoncent leur démission et le troisième, Edmond MONDESIR, dit que malgré ses désaccords, il reste membre de l'organisation. Force est de reconnaître qu'entre 1978 et 2007, il a porté sa contribution au travail sur les fronts culturel et de la jeunesse sur les bases de la ligne dominante.

Une fois de plus, ce sont les aspirations électoralistes, pour ne pas dire «les bonbons empoisonnés de la bourgeoisie» qui sont à la base des nouvelles turbulences qui ont secoué notre mouvement. Dans le cadre de l'alliance électorale nouée entre le MIM et le CNCP, Marie-Hélène LEOTIN, Josette MASSOLIN et Edmond MONDESIR avaient été élus au Conseil Régional en 2004. C'est parce que le CNCP avait décidé de ne pas renouveler cette alliance que leur équipe a organisé le «coup d'état» contre notre mouvement. Pour conserver leur strapontin, ils voulaient transformer le CNCP en succursale du MIM.

De toutes ces luttes idéologiques et politiques qui ont agité notre mouvement, nous avons tiré une leçon fondamentale : **Une organisation est indestructible tant qu'elle reste arrimée à une ligne juste, tant que ses militants cultivent le contact avec les masses populaires et ne décrochent pas du travail sur le terrain.**

Nous avons aussi appris à juger les hommes et les organisations en les observant sur le temps long et à résoudre les contradictions sur la base du respect des principes. A cet égard, certaines questions peuvent nous aider à ne pas nous laisser tromper : Quelle pratique ceux qui s'enorgueillissent «d'avoir fait» ou «d'avoir été là» développent-ils aujourd'hui au sein des masses ? Ont-ils rejoint, oui où non, les rangs de ceux qui cultivent les illusions électoralistes ? Qui est resté en permanence sur le terrain et qui n'a cessé de travailler à l'organisation et à la formation des ouvriers et des masses populaires ?

Nous avons appris encore que ceux qui appellent aux unités de façade qui consistent à mettre dans un même panier, aux côtés d'organisations conséquentes, des gens non représentatifs, déconnectés de la pratique ou, tout simplement opportunistes, nuisent objectivement à l'unité du Peuple et à l'organisation du travail. La véritable unité se construit en soutenant loyalement et en fonction de ses possibilités, toutes les initiatives prises et tous les combats menés par d'autres organisations dans l'intérêt de notre Peuple. C'est aussi de travailler avec conséquence sur le front d'intervention choisi et de mener un débat respectueux et constructif entre militants. L'unité du Peuple se construit grâce à la convergence des efforts et non pas en collectionnant des signatures communes de documents qui n'engagent pas à un travail sérieux, pire, qui servent de tremplins à des opportunistes absents de toute pratique conséquente.

De notre expérience, nous retenons enfin l'importance de la formation politique et idéologique des militants ainsi que le caractère indispensable du travail de transmission en direction des nouvelles générations.

* Nous disposons, bien sur, des archives de notre mouvement attestant de la vérité historique de toutes nos affirmations (écrits des uns et des autres, etc.). Nous avons d'ailleurs décidé de mettre ces archives à la disposition des étudiants et des chercheurs

Notre stratégie actuelle

En 52 années de militantisme, nous avons été confrontés aux situations les plus divers et les plus délicates. Nous avons connu de nombreux échecs et des succès spectaculaires. Nous avons beaucoup appris du génie de notre Peuple, de l'efficacité dont il fait preuve pour porter réponse aux nécessités de la vie. Nous nous sommes enrichis des expériences menées par d'autres organisations, politique, culturelles ou caritatives. Nous pensons être, aujourd'hui, en mesure de porter une contribution bénéfique à la lutte de notre Peuple pour l'indépendance et la souveraineté, pour la construction d'une société plus équitable et du «Péyi nèf!».

Aujourd'hui, le monde et notre pays sont confrontés à d'énormes défis : menaces de guerre mondiale, risques de catastrophes liées au changement climatique, agressivité renforcée du pouvoir colonial et génocide par substitution, dégradation des conditions de vie liée au sabotage des services publics, à l'augmentation du coût de la vie et au sabotage organisé de l'économie endogène.

***C'est donc une bataille décisive qui est engagé entre le Pouvoir Colonial et le Peuple Martiniquais.** Cela nous appelle à combattre toute forme d'illusions. On ne convaincra jamais les colonialistes d'adoucir leur domination ! On ne parviendra jamais à leur faire respecter notre droit à l'autodétermination par le seul biais des représentations électorales ! Notre Peuple doit s'organiser pour résister à toutes les attaques.*

Au côté de toutes les autres organisations de lutte, syndicales, écologistes, culturelles, caritatives, nous appelons à consolider les Comités Populaires qui offrent à notre Peuple un espace dans lequel il est possible d'élaborer nos réponses politiques sur des bases consensuelles et de nous exercer à la gestion d'un pouvoir populaire fondé sur la démocratie directe. Nous invitons tous ceux qui partagent nos orientations à porter leur contribution à leur construction.

Nous considérons comme des priorités :

- le soutien aux organisations qui luttent pour obtenir justice et réparation pour les victimes de l'empoisonnement aux pesticides. Nos militants accompagnent en particulier le Collectif des Ouvriers et Ouvrières Empoisonnés (es) par les pesticides.*
- le soutien à toutes les initiatives contribuant au développement d'alternatives dans les domaines de la santé, de l'économie, de la culture et de l'éducation. Nos militants soutiennent la construction de l'Administration Alternative Populaire (AAP).*
- l'internationalisation de la lutte de notre Peuple. Nos militants participent au travail de plusieurs réseaux internationalistes (notamment l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe, le Forum de Sao Paulo, et Alba Movimientos)*
- le travail de formation et d'information en direction de notre peuple et la transmission de notre expérience aux nouvelles générations.*



TEXTES PUBLIÉS DANS LE JOURNAL EN LIGNE DES COMITES POPULAIRES

« JIK AN BOUT »

MAI 2023 – AVRIL 2024

JKP 205 - MAI 2023

CE QUE DISENT LES RESULTATS DES ELECTIONS EN POLYNESIE

Après l'élection de trois indépendantistes lors des législatives de 2022, le parti indépendantiste Tavini huiraatira a remporté le second tour des élections territoriales dimanche 30 avril 2023 avec plus de 44,3 % des voix. Disposant d'une majorité de 38 sièges sur 57, les indépendantistes seront à la tête de l'Assemblée pendant 5 ans. Les dirigeants de Tavini ont clairement exprimé leur volonté de relancer le processus de décolonisation en s'appuyant sur l'ONU. La victoire de Tavini illustre bien le fait qu'on s'achemine vers la fin de la domination française dans les dernières colonies.



Manifestation à Papeete contre les conséquences des essais nucléaires français (2021)

Ce ne sont évidemment pas de simples résultats électoraux qui conduisent à tirer cette conclusion*. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte :

- 1) Au plan international, l'impérialisme français est confronté à des difficultés croissantes. Mis à mal dans son pré-carré en Afrique, c'est partout que ses points d'ancrages économiques sont menacés par la pénétration des puissances rivales.
- 2) La France est de plus en plus secouée par des contradictions internes. Les contestations sociales ne cessent pas face aux conséquences désastreuses de la politique ultralibérale menée

par les différents gouvernements dépêchés par les multinationales. La situation économique et sociale du pays pâtit également de l'impact de la guerre en Ukraine dans laquelle il s'est engagé pour servir les USA et l'OTAN.

3) Dans toutes ses colonies, la domination de la France est de plus en plus remise en question. Le mythe d'une « mère patrie protectrice et philanthropique » a fait long feu. Plus encore qu'en Europe, les services publics et les acquis sociaux sont saccagés, la répression barbare des mouvements populaires s'intensifie et le vernis « démocratique » ne fait plus illusion.

La propagande menée par le gouvernement français pour justifier les agressions occidentales contre les puissances rivales se retourne contre lui. Tout ce que leurs médias dénoncent à corps et à cris chez leurs adversaires vaut pour les peuples colonisés par la France : Occupation illégale de territoires, transferts de populations, organisation de l'encadrement de toutes les administrations par des ressortissants de la puissance occupante, pillage des ressources, référendums truqués pour empêcher que les Peuples colonisés jouissent réellement de leur droit à l'autodétermination^{*2}, etc.

Les peuples colonisés par la France sont, donc, confortés dans leur volonté d'émancipation et ne sauraient accepter que le processus d'auto-détermination dépendent exclusivement du bon vouloir du pouvoir colonial ou de ses législations.

C'est ce que traduisent les résultats des élections en Polynésie, tout comme ceux des dernières élections présidentielles (si on en fait une analyse sérieuse). Il est significatif aussi que la majorité des députés venant des colonies françaises, élus à l'occasion des dernières législatives, font corps pour dénoncer les discriminations que subissent nos pays et les abus dont le pouvoir colonial est coutumier.

Encore une fois, il faut répéter que cela peut être une carte non négligeable, mais ne suffira pas du tout à ouvrir le chemin de la décolonisation. Nous ne devons pas nous faire d'illusion, la France n'acceptera jamais de perdre ses colonies sans se livrer aux pires excès ; cependant son déclin est inéluctable. A nous, indépendantistes, de hâter la fin de la domination coloniale en accompagnant l'organisation et la mobilisation de nos peuples, en renforçant la coordination de leurs luttes, et en internationalisation davantage notre cause !

^{*1} Pour preuve les indépendantistes disposaient d'une majorité absolue au Conseil Région de Martinique entre 2004 et 2009. Aucune avancée n'a eu lieu dans le processus de décolonisation du fait des manœuvres venant du pouvoir colonial et des conséquences des « Patriotes ».

^{*2} En Kanaky, la France a pipé les dés en organisant l'arrivée massive de ses ressortissants (circulaire Messmer de 1973) et se prépare à truquer le résultat en modifiant la liste des électeurs pour le 3^{ème} référendum. Aux Comores, elle a bafoué le droit international pour s'emparer de Mayotte (Sa présence n'y est toujours pas avalisée par la « Communauté Internationale ».)



LE TEMPS N'EST PLUS AUX ILLUSIONS AUX TERGIVERSATIONS

Croire que notre pays sera magiquement épargné par les cataclysmes climatiques annoncés par des milliers de scientifiques et qui font déjà des ravages partout dans le monde, s'imaginer que les multinationales se mueront en entreprises vertueuses et philanthropiques, que les



gouvernements des pays impérialistes mettront fin au sabotage des services publics, des droits humains et sociaux et qu'ils arrêteront la dynamique de fascisation de la société, ne pas réaliser qu'on s'achemine inexorablement vers un conflit militaire généralisé avec toutes les souffrances et les privations qui en découleront, c'est faire preuve d'un aveuglement incompréhensible.

Actuellement, ce sont des batailles décisives qui ont cours dans la guerre qui oppose les pays impérialistes aux pays dominés et la minorité des privilégiés capitalistes aux couches populaires défavorisées. Aucun compromis, aucune alliance munichoise ne sauraient être fiables ou même envisageables entre ces camps ennemis. Les profiteurs du système dominant savent celui-ci historiquement condamné ; c'est la raison pour laquelle ils ont choisi la voie du totalitarisme et des conflits militaires. Ils ne feront aucun cadeau à quiconque !

Comment comprendre que des dirigeants politiques et des économistes qui se disent motivés par l'essor de notre pays continuent à prétendre que la Commission Européenne et le Gouvernement Français pourraient être sensibles à nos « spécificités », garants de notre autosuffisance alimentaire et d'un quelconque développement endogène et autocentré ? Que penser de tous ceux qui, agitant l'appât publicitaire des « *success stories* » individuelles, propagent l'illusion que, dans le système actuel, la porte de l'émancipation individuelle et collective est ouverte à la grande majorité des chômeurs et des travailleurs précaires ?

Si nous avons conscience des enjeux de la guerre totale qui oppose aujourd'hui, d'un côté, les classes dominantes et les impérialistes et, de l'autre, tous les Peuples du monde, dont le nôtre, nous devons impérativement tourner le dos à toutes sortes d'illusions et de tergiversations.

Penser qu'il serait possible d'attendrir l'ennemi et de le contraindre à s'amender relève d'une coupable naïveté. Cacher sa perversité, l'histoire de ses cruelles et sempiternelles exactions* revient à jeter les peuples dans la gueule du loup.

Dans toute guerre, la lutte sur le front de l'information et de la communication est déterminante pour mener à la victoire. Pour avancer dans la voie de l'émancipation politique et sociale, nous devons absolument balayer les illusions quant aux possibilités de corriger les défauts du

système tout en restant sous sa férule. Nous devons aussi démystifier les tergiversations politiciennes qui cachent une idéologie de classe, qui servent à protéger des intérêts personnels et entravent les luttes populaires.

L'important est d'établir une ligne de démarcation claire entre les deux camps qui s'affrontent. Sauf si l'on se moque totalement de l'avenir des générations futures et de celui de ses propres enfants, sauf si l'on préfère s'accrocher aux bouées illusoires des solutions à court terme ou à de mesquins privilèges, quitte à sacrifier la planète et l'humanité, on comprendra qu'il y a urgence à s'impliquer personnellement dans la lutte contre le système mortifère qui nous détruit et dans la construction d'une société alternative équitable, respectueuse du vivant et de l'environnement.

() Faut-il rappeler à ceux qui sèment des « espwa mal-papay » le sort réservé aux pays anti-impérialistes et qui ont choisi de construire un système alternatif (Cuba, Libye, Venezuela, etc.)*

★

N° 207 - JUIN 2023

« FAIRE PEUPLE ! » OUI, MAIS COMMENT ET POURQUOI ?



Depuis des décennies, on entend des personnes, de tous bords, exprimer la nécessité pour les Martiniquais (es) de « faire Peuple ». Souvent, d'ailleurs c'est pour déplorer notre incapacité à y parvenir. Ce vœu sous-entend que tous ceux qui le prononcent sincèrement sont conscients qu'aucune émancipation ne sera possible tant que nous ne serons pas unis par la volonté d'avancer et de construire ensemble. Mais alors, quels obstacles entravent notre marche vers le « faire Peuple » et comment surmonter ceux-ci ?

D'entrée, nous voulons insister sur la nécessité de se débarrasser de cette illusion qui pousse à espérer que tous les habitants du pays puissent avancer bras dessus bras dessous, avec une commune volonté de construire une société garantissant un mieux-vivre pour tous. Cette utopie n'a

jamais été réalisée dans aucun pays du monde. Nous vivons dans une société composée de classes sociales dont, pour certaines, les intérêts sont antagoniques. C'est ce que feignent d'ignorer ceux qui appellent à se fiancer avec la caste qui domine l'économie martiniquaise et qui reste ancrée dans son idéologie suprématiste, sans à aucun moment poser la question des réparations et du repartage des richesses sociales¹.

Chez nous, la réalité, c'est l'existence de classes moyennes qui ont longtemps bénéficié de conditions de vie matérielles favorables et qui ont été nourries de l'idéologie assimilationniste et « républicaine » de la France coloniale.

Les couches populaires, quant à elles, ont subi une histoire d'exploitation impitoyable et de sanglantes répressions. C'est dans ces pénibles conditions que leur génie a permis d'édifier le socle de la culture martiniquaise et des réponses alternatives aux besoins de la vie quotidienne.

C'est chez elles qu'ont pu se pérenniser une saine « spiritualité² », des traditions ancestrales de solidarité, de respect du vivant et de l'environnement, ferments essentiels pour « *faire peuple* » autour d'un projet commun. Disant cela, nous nous gardons de toute idéalisation. Des siècles de propagande, de manipulation, de chantage aux aides et aumônes auprès des nécessiteux, ont eu pour effet, qu'au sein des couches populaires, se sont largement répandus les poisons de la méfiance, des divisions, du clientélisme et des « *violences circulaires* ». A quoi il faut ajouter les terribles conséquences du « *Syndrome de Lynch* » qui entretient encore dans les esprits la propension aux divisions et à l'autodénigrement.

Voilà les conditions dans lesquelles nous devons remplir notre mission de « *faire peuple* » !

Avant d'aller plus loin, nous voulons insister sur le fait que la volonté de « *faire peuple* » ne saurait être motivée par la seule recherche d'harmonie sociale. C'est surtout une condition indispensable au succès de notre lutte de libération nationale ! Car, unis et mobilisés autour d'un projet commun, nous serons tout à fait capables de mettre fin à la domination coloniale. C'est la désunion de notre Peuple qui fait la force de ses ennemis.

Aujourd'hui, les conditions se réunissent pour que le rapport des forces s'inverse en notre faveur.

D'une part, le travail mené par les militants culturels et politiques depuis plus d'un demi-siècle, a permis une élévation notable du niveau de conscience de la population. D'autre part, l'irruption massive des nouvelles technologies de communication dans la société a favorisé une importante circulation de l'information relative aux crimes passés et présents commis, partout dans le monde, par les impérialistes occidentaux. Notre Peuple a de plus en plus accès à la connaissance de son histoire et à la compréhension des mécanismes de la domination coloniale.

Au niveau mondial, les politiques ultralibérales barbares menées par les gouvernements impérialistes occidentaux se traduisent, entre autres, par le saccage des services publics et de la protection sociale ainsi que par le laminage des classes moyennes avec pour conséquence de paupériser une majorité des populations. Dans notre pays colonisé, les résultats sont encore plus catastrophiques puisque venant s'ajouter aux effets de la politique menée par le pouvoir colonial français, politique qui vise à gommer l'existence même du Peuple martiniquais (génocide par substitution, entrave à tout développement endogène et autocentré, etc.)

Les espoirs d'ascension sociale et les illusions assimilationnistes ne peuvent survivre face à la vérité de la réalité.

Le contexte actuel crée les conditions pour que la majorité de notre Peuple se rassemble pour construire l'alternative du mieux-vivre. C'est ce qui nous appelle à « *faire Peuple* » autour d'une vision et d'un projet communs.

Avoir une vision et un projet communs ne se manifeste pas simplement par le fait de s'asseoir autour d'une table pour, après palabre, rédiger un catalogue d'objectifs aussi ambitieux qu'abstrait. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les écrits des centaines d'« alliances » et

de « rassemblements » qui se sont déjà constitués à quelques mois des élections ou même entre « anticolonialistes » et qui ont explosé quelques semaines plus tard ou se sont endormies.

« *Faire Peuple* », c'est travailler à la convergence durable de toutes nos forces, avec l'objectif explicite de combattre l'ennemi principal : le pouvoir colonial et ses suppôts ! Ici, nous parlons de lutte de Libération Nationale. Cela signifie que tout doit être fait pour impulser l'unité au sein des couches populaires et pour que celles-ci soient actrices conscientes dans la construction de la société alternative.

« *Faire peuple* », appelle donc à privilégier tout ce qui nous rassemble et à refuser d'attiser toutes contradictions superficielles qui fracturent notre communauté³.

« *Faire Peuple* » demande de favoriser un débat serein, sur la base d'un respect humain intégral, entre tous ceux qui luttent pour l'émancipation nationale et sociale.

« *Faire peuple* », c'est faire sa part de travail en respectant scrupuleusement celui des autres ; c'est soutenir loyalement tout ce que nos compatriotes font de positif, tant individuellement qu'au sein des **différentes** organisations, politiques ou autres.

En définitive « Faire peuple » ne doit pas rester une incantation. Nous devons en faire le cap d'une pratique politique quotidienne.

¹ - Cf. la « Lettre ouverte aux maîtres de la caste bèké » de Robert SAE qui dénonce les tentatives de dénigrer ces justes revendications en les assimilant malhonnêtement à un « racisme contre la communauté Béké ».

² - Nous parlons ici des valeurs suprême de l'esprit, non pas de mysticisme et de rites religieux.

³ - Chacun aura constaté, par exemple, l'ampleur du mal provoqué par les divisions attisées par les autorités françaises entre ceux qui acceptaient ou qui refusaient les vaccins/injections anti-covid.



A PROPOS DES IDEOLOGIES ET DES LUTTES ENTRE LIGNES POLITIQUES

A la tête d'un monde unipolaire, après la chute du mur de Berlin en 1989 et la défaite du « camp socialiste », les puissances impérialistes occidentales ont pu mener campagne, au niveau planétaire et sur des bases totalitaires, pour imposer leur idéologie (sans jamais la présenter comme telle). Les propagandistes du système dominant ont organisé une vaste offensive pour persuader l'opinion publique mondiale que « le temps des idéologies était fini ». Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont largement atteint leur objectif. Aujourd'hui encore, ceux qui dénoncent les aberrations du système s'entendent rétorquer que « Tout cela, c'est de l'idéologie ! ». Plus dramatique encore, quand les victimes des politiques de prédation capitaliste sont appelées à résister, il n'est pas rare d'entendre certaines d'entre elles déclarer : « Pas question que je fasse de la politique ! »

Ceci dit, l'hégémonie idéologique des classes dominantes est en train de vaciller, d'une part parce que la scélératesse et les outrances de leurs politiques leur ôtent toute crédibilité et, d'autre part, parce que les luttes des organisations populaires et des gouvernements anti-impérialistes montent en puissance. Toutefois, la déconstruction de la propagande du système reste une exigence majeure pour mettre fin à sa domination.

Pour évacuer toute ambiguïté, nous devons commencer par nous accorder sur le sens des concepts sur lesquels portera notre réflexion. Rappelons d'abord la définition du mot

« idéologie » donnée par le dictionnaire « Larousse » : c'est « *un système d'idées générales constituant un corps de doctrine philosophique et politique à la base d'un comportement individuel ou collectif* » ou encore un « *ensemble des représentations dans lesquelles les hommes vivent leurs rapports à leurs conditions d'existence (culture, mode de vie, croyance)* ». Quant à la « ligne politique », pour le dictionnaire « Robert », c'est une « *orientation qui définit l'action d'un groupe, les éléments essentiels d'une doctrine, d'une politique* ». C'est sur cette base là que nous appuyons nos commentaires.

Comment peut-on imaginer qu'une société puisse exister sans que des « systèmes d'idées générales » soient « à la base des comportements individuels ou collectifs » ? Comment prétendre sérieusement qu'un groupe, quel qu'il soit, puisse agir sans « orientation », sans « éléments essentiels de doctrine ou de politique* » ? Tous doivent réaliser que, précisément, là se manifeste un affrontement entre des idéologies de classes ennemies.

Nier l'existence de lutte de lignes politiques qui traverse toutes les organisations sociales sans exception, relève d'une insuffisance de réflexion, sinon de la naïveté ou de l'opportunisme.

L'offensive réactionnaire que nous avons évoquée s'est menée sur le plan des conceptions et s'est accompagnée d'une manipulation du vocabulaire.

Ne parlez plus de « mouvements populaires ». Dites « dynamiques citoyennes ». Les choix individuels des « citoyens » étant la règle, ceux-ci ne doivent, à aucun prix, se laisser « récupérer ». « On ne doit pas faire de politique dans les organisations de masse » ! Pire toute organisation de masse créée ou simplement soutenue par un parti politique se voit discréditée d'office. Concernant les luttes syndicales : **Bannissez** le mot « licenciement », c'est de « plans sociaux » qu'il s'agit ! A chaque grève condamnez la « prise en otage des usagers ». etc.

Via les empires médiatiques, c'est à un véritable lavage de cerveau que se livrent les journalistes, les économistes et le personnel politique missionnés par les classes dominantes.

Il est absolument fallacieux de croire que les idéologies et les lignes politiques diverses ne s'opposent pas au sein des organisations quelles qu'elles soient. L'objectif des propagandistes du système dominant est de cacher cette réalité et d'évacuer tout débat ouvert afin d'avancer masqués. Ils veulent empêcher que les masses populaires disposent d'orientation idéologique et politique claires et de structures solides leur permettant de l'affronter.

Un simple retour sur l'évolution des associations dites a-politiques révélera la réalité. C'est un lieu idéal pour tisser des réseaux logistiques et « d'amitié ». Combien d'associations sportives, culturelles, ou autres, n'ont pas été des rampes de lancement pour certains de leurs dirigeants se dévoilant candidats aux élections.

Il est donc évident que c'est en étant absolument transparents sur le rôle des militants politiques dans les organisations de masse et en y impulsant des débats politiques ouverts, francs et sereins, qu'on pourra lutter contre les véritables manipulations et les « récupérations » politiciennes.

En tout cas, ceux qui militent sincèrement pour renverser le système capitaliste et la domination coloniale, qui s'engagent sans détours dans le travail de conscientisation des masses et dans l'organisation de la lutte de libération nationale, auront à cœur de prôner l'exigence de la formation théorique et politique dans les organisations de masse, refuseront toujours de faire la politique de l'autruche, de céder au « libéralisme », au sentimentalisme et au refus de prendre courageusement position.

★

C'EST LA DEAL QUI DEFIGURE LE PAYSAGE MARTINICAIS ET NON PAS NOS MARINS-PECHEURS



Photo Léandre LITAMPHA (cf. son article du 16 juin 2008 dans Montray Kreyol « La Pêche artisanale en Martinique : avenir sombre »).

Bel exemple de la malfaisance de la domination coloniale ! Des marins pêcheurs installés depuis des décennies sur une plage de Schoelcher ont reçu un courrier de la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) les sommant de déplacer leur bateau sous un délai d'une semaine, délai après lequel ils devraient payer une amende de 100 euros par jour. La DEAL est l'une des administrations françaises qui sévit dans notre pays. Celles-ci, bien sûr, sont toutes dirigées par des représentants du pouvoir colonial ou, si vous préférez, par ceux qui se qualifient eux-mêmes d'« expatriés ».

Dans cette affaire, le Préfet français a tenu à rappeler la loi : "L'occupation du domaine public maritime et la réalisation de travaux sans autorisation préalable constituent des infractions (...) pouvant faire l'objet de poursuites. »

(Communiqué du 13 juillet 2023)

Parlons donc du respect de la loi ! Il y a d'abord celle des envahisseurs colonialistes qui ont massacré les habitants de « Jouanacaera » - rebaptisée « Martinique » - afin d'occuper l'île ; il y a encore la loi au titre de laquelle ils se sont octroyé la propriété des « 50 pas du roi », devenus surnoisement « 50 pas géométriques » sous la « République ». Depuis, règne la loi du plus fort.

La vérité historique est que l'État colonial a distribué des concessions aux colons français qui, pour la plupart, sont devenus maîtres esclavagistes. La Loi, alors, interdisait aux asservis d'accéder à la propriété (Cf. le Code Noir).

Quand, au début des années 1950, s'est imposée la nécessité de réglementer l'occupation de la zone des 50 Pas, et dans toutes les opérations qui ont suivi, la politique de l'État colonial n'a pas varié d'un iota

*: favoriser les privilégiés et faire obstacle à l'accession à la propriété des familles martiniquaises.*¹ C'est la règle du « deux poids deux mesures » qui a prévalu. Les membres de la caste dominante béké ont facilement obtenu des titres de propriété sur de vastes parcelles, pendant que des conditions drastiques étaient imposées aux autres occupants (limitation de surface, prix de vente dissuasif, etc.) Aujourd'hui, l'objectif du pouvoir colonial reste d'aménager le littoral en fonction de ses propres intérêts. Il entend y installer des espaces ouverts aux investisseurs, des vitrines touristiques offrant des hôtels prestigieux et des lieux d'accueil pour les expatriés en mal d'exotisme*².*

Revenons au cas de Schoelcher.

Les prétextes annoncés par la DEAL pour s'en prendre aux pêcheurs semblent louables : il faut mettre de l'ordre ! Il y a des gens, restaurateurs et plaisanciers, qui ne respectent pas la réglementation. Mais, sachant les services de l'État bien moins regardants dans de nombreuses autres situations, nous ne pouvons croire en la sincérité de leurs intentions. Oui, il faut que l'ordre et les réglementations soient respectés !

A condition, toutefois, que les véritables intérêts de notre peuple soient mis en avant. La pêche artisanale et ses promoteurs doivent être respectés ! Nos traditions doivent être protégées ! Quant aux intérêts de notre pays au plan économique, il est incontestable que le maintien des marins pêcheurs sur les plages, leur accompagnement à l'installation, le développement de multiples activités annexes autour de ce qui peut devenir un formidable « produit d'appel » pour un tourisme durable, seraient éminemment plus porteur que les ordres d'expulsion.

La Municipalité de Schoelcher, tout en rappelant sa volonté d'empêcher les dérives et de faire respecter les réglementations sur la plage, s'est engagée à accompagner les pêcheurs dans leur démarche de régularisation ou de relocalisation. Mais, c'est en amont que ceux-ci auraient dû être approchés, pas seulement, d'ailleurs pour être consultés ou informés, mais pour être co-décideurs de la politique de l'aménagement du territoire.

Évidemment de telles démarches ne sont pas envisageables dans le cadre de la domination et de la législation coloniales. A nous tous d'en tirer la conclusion !

**¹ A cette occasion nous avons pu découvrir, qu'après l'éruption de la Montagne Pelée en 1902, l'État s'était engagé à remettre gratuitement des titres de propriétés aux rescapés relogés à Schoelcher et Fonds Lahaye. Cela avait été notifié dans le Journal Officiel de la Colonie ! L'engagement n'a jamais été respecté !*

**² Lors d'une mobilisation pendant laquelle des centaines de Martiniquais(es) étaient venus libérer l'accès à la plage de Désert à Sainte-Luce, plage illégalement privatisée par des « expatriés », la préfecture avait dépêché des gendarmes. L'un d'eux a cyniquement déclaré à un manifestant : « Nous ne sommes pas ici pour une question de plage, nous sommes là pour protéger nos ressortissants ! » Tout commentaire est superflu.*



« RETOUR AU CALME » AVEZ-VOUS DIT ?



1.105 bâtiments incendiés ou dégradés, 12.202 incendies de poubelles, 5.892 incendies de voitures, 269 postes de police et de gendarmerie attaqués entre le 27 juin et le 4 juillet : ces chiffres annoncés par le ministère de l'Intérieur sont révélateurs de l'ampleur des récentes émeutes qui ont touché tout le territoire français et qui ont eu un retentissement international. Voyage présidentiel annulé, rencontres officielles reportées, élus personnellement visés : la « République » était secouée ! Pas moins de 45.000 policiers ont été mobilisés. 3.915 personnes ont été interpellées (dont 1.244 mineurs), 374 comparutions immédiates ont débouché sur des condamnations conséquentes. « L'ordre » devait être rétabli et il l'a été. Le calme est de retour !

Et, dans le silence du calme retrouvé, les 10 millions de pauvres que compte la France (14 % de sa population) continueront à crever de faim, à survivre sans pouvoir se soigner ou se loger dignement. Plus que jamais, des milliers de foyers se verront brisés par la hausse indécente du coût de la vie, par les licenciements boursiers, par les politiques agressives des multinationales qui sévissent dans les domaines de la santé, de la téléphonie (etc). La cascade de faillites des petites entreprises se poursuivra charriant son cortège de drames humains.

Et, dans la "République" triomphante, le roitelet Macron pourra continuer à bafouer la volonté du peuple Français et de ses élus, à saccager les services publics, le droit à une juste retraite et autres acquis sociaux. Il pourra encore sabrer les budgets voués à la santé et à l'éducation, le financement des Collectivités locales, afin de livrer à Zelenski armements et milliards nécessaires à la guerre menée par l'OTAN contre la Russie.

Et, dans « l'ordre » rétabli, la majorité de la population, contenue, subira davantage encore les violences ininterrompues du capitalisme. Les émeutes, en effet, ont été une aubaine pour le gouvernement. Celles-ci ont été instrumentalisées par ses médias pour persuader la population que la cible principale des émeutiers était la voiture du travailleur, les établissements scolaires et

les sièges d'associations sociales, désignant au passage les « responsables du chaos » : les jeunes qui « traînent dans les rues » et les « parents irresponsables » à qui il faudrait supprimer les aides sociales !

De quoi accélérer la marche vers la fascisation du système. De nouvelles lois liberticides sont mises sur le tapis. Les forces de répression se voient encouragées à déployer leur violence, leur racisme décomplexé et, confiantes en leur impunité, à multiplier ce qui est pudiquement qualifié de « bavures ».

« Dormez en paix, brave gens ! », claironne le gouvernement. "Le calme est de retour ! L'ordre est rétabli ! Nous avons mis fin aux violences urbaines !"

Oui, les nantis, bien protégés et rassurés, pourront reprendre leur vie de bombance dans les quartiers huppés. Quant à la grande majorité de la population, elle devrait se résoudre à subir toutes les agressions massives du quotidien, toutes ces « violences urbaines » auxquelles le gouvernement n'envisage pas une seule seconde de mettre fin, « quoi qu'il en coûte » et sans délai. Sa mission n'était que de mettre fin à des émeutes menaçant le système dominant. Il y est parvenu cette fois encore.

Mais le régime en place se trompe lourdement en imaginant qu'il pourra indéfiniment contenir la révolte qui gronde. Le calme apparent et l'ordre imposé ne pourront jamais éteindre les braises qui brûlent sous les cendres. Tant que persisteront les violences institutionnelles et économiques, tant que les plus hautes instances seront gangrenées par le mensonge et la corruption, tant que la jeunesse sera privée d'éducation et de perspectives d'épanouissement, tant que souffleront les vents de l'injustice et de la répression, la société connaîtra des explosions sociales. Pour l'heure, celles-ci sont spontanées et, hélas, la population pâtit des dégâts collatéraux. Dans ces périodes de troubles, beaucoup de révoltés détruisent indistinctement, parce qu'animés par une souffrance et une rage qui les aveugle, la délinquance quotidienne s'exacerbe et, surtout, des provocateurs sont envoyés pour dévoyer le mouvement afin de justifier la répression.

Aussi, si l'on a à cœur la sécurité du peuple et de ses biens, si l'objectif est que les révoltes servent vraiment ses intérêts, il convient de travailler sans relâche à la compréhension par tous des dynamiques sociales et à l'organisation des masses populaires.

Mais, pour en finir vraiment avec toutes les violences qui minent la société, c'est le système capitaliste, son « calme » et son « ordre » qu'il faut éradiquer.



LE COLOSSE AFRICAIN EBRANLE LE MONDE



Décidément, les journalistes occidentaux, éditorialistes, politologues et autres analystes de tout acabit, n'arrivent pas à se défaire de la vision paternaliste et arrogante qu'ils ont concernant les peuples Africains ! Des « Coups d'état » secouent le Mali, La Guinée, le Burkina Faso, le Niger, le Gabon ? Pour eux, il ne s'agit que de pauvres retardés qui font difficilement l'apprentissage du modèle démocratique qu'ils ont pourtant eu tant de peine à leur enseigner. Pire ces ingrats se détournent de la France, qui leur a tant apporté, pour se laisser benoîtement manipuler par Poutine ou Xi Jinping !

Aveuglés par leur suprématisme, les défenseurs de l'impérialisme français sont totalement incapables de réaliser ce qui se passe aujourd'hui dans le monde. Ils sont incapables de comprendre que la domination qu'ils exerçaient sans partage dans le domaine de l'information et de la propagande a pris fin avec l'avènement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Pendant qu'ils se complaisaient dans leur bulle de désinformation, la lutte idéologique menée par les militants à travers les réseaux sociaux et sur le terrain déconstruisait toutes les bases de leur propagande.

Le monde entier a pu découvrir l'abomination du franc CFA, les odieux massacres commis par la France dans ses colonies et néo-colonies en Afrique tout au long de l'histoire, sa collusion avec les dictatures et son rôle dans le génocide au Rwanda. Maintenant que « les lions écrivent leur histoire*1 », ils savent que leur Peuple n'a jamais cessé de lutter et qu'il est riche de grandes civilisations.

Très peu de gens, aujourd'hui, peuvent prétendre ignorer que c'est le pillage des immenses richesses du continent par les impérialistes occidentaux qui est directement responsable de la pauvreté et des souffrances des populations africaines. Tous les humanistes sont écoeurés par le traitement barbare que réserve l'occident aux migrants qui fuient la guerre et la misère et dont il est responsable.

Tous ceux qui se penchent sérieusement sur la question savent que les bases militaires installées sur le continent le sont pour défendre les intérêts économiques de la France et soutenir des chefs d'état - marionnettes qu'elle installe au pouvoir. L'alibi de la lutte contre les Jihadistes est suffisamment démenti par les résultats obtenus au vu des forces déployées. Les populations des pays africains concernés sont les premières à le dénoncer. Pire ! Comme ce fut le cas lors du génocide au Rwanda, l'armée française n'hésite pas à instrumentaliser les terroristes dans sa lutte contre les forces qui lui sont hostiles.

Maintenant, en grande majorité, la jeunesse africaine sait que le continent ne résoudra jamais ses difficultés dans le cadre du modèle de développement prôné par les capitalistes occidentaux et que derrière ladite « mondialisation » se cache la mafia des impérialistes et la dictature de l'ultralibéralisme.

Enfin ! Les milliers de fils et filles d'Afrique, dont le travail enrichit les puissances occidentales partout dans le monde, pourront mettre leur haut niveau de compétences au service de leurs peuples respectifs^{*2}. Enfin ! Les Africains pourront être maîtres du choix de leurs fournisseurs et de leurs clients et les fabuleuses richesses du continent pourront contribuer à leur mieux – vivre.

La bête acculée devient plus dangereuse encore

La France est bien consciente qu'à terme elle sera chassée de « son pré-carré » africain. Déjà secouée par les bouleversements économiques et financiers mondiaux et par les conséquences de la guerre en Ukraine instrumentalisée par les USA et l'OTAN, c'est son déclin qui pointe à l'horizon. Elle mettra tout en œuvre pour tenter de rebondir avec le soutien de ses alliés.

Malheureusement pour les tenants de la « Françafrique », la rhétorique guerrière de leurs premiers mercenaires (la CEDEAO) n'a pu entraîner personne dans l'aventure d'une intervention militaire. La poignée de chefs d'état qui était à la manœuvre a dû reculer face à la levée de boucliers des pays opposés à leur projet et face aux protestations au sein de leur propre population.

Bien sûr, la France peut se targuer de bénéficier du soutien de ses complices de l'Union Européenne, et des institutions internationales garantes de la pérennité du système^{*3}. L'arme des « sanctions » continuera à être utilisée, pénalisant principalement les populations que tous ces hypocrites prétendent soutenir. Des provocations pourront servir de prétexte à une agression militaire, car les impérialistes n'accepteront jamais la perte de leur hégémonie.

Mais rien n'y fera ! Le mouvement est irréversible^{*4} ! Tôt ou tard, la France va dégager !

Les coups portés par les peuples africains contre l'impérialisme français ne sont pas seulement utiles à l'émancipation de leur continent. Ils ouvrent aussi la voie à la résilience de l'humanité, car les civilisations africaines sont porteuses de réponses en ce qui concerne la vie en harmonie avec la nature ainsi que les véritables pratiques d'égalité et de partage. Aussi devons-nous, tous et toutes, soutenir la lutte des Peuples Africains, nous opposer à toute sanction qui les frappe, à toute agression militaire étrangère ou téléguidée à l'intérieur de leur pays.

^{*1} Cf. proverbe africain : « Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les **histoires de chasse** ne pourront que chanter la gloire du chasseur. »

^{*2} A ce propos, il faut constater comment les racistes occidentaux s'appliquent rigoureusement à cacher l'existence des milliers d'Africains qui leur sont indispensables dans les domaines les plus pointus (aéronautique, informatique, stratégie économique, etc.)

^{*3} Les positions prises par l'ONU et l'Union Africaine, loin d'isoler les militaires, ont discrédité leurs propres institutions.

^{*4} Bien sur l'histoire n'a jamais été linéaire. Les Peuples Africains seront confrontés à de nouveaux défis (y compris le retournement possible de certains militaires arrivés au pouvoir), mais c'est la dynamique globale qui est déterminante et dans le cadre actuel, il est indéniable que la prise du pouvoir par les armées cadrent avec les revendications populaires et bousculent la domination impérialiste.

L'INTERVENTION MILITAIRE ANNONCEE EN HAÏTI EST UNE MYSTIFICATION INACCEPTABLE !

*Que ceux qui soutiennent la décision de l'ONU d'autoriser l'envoi d'une force d'intervention militaire en Haïti cite une seule intervention de cet ordre, orchestrée par les impérialistes occidentaux, qui ait été bénéfique au Peuple Haïtien ! Comme chaque fois, derrière l'affichage d'intentions généreuses et humanitaires, se cache la volonté des impérialistes de maintenir leur domination dans la région. Le pire, c'est qu'ils parviennent à manipuler une partie de l'opinion publique qui s'imagine que la fin des tragédies subies par le Peuple Haïtien pourrait venir de ceux-là même qui en sont responsables. Évidemment, les médias aux ordres occultent le fait que les principales organisations populaires de ce pays*¹ ont adressé une déclaration à toutes les institutions concernées, tant au niveau régional qu'international pour s'opposer à une telle intervention.*

Ceux qui se font encore des illusions quant aux motivations des impérialistes n'ont-ils tiré aucune leçon des conséquences des interventions en Irak et en Libye ? C'est pour protéger le monde contre Saddam Hussein accusé de vouloir le détruire avec des « armes de destruction massive » - qui n'ont jamais existé - que les « Croisés » sont intervenus en Irak. Le pays a été dévasté, aujourd'hui, le peuple vit un enfer et les occidentaux continuent à s'enrichir sur son dos. C'est soi-disant pour protéger le pauvre peuple libyen contre l'impitoyable dictature de Mouammar Kadhafi que les « Croisés » ont bombardé la Libye et armé des terroristes. Aujourd'hui, ce peuple aussi vit un enfer pendant que les occidentaux, fiers d'avoir détruit un état rebelle et empêché la création d'une monnaie africaine, jouissent du butin. Devrait-on souhaiter un tel sauvetage à Haïti ?

Mais les impérialistes, eux, savent tirer les leçons de leurs expériences. Conscients qu'il leur est de plus en plus difficile de duper l'opinion, ils essaient de se tapir derrière des supplétifs. C'est pourquoi les USA envoient le Kenya et certains pays caribéens en première ligne dans le projet d'intervention en Haïti, tout comme le pouvoir français avait chargé la CEDEAO d'assumer une opération militaire au Niger*².

Cette fois-ci, le prétexte invoqué par les impérialistes occidentaux pour justifier leur interventionnisme, est de venir neutraliser les gangs qui terrorisent la population.

Pour savoir comment neutraliser les gangs, la première question à envisager est la suivante : « Qui sont ceux qui les contrôlent et qui les arment ? » Il n'est pas contestable qu'aux commandes se retrouvent des grands groupes économiques, une certaine frange de la police et des politiciens liés au pouvoir imposé par des pays étrangers. Il est indéniable aussi que les puissantes armes dont disposent les criminels ne viennent pas d'Haïti et que les États Unis disposent de tous les moyens nécessaires pour empêcher qu'elles arrivent dans le pays. Quand les impérialistes occidentaux veulent déstabiliser un pays sans intervenir directement, ils savent comment financer, armer et entraîner les groupes subversifs. Quel soutien tous ces « crocodiles » qui prétendent vouloir protéger le peuple Haïtien accordent-ils aux organisations populaires qui n'ont jamais cessé de lutter avec un courage exemplaire contre toutes les dictatures, à l'intérieur,

et contre toutes les agressions venant de l'extérieur ? Pour être vraiment solidaire du Peuple Haïtien, c'est au côté des mouvements populaires que nous devons nous trouver.

Nous devons respecter et soutenir leur choix qui est de refuser toute intervention étrangère. Ce qui se passe en Haïti actuellement ne peut être dissocié de l'affrontement décisif qui s'est déjà amorcé entre les profiteurs de l'hégémonie impérialiste occidentale et les Peuples qui entendent construire un autre monde. En ce sens, notre solidarité doit se traduire par le renforcement de notre propre lutte contre la présence colonialiste dans la région caraïbe.

**¹ Vous pouvez en retrouver le texte et la liste des signataires dans le N° 199 de « Jik An Bout » daté du 30 octobre 2022 (Cf notre site)*

**² Les levers de boucliers contre la décision de la CEDEAO – qui soi-dit en passant est un regroupement économique qui n'a pas compétence pour prendre de telles décisions – et surtout la mobilisation des populations dans les pays concernés contre cette intervention, ont rendu impossible sa réalisation. En ce qui concerne le Kenya, le vote du Parlement qui s'oppose à l'engagement militaire en Haïti est venu, pour le moment, bloquer le projet.*

★

POURQUOI LE DEBAT SUR L'EVOLUTION INSTITUTIONNELLE REVIENT-IL SUR LA TABLE ?



Voici donc que le débat sur l'évolution institutionnelle de notre pays se réinstalle dans l'actualité. Depuis une dizaine d'années, en effet, à part quelques organisations qui continuent à militer pour la cause de l'Indépendance Nationale (dont le CNCP et le PKLS), les principaux courants politiques s'étaient installés dans un consensus inavoué pour mettre la question du statut au placard. Ainsi, le 8 décembre 2015, les organisations du « GRAND SANBLE¹ » et la droite de « BA PEYI A AN CHANS » scellaient une alliance dans le but de gagner la majorité à l'élection de la CTM. Les « Patriotes » et la « Droite » signaient, dans le cadre de ce qui était devenu alors le « GRAN SANBLE POU BA PEYI-A AN CHANS », un « Contrat de gestion » dont l'Article 8 indiquait que les parties s'engageaient à respecter « un pacte de stabilité

statutaire durant la mandature, la priorité étant donnée au redressement économique et social de la Martinique et au respect de son environnement naturel² ». En clair, ils déclaraient un nouveau moratoire ! Depuis, cette alliance a implosé et a perdu la majorité à la CTM ; en 2021, ce sont les autonomistes de EPMN (Ensemble Pour une Martinique Nouvelle) qui sont revenus aux commandes. Concernant l'évolution institutionnelle, l'approche de ce rassemblement impulsé par le PPM est toujours restée la même : demander au gouverne-ment des aménagements permettant une amélioration des relations entre la France et « notre région », mais cela, en martelant chaque fois sa volonté de « rester au sein de la République » et en réaffirmant leur refus viscéral de l'indépendance.

Paradoxalement, ce sont deux décisions prises par la CTM qui ont ramené la question statutaire sur le devant de la scène : d'abord, l'adoption du drapeau Rouge Vert Noir et ensuite, la reconnaissance du créole comme langue officielle au même titre que le français.

Les forces les plus réactionnaires sont montées au créneau pour vilipender Serge LETCHIMI, le Président de la CTM, malgré toutes les déclarations qu'il a pu faire pour assurer que ces décisions ne remettaient pas en cause sa volonté que la Martinique reste intégrée à la République française. Pour les assimilationnistes invétérés, l'adoption de ce qu'ils appellent le « drapeau indépendantiste » et la réhabilitation du créole amorçaient un dangereux engrenage.

Mais c'est quand le Préfet, représentant du pouvoir colonial a attaqué la décision de la CTM concernant le créole devant le Tribunal administratif, qu'une levée de bouclier a eu lieu dans la population et que le débat sur la souveraineté a regagné la rue.

Dans un tel contexte, les propos tenus le 28 septembre dernier par Emmanuel MACRON devant l'Assemblée Régionale Corse ont contribué à relancer le débat sur l'évolution statutaire à tous les échelons de la société. Le Président Français a proposé une autonomie de l'île « sans désengagement de l'état » et « dans la République », et a promis aux élus corses "un texte constitutionnel et organique soumis à votre (leur) accord d'ici six mois", "la possibilité de définir des normes sur des matières ou des compétences transférées" sous le contrôle du Conseil d'État et du Conseil Constitutionnel, l'entrée de la Corse dans la Constitution, l'inscription des spécificités de la communauté insulaire et la création d'un "service public de l'enseignement en faveur du bilinguisme".

Beaucoup de Martiniquais ont posé la question : « Pourquoi les Corses et pas nous ? » et aujourd'hui, le débat sur l'indépendance a changé de nature. C'est surtout des réflexions sur sa faisabilité qui sont mises en avant. Les autonomistes, quant à eux, ont surtout vu dans les propos d'Emmanuel MACRON l'opportunité de s'embarquer dans le wagon pour obtenir des « avancées » pour la Martinique.

Nous considérons, pour notre part, que ce qui importe, c'est la réflexion quant à la démarche qui, d'une part, garantira réellement le respect du droit à l'autodétermination de notre peuple et, d'autre part, rendra effective le processus de décolonisation. Il n'est plus temps de se laisser leurrer par les sempiternelles spéculations sur une hypothétique évolution institutionnelle dans le cadre de la République française.

1) Le « Gran Sanblé » était alors constitué du MIM, du PALIMA, du PCM, du RDM et de quelques transfuges du CNCP).

2) Comme si cela était possible sous la férule de la domination coloniale !

POUR QUE S'EMANCIPE L'HUMANITE

Tous ceux qui ont en leur cœur une once d'humanité, sont déchirés, écœurés, révoltés à la vue des images de ces hommes et femmes, de ces enfants, déchiquetés par les bombes déversées massivement sur la population Palestinienne. Quand on a un minimum d'intelligence et d'honnêteté intellectuelle, on ne peut qu'être submergé d'indignation en écoutant certains prétendus journalistes enrôlés dans les empires médiatiques occidentaux, servir la propagande d'une armée d'occupation et avaliser le totalitarisme des gouvernements. Nous abordons ici la problématique de la régression des valeurs humaines et de la marche vers l'émancipation.

L'histoire nous enseigne que l'Humanité n'a pu progresser qu'en luttant contre la barbarie et qu'en faisant en sorte que la société s'organise sur la base du respect de la personne humaine et du droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes. Après un parcours plus que chaotique, un Droit International s'était imposé et des institutions censées garantir le respect de règles communes avaient été installées. Aujourd'hui, les « parrains » de la mafia impérialiste occidentale, voyant leur hégémonie menacée, ont entrepris de saper toutes les bases de ce droit international. Collaborant aux pires crimes, leurs gouvernements entendent interdire, désormais, toute opinion dissidente et toute action de contestation^{*1}. Assurément, nous sommes à un tournant de l'histoire. L'enjeu est de combattre tout processus de régression afin que l'Humanité reprenne sa marche vers l'émancipation.

▪ Refuser le retour à la barbarie

Dans le monde actuel, un profond mal-être oppresse l'écrasante majorité des populations. Comment pourrait-il en être autrement ?

- Alors que les ressources et les richesses dont disposent le monde sont très largement suffisantes pour que tous et toutes puissent jouir d'un bien-être du corps et de l'esprit, c'est une pauvreté endémique qui détruit l'humanité. Cela, parce qu'une minorité de pillards interdit par la violence toute répartition équitable.

- Alors que tous les peuples aspirent à l'harmonie au sein de la société et à la paix entre les nations, les populations sont décimées par les guerres et le terrorisme, par des fusillades quotidiennes et toutes sortes de violences domestiques. Cela parce que les puissances impérialistes attisent les conflits, organisent des subversions, empêchent l'accès à l'éducation pendant que leurs empires médiatiques cultivent un Individualisme forcené, le culte d'une compétition débridée et bestialisent la culture et les esprits.

C'est à ce désordre qu'il faut mettre fin pour que l'humanité reprenne sa marche vers l'émancipation.



▪ Déchirer le voile de l'aliénation

Les réponses idéologiques incrustées dans les esprits par les maîtres du système constituent un voile d'aliénation qui obscurcit les consciences, conduit au désespoir, à la haine de l'autre, et génèrent toutes ces violences qui déchirent la société. Tout est fait pour diaboliser ceux qui s'en prennent au désordre établi et pour semer la division au sein des populations en leur désignant des boucs émissaires. Le discours anti-immigré et la propagation de l'islamophobie en sont des exemples particulièrement significatifs. Le message martelé, massivement et en permanence, est le suivant : « *Si vous êtes au chômage, c'est parce que les immigrés viennent prendre votre travail ! De plus ce sont eux les responsables de la délinquance dans votre pays !* ». « *Si le terrorisme sévit partout dans le monde, c'est exclusivement à cause de fanatiques islamistes*2 et si vous voulez que celui-ci soit éradiqué, vous devez accepter que vos libertés soient limitées.* »

Les fossoyeurs de l'humanité font preuve du même acharnement pour semer la discorde entre leurs propres ressortissants : ils martèlent, par exemple l'idée que « *la délinquance des jeunes n'est due qu'au fait que les parents des couches populaires ne remplissent pas leur devoir d'éducation ; cela devrait leur valoir d'être punis par la loi et chassés des HLM !* ». La misère, les déficits budgétaires, les suppressions d'emploi (...et pourquoi pas le changement climatique ?), seraient dus à « *l'égoïsme des salariés qui réclament des augmentations, alors qu'ils ont déjà la chance d'avoir un emploi* », ou encore à « *l'égoïsme des retraités qui, ne pensant pas aux générations futures, n'acceptent pas que leurs pensions soient diminuées.* »

C'est tout ce voile d'aliénation là qui doit être déchiré*3 pour que l'Humanité reprenne sa marche vers l'émancipation.

▪ La mission des « Peuples Noirs » dans l'émancipation de l'Humanité

Précisons d'emblée que, quand nous parlons de « Peuples Noirs », nous ne nous référons pas à leur pigmentation; nous faisons état d'une **réalité sociologique** générée par le fait que les colonialistes et les impérialistes occidentaux ont déporté sur toute la planète enfants, femmes et hommes raflés en Afrique, qu'ils ont racialisé ceux-ci à des fins idéologiques*4, qu'ils les ont esclavagisés et surexploités et, au bout du compte, qu'ils en ont fait l'une des catégories les plus discriminées partout dans le monde.

Pourquoi alors parler de « mission des Peuples Noirs » ? Parce qu'en dépit d'une domination coloniale barbare, les Peuples africains ont su préserver les fondements de leurs civilisations originelles et que, partout dans le monde, leurs diasporas ont su faire vivre, peu ou prou, une part de l'héritage. De quels fondements s'agit-il ? C'est l'institutionnalisation de l'harmonie sociale, du partage et de la solidarité ; c'est le respect du vivant et de la connexion entre l'homme et l'environnement. Ne retrouvons-nous pas, là, les aspirations exprimées aujourd'hui par tous les Peuples du monde ?

Certainement ! Mais le poids des institutions imposées depuis la nuit des temps par les classes dominantes des pays occidentaux ainsi que le conditionnement idéologique dans lequel elles ont maintenu leurs populations ont pour effet, d'une part, que les luttes de celles-ci sont souvent orientées dans des voies de garage^{*4} et, d'autre part, qu'une large fraction des couches populaires relaient les discours paternalistes ou suprématistes de leurs dirigeants, participant ainsi à la régression de l'Humanité.

Aussi, revient-il aux « Peuples Noirs » de contribuer à la marche vers l'émancipation en combattant autant l'aliénation dont sont victimes les Peuples dominés de l'occident que les complexes d'infériorité et la culture d'autodénigrement inoculé aux peuples colonisés. Ils y contribueront surtout en coupant les racines de l'hégémonie occidentale par l'intensification de la lutte contre le pillage colonial et pour leur véritable souveraineté.

Ce sont là, selon nous, des objectifs essentiels d'un Panafricanisme authentique.

Nous concluons cet article en affirmant que l'émancipation de l'Humanité sera fruit de la rencontre de tous les membres de la famille humaine, quelles que soient leur « race », leur nationalité, leur confession philosophique ou religieuse. Tous ceux et toutes celles qui, en tout cas, s'opposent à l'exploitation de l'Homme par l'Homme et à la domination d'un Peuple par un autre Peuple. En ce sens, pour ne citer que deux exemples, le rabbin juif qui lutte contre le sionisme est notre frère de lutte ; les militants Européens ou États-Uniens « blancs » qui, en dépit des lois et de la répression, aident les immigrés traversant les frontières, sont nos frères et sœurs de cœur.

Oui, c'est toute la famille humaine qui doit se rassembler pour mettre fin au règne des criminels suprématistes, des multinationales prédatrices et des vampires agents de l'ultralibéralisme qui mettent le monde et l'Humanité en danger.

^{*1} La volonté de fasciser la société ne se cache plus. A cet égard, l'extrême droitisation du langage tenu aujourd'hui par le gouvernement français, les mesures suggérées ou mises en œuvre par le ministre Darmanin ont toutes les raisons d'inquiéter.

^{*2} Le terrorisme est massivement pratiqué partout dans le monde : par des états occidentaux « chrétiens » soi-disant démocratiques, par les extrémistes sionistes de confession juive, par l'armée birmane au nom du Bouddhisme, par des fanatiques du BJP défenseurs de la pureté hindouiste en Inde, etc. C'est à des fins de manipulation que les impérialistes occidentaux propagent l'islamophobie.

^{*3} L'une des tâches essentielles qui revient à tous ceux et à toutes celles qui se battent pour « sauver l'Humanité » est de vulgariser massivement au sein des populations les connaissances indispensables à une compréhension scientifique des phénomènes. Aux manipulations idéologiques, aux hypocrisies moralistes, aux conceptions dogmatiques relevant de certaines religions, Il s'agit d'opposer les explications s'appuyant sur les sciences (histoire, sociologie, psychologie, physiologie), qui permettent d'appréhender justement les ressorts de la pensée et des comportements humains. C'est en effet ce qui permettra à tous de comprendre les

véritables racines des violences individuelles et collectives et d'élaborer des stratégies efficaces pour les juguler.

**⁴ Malheureusement, même certains de ceux qui remettent en cause l'idéologie bourgeoise occidentale restent prisonniers des grilles d'analyse établies par les colonisateurs européens afin de justifier leur domination sur les autres peuples (notamment la division entre races et la hiérarchisation de celles-ci). Ce faisant, ils érodent leur propre humanité et portent un soutien objectif au système. N'est-il pas indéniable, en effet, que sans une solidarité internationaliste solide entre tous les peuples et que sans une coordination effective de leurs luttes, il sera rigoureusement impossible d'éradiquer le système diabolique qui détruit l'Humanité.*

★

N°212 - DECEMBRE 2023

LE POUVOIR COLONIAL FRANÇAIS INTENSIFIE SA GUERRE CONTRE LE PEUPLE MARTINICAIS



Philippe Vigier l'ardent défenseur du « rôle positif de la colonisation » en charge du contrôle les « Outre-mer

Voilà donc que, dans notre pays où le taux de chômage officiellement minoré à 13,20% (60% chez les jeunes), l'État français va financer l'installation de nouveaux colons « métropolitains » : Primes, promesse d'emploi pour les conjoints et conjointes, bénéfice de tous les autres privilèges dont les dits « expatriés » jouissent déjà sous les tropiques ! Nous l'avons déjà expliqué, chassés de leur « pré-carré » en Afrique, menacés dans leur statut de grande puissance, les colonialistes français ont entrepris de consolider leur domination sur notre pays. Cela se traduit notamment par le renforcement de leur présence militaire et de la mainmise sur les maigres secteurs économiques qui pouvaient rester encore entre les mains du Peuple Martiniquais. L'article 55 de la Loi de finance qui vient d'être adopté au parlement français est un nouvel épisode de la guerre menée contre notre Peuple par le Pouvoir colonial Français. Ce mauvais coup est largement dénoncé par des organisations politiques et des parlementaires. Face à la levée de bouclier, le Gouvernement a annoncé son INTENTION de revenir sur cette loi. Mais, même si c'était le cas, cela ne mettrait pas fin à la politique de génocide par substitution. C'est pour cela, qu'au nom du CNCP, « Jik An Bout » appelle à signer une pétition appelant les organisations de défenses des droits humains, et les institutions

internationales garantes du respect du droit des Peuples à dénoncer la colonisation de peuplement mise en œuvre par le Pouvoir colonial français et à appuyer la revendication de notre Peuple quant au « Droit de vivre et de travailler dans son pays. »

Lien pour la PETITION : <https://chng.it/T8ydTXtqHm> sur la plateforme : www.change.org/

NON AU GENOCIDE PAR SUBSTITUTION !

L'article 55 de loi de finances pur 2024, adopté à coup de 49.3, entend attribuer au titre de la « continuité territoriale », une aide financière pour le transport, plus une allocation à l'installation à toute personne résidant en France métropolitaine justifiant d'un projet d'installation professionnelle durable dans les Outre-mer. Dans le même temps : d'une part, le Ministère de l'Éducation et le Rectorat local affectent systématiquement en France, les fils et filles de notre pays ayant réussi aux concours, sans aucune considération des drames humains que ces déportations entraînent ; d'autre part, depuis des dizaines d'années, des milliers de fonctionnaires Martiniquais affectés en France se battent pour obtenir le retour chez eux ! Ce droit de vivre dans leur pays est refusé !

On connaît les conséquences de la circulaire de Pierre MESSMER qui, en 1973, impulsait la colonisation de peuplement de la Kanaky par les « Français de Métropole ». Le résultat en est que le Droit à l'autodétermination du Peuple Kanak est bafoué.

Toutes tendances confondues, la majorité de la classe politique française - la même qui dénonce la politique d'assimilation que le Gouvernement Chinois imposerait au Peuple Ouïghour - refuse que soit remise en cause la domination de la France sur ses dites « possessions d'outre-mer ». Quand Pierre MAUROIS était premier ministre (1981-1984), un document émanant de son cabinet préconisait, « Pour endiguer la poussée indépendantiste », de favoriser l'installation d'artisans français en Martinique avec l'appui des banques et d'expatrier les cadres Martiniquais vers d'autres pays pour y représenter la France.

Les Gouvernements Français successifs mènent clairement une politique dont l'objectif est d'intensifier le génocide par substitution du Peuple Martiniquais.

Nous appelons les organisations de défenses des droits humains, les institutions internationales garante du respect du droit des Peuples à dénoncer la colonisation de peuplement mise en œuvre par le Pouvoir colonial français et à appuyer la revendication de notre Peuple quant au « Droit de vivre et de travailler dans son pays ».

EN MARTINIQUE, LE RACISME DES COLONIALISTES EST SYSTEMIQUE



Incroyable ! Le Préfet Français régnant sur notre pays a publié un communiqué pour se démarquer d'un gendarme qui a proféré, nous le citons, « des propos inacceptables, qui ne reflètent ni l'action, ni l'esprit des services de l'État qui travaillent en Martinique sous (son) autorité ». Notons que dans le même communiqué, il tente de

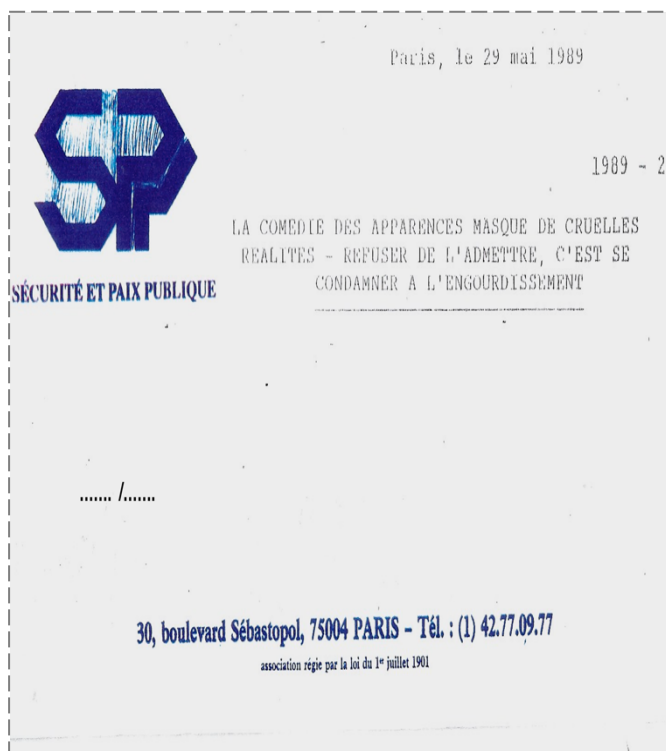
discréditer les militants insultés par le gendarme et de redorer le blason de ses services, mais sa réaction est tout à fait inhabituelle dans la colonie où la population est habituée à subir des abus commis par les gendarmes ou par des « expatriés » français sous le regard complice des autorités.

En vérité, c'est parce que la vidéo montrant le comportement raciste du gendarme avait « fait le buzz » (pas seulement en Martinique) que le Préfet a été contraint d'intervenir pour tenter de calmer la colère suscitée par ce nouvel affront à notre dignité. Mais les insultes racistes de ce genre font partie du quotidien de notre pays. Rappelons au passage qu'un autre gendarme avait tenu strictement les mêmes propos, le 22 mai 2020, face à des manifestants qui protestaient devant la gendarmerie de SCHOELCHER contre la garde à vue arbitraire d'une journaliste militante. Aujourd'hui, il est officiellement admis que les propos du gendarme sont insultants et racistes. D'accord ! Mais, Il ne faudrait pas que l'arbre de l'imbécillité d'un militaire aliéné vienne cacher la forêt du RACISME SYSTÉMIQUE qui gangrène notre société.

« C'est grâce à nous si vous avez la CAF et le RSA » a dit le gendarme ! »*1 En quoi cela diffère-t-il du message quotidiennement et massivement ressassé par les dirigeants politiques de droite, d'extrême droite et...de « gauche », par les capitalistes occidentaux qui contrôlent l'économie des pays dominés, par leurs médias, leurs économistes, et par leurs « élites » aliénés. N'entend-on pas régulièrement marteler l'idée que notre survie dépend de la France, que nous sombrerions dans la misère sans les aides sociales venant de l'extérieur ou que sans l'Europe et ses subventions aucun développement économique n'est possible. » Récemment encore, un ministre français osait louer les prétendus « bienfaits de la colonisation » !

Cela, c'est l'une des facettes du RACISME SYSTÉMIQUE !

Certains l'ignorent peut-être, mais des réunions sont régulièrement organisées par certaines institutions, mais aussi par des « expatriés » déjà sur place, pour indiquer à leurs compatriotes qui viennent jouir des « bienfaits de la colonisation », le comportement qu'ils doivent adopter dans l'intérêt de leur communauté. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner des propos de tels français enseignant, docteur, habitant de lotissement ou autre gendarme.



UN EXEMPLE DE RÉUNION SUPRÉMATISTE

Dans une réunion de l'association «SPP» (Sécurité et Paix Publique, qui s'est tenue le 29 mai 1989 à Paris, son Président, Roger CHAIX (Directeur des renseignements généraux et des jeux, directeur central des polices urbaines de son état), après avoir copieusement jeté son fiel sur tous ceux qui remettent en cause la domination française dans les « Outre-Mer » proposait un argument pour les combattre :

« L'idéologie indépendantiste aux Antilles repose sur une véritable intoxication et si l'une des ethnies devait revendiquer quelques droits des premiers arrivants, ce serait celle des blancs créoles. »

Ce n'est donc pas un hasard si bon nombre « d'expatriés » ressortent cette ineptie !

Et tous ces nostalgiques de la Coloniale pensent pouvoir arrêter le cours de l'histoire ! Qu'ils continuent à rêver !

Depuis que la domination coloniale européenne a été imposée au reste du monde, la civilisation occidentale a été présentée comme l'idéal à atteindre pendant que toutes les autres étaient caricaturées, diabolisées et dénigrées. Les élites ont été éduquées avec l'idée que les conceptions occidentales en matière d'organisation et de fonctionnement de la société, en particulier sur les plans politique et économique, étaient incontournables.*2 Écoles, religions et arts ont été instrumentalisés pour prôner l'idée de la supériorité de la «race blanche».*3

Dans un contexte où la domination coloniale a déstructuré les institutions et l'économie des pays conquis, a piétiné les valeurs culturelles, philosophiques et religieuses de leurs peuples, les sociétés dominées ont été globalement fragilisées et les phénomènes d'aliénation se sont généralisés. L'obsession est de vouloir ressembler au « blanc », vivre et faire comme lui.*4 Le plus scandaleux dans tout cela, c'est que, la légalité occidentale permet à des entreprises de mettre sur le marché des produits destinés à blanchir la peau, tout en sachant que ceux-ci sont éminemment cancérogènes. La publicité en est largement faite sur des immenses panneaux dans des pays africains ou dans des magazines occidentaux. Cela relève manifestement du crime contre l'Humanité. Il faudra, là aussi, que justice soit rendue le moment venu.

C'est là une autre facette du RACISME SYSTÉMIQUE !

Chez nous, la hiérarchisation raciale reste manifeste dans l'organisation sociale. La quasi-totalité des postes de direction est occupé par des « blancs » tant dans les administrations publiques que dans le privé.*5

Dans les néo-colonies des occidentaux se retrouvent conseillers de présidents, formateurs des armées, dirigeant des institutions financières, maîtres des principales entreprises.

Cela est une expression manifeste du RACISME SYSTÉMIQUE.

Nous concluons cet article en réaffirmant qu'on ne pourra mettre définitivement fin à ce racisme systémique tant que ne sera pas éradiquée la domination des pays impérialistes occidentaux sur le reste du monde.

C'est l'accès à la pleine souveraineté des pays colonisés et néo-colonisés qui leur permettra de développer une politique éducative et culturelle capable de balayer toutes les aliénations et de montrer de quoi ils sont capables en matière de « développement ».

Nous sommes convaincus que cet objectif sera atteint et qu'il est possible de ramener l'humanité sur les rails de l'émancipation et du progrès.

C'est ce thème que nous développerons dans notre prochain article.

**¹ Qui est ce « nous » ? Les Français « blancs » ? Qui est ce « vous » ? Les Peuples colonisés « noirs » ? Évidemment, le gendarme ignorant ne sait rien des luttes héroïques menées par nos aînés pour obtenir la protection sociale, souvent d'ailleurs sous les balles des gendarmes français qui l'ont précédé. Il ne sait pas davantage que, même dans son propre pays, les conquêtes sociales ont été imposées aux gouvernements par des luttes ouvrières non moins héroïques.*

**² Ainsi voit-on une large fraction de l'élite française qui se dit de gauche et progressiste - qui ne remet surtout pas le système en cause - tenir le discours paternaliste (quant au fond suprématiste) selon lequel « La grandeur de la France » exige qu'elle soit « généreuse » envers les pays dominés du tiers-monde.*

C'est une aliénation de même nature qui amène une large fraction de « l'élite » des pays colonisés à ne concevoir le développement de leur pays que dans le copié-collé d'une civilisation occidentale décadente. et leur épanouissement principalement à travers la conquête d'un mandat d'élus de la « République ».

**³ La vision tronquée de l'histoire du monde et de la réalité internationale propagée dans les manuels scolaires cultive incontestablement le suprématisme occidental. La dénonciation de la représentation caricaturale des « Noirs » dans le cinéma et dans les bandes dessinées ne date pas d'aujourd'hui, mais elle est plus persistante que jamais.*

**⁴ Voir la vidéo présentant le Syndrome de Lynch sur WWW.jikanbouttv.com (Rubrique « Réflexion »).*

**⁵ La population française « Blanche » aurait-elle accepté que tous ses hauts dirigeants et tous les maîtres de leur économie soient exclusivement « Noirs » venus d'ailleurs... ou même Allemands ? Évidemment non ! Pourtant les Français trouvent tout à fait légitime que cela soit imposé dans leurs colonies.*



LE SYSTEME IMPERIALISTE A ETE EBRANLE EN 2023. FAISONS DE 2024, L'ANNEE DE TOUTES LES OFFENSIVES !



Photo «La Forge»

L'année 2023 s'achève sur une certitude : les impérialistes occidentaux ne sont plus les seuls maîtres du jeu. Le monde unipolaire qu'ils avaient imposé après la chute de la puissance soviétique et qu'ils rêvaient éternels, a été structurellement remis en cause. Plus que jamais, les conditions se réunissent pour que les luttes populaires conduisent au renversement de leur système prédateur qui saccage l'humanité et qui conduit le monde à la catastrophe.

Il est indéniable qu'en 2023, les contradictions se sont exacerbées entre la minorité des vampires qui oppriment le monde et l'écrasante majorité des Peuples qui subissent les effets destructeurs des politiques impérialistes et ultralibérales. Partout, la remise en cause des acquis obtenus de haute lutte par les travailleurs ainsi que le sabotage accéléré des services publics et des systèmes de protection sociale ont entraîné une explosion de la misère et des inégalités.

Après la débauche de répression qui s'était abattue sur les manifestations populaires ces dernières années, les gouvernements occidentaux avaient cru pouvoir les écraser définitivement ; mais, les braises restaient ardentes sous les cendres du reflux apparent. Ce qui est sûr, c'est qu'en 2023, les conditions subjectives et objectives se sont confortées pour que « le monde change de base ».

1- En 2023, la fracture idéologique entre les Peuples et les maîtres du système impérialiste occidental s'est considérablement creusée.

a) De larges fractions de l'opinion publique ne se laissent plus duper par la propagande que développent les empires médiatiques contrôlés par les multinationales occidentales¹. Les gens, par exemple, ne croient pas que la scandaleuse augmentation des prix et la pauvreté soient dues à la guerre en Ukraine. Les gens

ne croient absolument pas non plus aux prétendues vertus de la « démocratie » occidentale. Surtout pas après que le gouvernement ait, malgré des mobilisations populaires massives, saccagé le système de retraite à coup de 49.3.

b) Pendant toute cette dernière décennie s'est développée une dynamique inédite : celle qui voyait des mobilisations « citoyennes » planétaires autour de grandes causes communes à l'Humanité. D'abord, on les a connues sur le front écologique, portées massivement, sur tous les continents, par la jeunesse alertée par les catastrophes liées à un dérèglement climatique engendré par le système capitaliste. Ce fut ensuite la mobilisation planétaire contre les violences policières et le racisme qui ont suivi l'assassinat de Georges FLOYD. Puis, s'est affirmé le mouvement de défense des droits des femmes².

L'expression la plus significative de cette nouvelle dynamique est le puissant mouvement de solidarité qui se manifeste actuellement au plan international avec le Peuple Palestinien victime du génocide perpétré par l'armée d'occupation israélienne. La complicité active des impérialistes occidentaux a eu pour effet de démasquer leur hypocrisie et de saper définitivement leur autorité.

2 – 2023 a été une année charnière dans le renversement du rapport de forces entre le camp des impérialistes occidentaux et ce qu'on appelle aujourd'hui le « Sud Global »

a) C'est premièrement sur le plan économique que l'hégémonie occidentale a été particulièrement secouée. Les pays dits « émergents », la Chine en tête, ont continué à s'imposer comme leaders sur le marché international ; mais, surtout, la coopération qu'ils développent entre eux, en font de nouveaux centres de pouvoir qui mettent à mal la domination que, sous l'égide des USA, les occidentaux imposaient au reste du monde³. De ce point de vue, le Sommet extraordinaire des BRICS qui s'est tenu en 2023 est un marqueur de premier ordre. En 2024, les pays fondateurs (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), seront rejoints par six nouveaux pays (Argentine, Égypte, Iran, Émirats arabes unis, Arabie saoudite et Éthiopie)⁴.

b) Un pas décisif a été fait en ce qui concerne les luttes populaires pour une véritable souveraineté. C'est en Afrique que le plus gros coup de semonce a résonné.

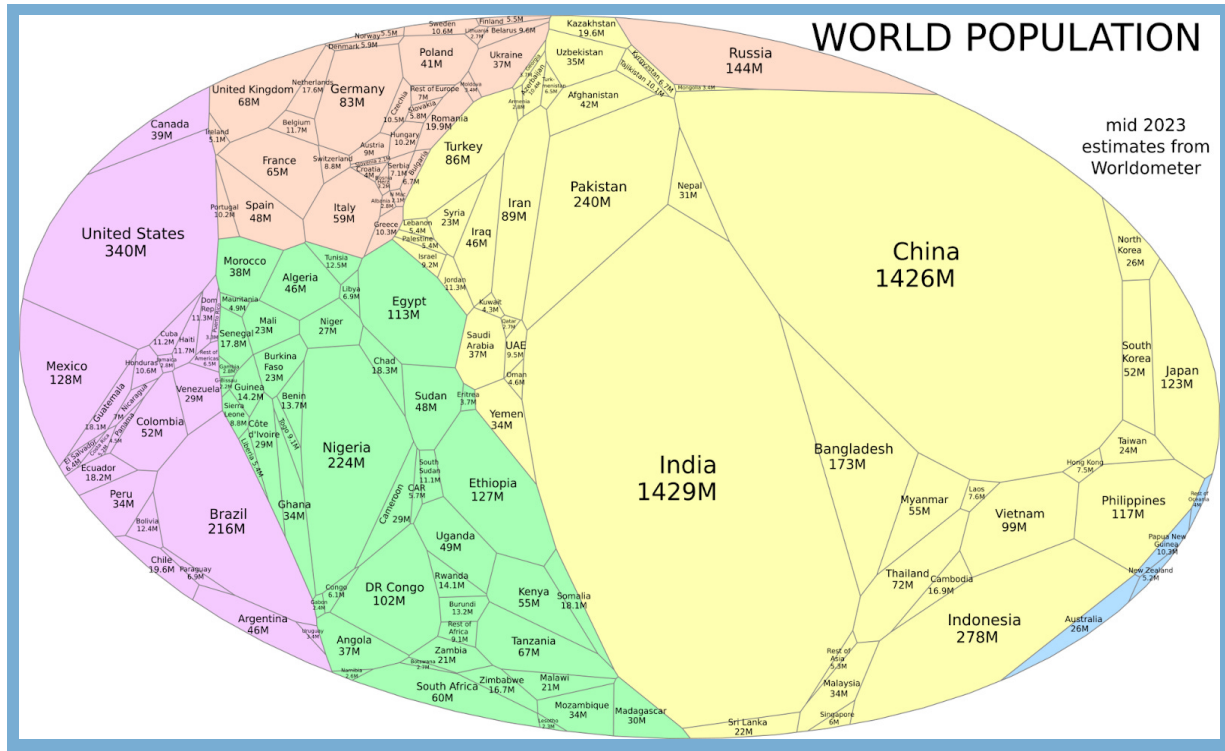
Toutes ces dernières années, les manifestations avaient secoué le continent pour dénoncer la Françafrique et le franc CFA. Mais c'est en 2023, avec le renversement des régimes relais des occidentaux au Mali, Au Burkina Faso et au Niger qu'un véritable tournant s'est opéré. Après le flop des tentatives de déstabilisation faites par une CEDEAO commanditée par la France, l'armée française a été chassée et les nouveaux dirigeants mettent en place une politique de coopération et de récupération des richesses de leurs pays.

c) Les impérialistes sont bien conscients que leur hégémonie est structurellement menacée. C'est la raison pour laquelle tous se sont lancés dans une course frénétique à l'armement. L'objectif essentiel des occidentaux est d'affronter la Chine, la principale puissance rivale. Dans un premier temps, leur stratégie a consisté à anéantir des puissances régionales qui leur étaient opposées⁵. Ensuite, prétextant l'intervention de la Russie en Ukraine (provoquée en grande partie par leurs intrigues), prenant le Peuple Ukrainien en otage, ils ont mobilisé tous leurs services de renseignements, armé et financé massivement leur pion Zelensky, imposé toutes sortes de sanctions illégales au vu de la législation internationale. L'objectif était de mettre la Russie à genoux ! Tous les observateurs s'accordent pour reconnaître que, au contraire, la guerre en Ukraine a déstabilisé les économies européennes, qu'elle est devenue un gouffre financier et qu'elle épuise leurs stocks d'armement sans résultats. Ceux qui poussaient le Peuple Ukrainien à la boucherie n'ont aucun scrupule à changer leur fusil d'épaule aujourd'hui.

Au plan militaire, les tensions se font de plus en plus vive. La probabilité d'une déflagration régionale dans la région du proche et du moyen orient (en liaison avec le génocide perpétré contre le Peuple Palestinien), la multiplication des incidents dans la mer de Chine et autour de Taïwan sont de sinistres présages.

Nul doute que l'aiguïsement des contradictions débouchera sur un affrontement décisif.

Une donnée objective à prendre en compte : la répartition de la population mondiale



²⁾ Le mouvement «Me Too» est le plus médiatisé parce qu'il a été initié dans des pays occidentaux, mais il est loin d'en être la seule manifestation. Il a été précédé par la «Marche Mondiale des Femmes» et des mobilisations populaires sur tous les continents.

³⁾ Cela notamment par des législations de leur cru, par la dollarisation des échanges au niveau planétaire et par l'instrumentalisation des institutions internationales

⁴⁾ On note que trois des arrivants comptent parmi les plus fidèles alliés des USA. C'est un indice de la défiance grandissante envers ceux-ci. Notons toutefois que le nouveau Président d'extrême droite de l'Argentine pourrait revenir sur cet accord.

⁵⁾ Elles y sont parvenues en Irak et en Libye, mais pas en Syrie.



LES «ZANZOLAJ» : UN SOUTIEN OBJECTIF AU POUVOIR COLONIAL !

La propagande intense et le travail pratique menés au cours du demi-siècle passé par des militants conséquents, indépendantistes, syndicalistes, écologistes, mais, disons-le aussi, l'accroissement des difficultés liés au sabotage des services publics et de la protection sociale et le comportement exécrable de nombreux dits «expatriés» français, sont autant de facteurs qui ont eu pour effet un notable développement de la conscience identitaire, une plus claire identification de la nature de la domination coloniale et un net recul de l'emprise idéologique de la caste béké sur les couches populaires. Les positionnements politiques en ont été fortement impactés.

Dans notre langue, le mot «Zanzolaj» désigne l'attitude d'une personne qui va dans toutes les directions ou qui essaie de tromper les autres avec des «convictions» à géométrie variable. «Silon van latché poul panché¹». Le terme est souvent utilisé pour qualifier les politiciens opportunistes qui pratiquent le double jeu. Tristement, beaucoup de membres de la classe politique locale excellent dans cet art.

Ainsi, l'ensemble de la Droite² a adapté son langage à la nouvelle situation. Ils sont désormais défenseurs de «nos spécificité» et certains réclament même l'autonomie! Ce faisant, ce courant ne fait que rejoindre le camp de la Gauche (dite classique) dans la vision du statut que cette dernière revendique pour Martinique. Ce qui unit tous les «zanzoleurs», c'est leur attachement au libéralisme économique et leur volonté de maintenir notre pays dans le marché capitaliste européen (comme s'il avait une seule chance d'y défendre ses véritables intérêts). Tous ont une confiance aveugle dans les institutions de ce pays impérialiste européen qu'est la France³. Pour eux, l'unique voie qui permettrait de mettre fin au colonialisme est celle de l'électoratisme. Tous entretiennent l'illusion qu'il serait possible de convaincre le pouvoir colonial de nous concéder une «responsabilité» nous permettant de résoudre nos problèmes «dans le cadre de la République Française». A l'unisson avec les colonialistes, ils diabolisent les indépendantistes en prenant grand soin d'escamoter les arguments de ceux-ci.

En définitive, les «zanzolaj» expriment soit un positionnement de classe bourgeois ou petit-bourgeois, soit une absence de formation idéologique et politique ou, pire, une «errance» psychologique. Mais, dans tous les cas, ils constituent un soutien objectif à la domination du Pouvoir colonial et l'histoire sanctionnera à coup sûr les «zanzoleurs». De même que les abus de l'ultralibéralisme ont dissipé

tous les mirages agités par les chantages de l'assimilation, les politiques agressives menées par les impérialistes finiront par démasquer les opportunistes semeurs d'illusions.

C'est donc en toute confiance que, pour notre part, nous continuerons à mener une lutte sans concessions contre la domination coloniale, pour la souveraineté totale et l'émancipation de notre Peuple.

^{*1} «La queue de la poule s'oriente dans le sens du vent!»

^{*2} y compris les plus fiefés assimilationnistes qui criaient que le moindre changement dans l'ordre colonial était «l'antichambre d'une indépendance» présentée comme l'enfer sur terre

^{*3} On a pu voir des «Patriotes» organiser un colloque appelant l'A.F.D. (Agence Française de Développement) à venir leur indiquer des pistes de développement pour la Martinique ou encore des élus de gauche se revendiquant de l'anticolonialisme demandant l'installation de forces armées colonialistes dans notre pays, comme solution aux problèmes de délinquance.



N° 214 - JANVIER 2024

LA LOI CONTRE LES IMMIGRES VOTÉE EN FRANCE N'EST QU'UNE ILLUSTRATION DE LA FASCISATION DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

Les fascistes ne peuvent parvenir et se maintenir au Pouvoir qu'en s'assurant du soutien d'une large frange des couches populaires qu'ils puissent instrumentaliser dans la mise en œuvre de leurs entreprises criminelles. Pour parvenir à cette fin, ils manipulent l'information et développent une propagande massive visant à rendre les défavorisés incapables de comprendre les véritables causes de leurs difficultés, livrant dans le même temps à leur



vindictes des boucs émissaires présentés comme seuls responsables de leur mal-être. Les cibles désignées par les nazis étaient les Juifs, les communistes, les handicapés, les noirs, les Roms et les homosexuels. Aujourd'hui, pour l'ensemble des classes prédatrices du monde dit «démocratique» les parias à éliminer sont «les immigrés» et «les Sans papiers». IL s'agit, dans tous les cas, de brandir de faux prétextes pour «justifier» des crimes de masse commis contre l'humanité.

Ainsi, ceux qui gouvernent la France, un pays abusivement qualifiée de «patrie des droits de l'homme»^{*1}, ont franchi un pas de plus dans la fascisation en faisant leur Parlement voter une «loi sur l'immigration» qui piétine superbement tous les droits humains des immigrés. Fusionnant idéologiquement, «En Marche», le parti d'Emmanuel Macron, «Les Républicains» et le «Rassemblement National» ont donc signifié au Peuple Français que les difficultés économiques, les déficits publics, le chômage, la délinquance, n'étaient pas la conséquence de leurs politiques ultralibérales barbares.

C'est l'immigration qui serait la cause de tous ces malheurs et seule leur «loi audacieuse»(sic) pouvait et devait y mettre fin !

Une loi qui, pour flatter l'électorat d'extrême droite, organise le durcissement des conditions de régularisation, même pour les personnes intégrées et en situation régulière ; une loi qui dresse

de nouveaux obstacles au regroupement familial et qui, bafouant le droit du sol, remet en question l'obtention automatique de la nationalité, qui instaure des quotas d'immigration et attribue le pouvoir discrétionnaire aux Préfets de refuser arbitrairement d'accorder des droits de séjour. Une loi qui instaure un apartheid dans l'accès aux prestations sociales, dans le droit des malades à être soignés, qui, en matière de «justice», établit une double peine et la déchéance de la nationalité en fonction de son origine.

Les organisations françaises de défense des droits humains ont largement dénoncé l'hypocrisie des intentions affichées*² ainsi que le caractère profondément inhumain des dispositions votées et les conséquences dévastatrices qu'elles auront sur les personnes concernées.

Au-delà, c'est la problématique du fascisme global qui est posée à travers cette loi.

Cette loi, en effet, n'est pas la seule à signifier que la France, comme toutes les prétendues «démocraties» occidentales, est effectivement entrée dans un processus de fascisation.

La barbarie de la répression exercée contre les mouvements populaires (*par exemple, contre les «Gilets Jaunes ou les écologistes qui s'opposaient aux «Grandes bassines»*) et la multiplication des cas de violences policières, en sont une manifestation. Mais le plus probant reste la neutralisation du pouvoir des parlementaires et l'adoption de lois liberticides d'essence totalitariste. En témoigne l'usage débridé de l'article 49.3 pour imposer des mesures scélérates qui détricotent toutes les conquêtes sociales*³. En attestent aussi de nombreuses lois restreignant les libertés individuelles et collectives ou imposant un ordre moral totalitaire. Imaginez ! Les parents «défaillants» dans leur «devoir d'éducation» pourront être expulsés de logements sociaux et punis par la justice*⁴

La dynamique de fascisation ne concerne pas que la France : elle est internationale !

A l'échelle mondiale, les puissances impérialistes occidentales se préparent à une double guerre : celle qui va les opposer aux puissances rivales contestant leur hégémonie et celle contre les mouvements populaires qui, à l'échelle planétaire, menacent leur existence même. C'est ce qui motive leur entreprise systématique de fascisation.

Sous leur égide, le droit international est allègrement piétiné. Ce qui prévaut, c'est le gangstérisme des sanctions unilatérales et illégales, des guerres préventives, des ingérences dites «humanitaires», de l'usage de veto pour protéger des gouvernements génocidaires. L'OMC, l'OMS et autres institutions inter-étatiques dans lesquelles ils sont regroupés imposent aux États et aux populations leurs diktats, ou plutôt, ceux des multinationales. Quant au contrôle totalitaire des populations, il a été organisé planétairement, d'abord sous le couvert de lutte contre le terrorisme ensuite au prétexte de combattre la pandémie de COVID.

La montée en puissance de l'extrême-droite dans les sociétés occidentales n'est certainement pas le fruit du hasard. Les classes dominantes ont besoin que l'idéologie fasciste s'incrute dans l'opinion et tout est fait pour la banaliser. La criminalisation des immigrés participe de cette intention. Tout en faisant semblant de condamner «l'extrême droite», on reprend ses idées, on les mets en application et on promotionne ses dirigeants*⁵.

Résultat : En Europe, les partis politiques néo-fascistes progressent fortement dans beaucoup de pays et nombreux s'implantent à la tête des institutions. (Hongrie, Pologne, Finlande, Pays-Bas, Danemark, Suède, Italie, Slovaquie). En ce qui concerne la France, l'arrivée au pouvoir du Rassemblement National est estimée probable.

Combattre la criminalisation des immigrés c'est édifier un rempart contre la fascisation

Puisque le principal cheval de bataille des promoteurs du fascisme c'est la criminalisation des immigrés, il faut absolument les combattre sur le front idéologique pour pouvoir contrecarrer leur offensive. Il s'agit en l'occurrence de faire en sorte que tous et toutes appréhendent *les causes réelles des difficultés et soient éclairés sur le fait que les pays d'accueil engrangent d'immenses richesses produites par les immigrés, qu'ils ont les moyens de les accueillir dignement tout en permettant l'amélioration des conditions de vie de leurs propres ressortissants. L'accueil conséquent réservé aux immigrés venant d'Ukraine (soit dit en passant, ceux d'origine africaine en étaient exclus) a prouvé qu'il est tout-à-fait possible de porter des réponses humaines en ce domaine.*

C'est entre les mains des belles personnes et des associations qui, en occident même, se mobilisent pour venir en aide aux immigrés que germe l'avenir de l'Humanité. C'est dans la solidarité entre les peuples dominés du Nord et du Sud et dans la convergence de leur lutte que réside le pouvoir de mettre fin à cet inhumain système impérialiste qui génère inégalités, pauvreté, discriminations et guerres.

**¹ Nous ne cesserons jamais de combattre ce mythe propagé universellement pour idéaliser ce pays qui a imposé une colonisation barbare partout dans le monde, qui a participé à la déportation et à l'esclavagisation de millions d'Africains, qui, tout au long de l'histoire et sur son propre territoire, a réprimé dans le sang les luttes populaires.*

**² Derrière cette hypocrisie, il y a de basses visées électoralistes et la volonté de maintenir les travailleurs dans la précarité. Les autorités françaises et les capitalistes savent bien que les immigrés sont indispensables à la survie de leur économie, mais ils savent aussi que, criminalisés et sans droits, ils resteront une main d'œuvre sur-exploitable à merci.*

**³ Le cas des lois sabotant les régimes de retraite en dépit d'un rejet généralisé par la société civile et des mois de mobilisations populaires est emblématique à cet égard.*

**⁴ Bien sûr, nous ne parlons pas ici des lois indispensables qui existaient déjà pour protéger les enfants contre des parents délinquants ou psychologiquement dérangés.*

**⁵ C'est ce qu'illustrent en France, les manipulations visant à emprisonner les électeurs dans un choix entre la Droite dite Républicaine et le Rassemblement National et à éclipser toutes les autres forces politiques.*



« Sé pa lè-w fen pou mété kannari an difé ! »

Ce sage proverbe martiniquais nous enseigne qu'il ne faut pas attendre d'avoir faim pour aller préparer son repas. Il y en a un autre qui nous rappelle que «Jou malè pa ni pran gad», autrement dit qu'il ne sert à rien de parler de prévention le jour où arrive le malheur. Dans un contexte où nous vivons sous la menace permanente de catastrophes environnementales liées au dérèglement climatique, où le déclin du système capitaliste et impérialiste génère un chaos économique et social grandissant, où l'imminence d'un conflit militaire mondial ne fait plus de doute, nous avons le devoir impérieux de nous préparer à surmonter tous ces énormes défis.

Dans tous les cas, nous devons nous préparer à répondre aux besoins essentiels de l'ensemble de notre Peuple et à protéger les vies humaines. Cela ne peut se faire en restant soumis aux politiques arbitraires imposées par le pouvoir colonial et la caste dominante Béké. L'histoire de notre pays est là pour nous rappeler que pendant toutes les périodes sombres, notre Peuple n'a pu survivre que grâce aux pratiques alternatives qu'il développait. Aujourd'hui, l'extraordinaire génie dont il a su faire preuve sous la dictature de l'Amiral Robert doit être pour nous une source d'inspiration.

Plus généralement, en se défaisant des conceptions inculquées par les défenseurs du système capitaliste, on réalisera que, sur tous les continents, ce sont les économies populaires qui **majoritairement** font vivre les populations. Ces économies, dites «informelles» et souvent criminalisées, peuvent atteindre 80% de la valeur globale des activités dans les pays du tiers-monde et même dans certains pays occidentaux en temps de crise (Cf. le cas de la Grèce).

Cela nous amène à affirmer que la déconnexion du système colonial et la construction d'une économie alternative ne peuvent se concevoir qu'en s'appuyant sur les bases de l'économie populaire.

Deux directions opposées s'offrent à nous : continuer dans la voie mortifère que nous imposent les impérialistes français et leurs pendants de la caste dominante locale ou s'engager dans la construction d'une dynamique alternative.

- Le modèle imposé c'est celui de monocultures visant à satisfaire les besoins des colonialistes, à assurer des rentes à la caste et impliquant l'usage de produits qui empoisonnent les êtres vivants et l'environnement. C'est le modèle qui nous jette dans une société de consommation débridée qui accroît notre dépendance en même temps qu'elle appauvrit la population.

- Le modèle qui permettra de développer une économie satisfaisant nos besoins essentiels en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, de logement (etc.) et qui permettra l'émancipation de notre Peuple, c'est celui qui sera endogène, respectueux de l'environnement, effectivement pensé et construit par nous-mêmes.

Aussi doit-on se débarrasser définitivement de l'illusion que les salariés, que les «petits» planteurs, entrepreneurs, commerçants (etc.) Martiniquais, pourraient faire partie de «la même famille» que la caste dominante. Nos intérêts sont antagoniques.

Quels sont les obstacles au développement responsable et solidaire que nous voulons pour notre pays ?

C'est d'abord, la structure même de la société et de l'économie qui perpétue la domination des anciens maîtres esclavagistes et de l'État colonial. Ce sont ensuite les législations conçues pour des pays capitalistes industrialisés et qui déstructurent l'économie dite domestique, celle qui a toujours garanti la survie de notre Peuple. Ainsi, l'essentiel des terres et les richesses du sol (par exemple les carrières) est resté possession de l'État colonial et de la caste héritière des esclavagistes. Il est donc indéniable que développement endogène et durable et processus de conquête de la souveraineté sont consubstantiels.

Nous devons définir ensemble la stratégie qui nous permettra de nous déconnecter du système dominant et de construire l'alternative salubre.

Il est évident, que c'est la conquête de la souveraineté nationale qui nous permettra de mettre en œuvre à grande échelle des politiques salutaires à notre Peuple. Mais, il est possible et indispensable d'organiser dès aujourd'hui le «kasé kod» avec les orientations imposées par le Pouvoir colonial et la caste dominante.

Ainsi, en nous appuyant sur toutes les activités alternatives populaires qui se développent déjà dans notre pays, il importe d'impulser la mise en place de réseaux solidaires dans la production et la distribution, et d'organiser le développement de circuits courts.

Puisque, aujourd'hui tout le monde reconnaît que la question de l'autosuffisance alimentaire doit être une priorité absolue et, qu'au grand jamais, le pouvoir colonial et la caste n'accepteront de l'assurer, il revient à notre Peuple lui-même d'en jeter les bases. C'est en s'appuyant sur la moyenne et la petite paysannerie que cela sera possible. Il n'est plus à démontrer que les petits planteurs n'ont aucun avenir en restant prisonniers de la filière banane contrôlée par la caste.

C'est, en s'en détachant graduellement pour développer des cultures diversifiées capables de satisfaire les besoins de la population que les agriculteurs Martiniquais pourront accéder à de meilleures conditions de vie. Une mobilisation solidaire de tout notre Peuple pour atteindre cet objectif-là sera, sans conteste, un pas notable vers la souveraineté.

Mais nous n'atteindrions pas nos objectifs de souveraineté si nous sous-estimons la dimension politique de la lutte.

Il est indispensable pour nous, en effet, de « faire peuple » pour contrecarrer les manœuvres agressives du Pouvoir colonial et de ses relais locaux. Le front qui s'est objectivement constitué pour obtenir Justice et Réparation concernant le crime d'empoisonnement de notre Peuple aux pesticides, nous montre la voie. Aujourd'hui, sur le plan politique, l'urgence est double :

- consolider notre unité et nous mobiliser pour exiger des pouvoirs législatifs et fiscaux garantissant la prise en compte de nos intérêts, pour imposer le respect de notre identité et contre le génocide par substitution.
- tourner le dos aux querelles politiciennes oiseuses pour participer à la construction d'espace permettant des échanges sereins entre tous ceux qui, au-delà de toutes appartenances partisans, se battent sincèrement pour la souveraineté de notre Peuple.

Une chose est sûre : Faire l'apprentissage de la démocratie directe et de l'exercice du pouvoir populaire est une condition fondamentale pour l'avènement d'une véritable souveraineté.

Au CNCP, si nous entendons soutenir toutes les initiatives positives qui vont dans cette direction, nous insistons particulièrement sur la nécessité de leur convergence. Car, seule cette synergie nous rendra assez forts pour affronter un ennemi hyper structuré et organisé pour écraser toute opposition.

C'est pour contribuer à cette dynamique que nous avons conçu les Comités Populaires, espaces où tous ceux qui s'accordent sur les orientations que nous avons exposées ci-dessus puissent construire ensemble l'alternative et se constituer en contre-pouvoir face au système.



LE GOUVERNEMENT ET LES GRANDS CAPITALISTES SE MOQUENT DE LA SOUFFRANCE DES AGRICULTEURS FRANÇAIS !

Quand a commencé la mobilisation des agriculteurs Français, chacun a pu constater l'unanimité avec laquelle les représentants du gouvernement et les médias ont appelé à comprendre la détresse de ces infatigables sacrifiés qui nourrissent la population et dont beaucoup se suicident parce que, endettés, ils ne peuvent pas vivre de leurs revenus. Non, a dit un ministre, ces désespérés qui bloquent les autoroutes et déversent du lisier devant les Préfectures «ne sont pas des délinquants, car ils défendent leur travail !» Pas question pour les cerbères du système de dénoncer, comme ils le font toujours avec zèle, la «prise en otage des usagers». Au contraire, ils encensaient l'extraordinaire «discipline» des agriculteurs et leur partenariat avec les autorités qui garantissaient la sécurité de tous. Vraiment, qui pourrait croire en la sincérité de cette inédite compassion ? Certainement pas les «Gilets Jaunes» éborgnés, les écologistes gazés et tous les autres manifestants, diabolisés par les mêmes médias, systématiquement jetés en garde à vue et soumis à la répression judiciaire. Qu'est-ce qui explique alors l'empathie de ces nouveaux défenseurs de la cause paysanne ?



En vérité, nous avons assisté là, à une cynique opération de manipulation dont les commanditaires sont précisément les responsables de la situation calamiteuse que vivent les agriculteurs. La souffrance de ceux-ci a été instrumentalisée par les grands capitalistes et leur gouvernement avec l'objectif de défendre les intérêts de « ceux d'en haut ».

En vérité, nous avons assisté là, à une cynique opération de manipulation dont les commanditaires sont précisément les responsables de la situation calamiteuse que vivent les agriculteurs. La souffrance de ceux-ci a été instrumentalisée par les grands capitalistes et leur gouvernement avec l'objectif de défendre les intérêts de « ceux d'en haut ».

Ceux qui abandonnaient leur exploitation pour se mobiliser sur le terrain c'étaient effectivement des agriculteurs au désespoir, mais ceux qui tiraient les ficelles en coulisse, c'étaient de gros capitalistes qui ne suent pas dans des fermes et ne s'empoisonnent pas aux pesticides ; ceux qui mangent à la même table que les pillards de la grande distribution, ceux dont les comptables savent pomper les subventions et optimiser des profits échappant souvent au fisc. Ce sont des gens qui jouissent de revenus insolents et qui n'acceptent absolument pas que le système et son ultralibéralisme soient remis en cause. (Voir l'encadré présentant le Président de la FNSEA).

Pour mobiliser les agriculteurs et tromper l'opinion publique, les crocodiles ont jeté des larmes sur la faiblesse des revenus et des pensions de retraites de ces héros qui nourrissent la population, sur leur étranglement par les normes et législations européennes et sur la concurrence déloyale des produits importés dénigrés. Mais leurs véritables objectifs étaient de renforcer les multinationales et de faire sauter les barrières mises aux politiques ultralibérales.

N'est-il pas vrai que grands capitalistes et gouvernement ont utilisé la mobilisation des agriculteurs pour obtenir de l'Europe l'arrêt de mesures prévoyant la suspension de produits tueurs en agriculture et pour

relancer leur propagande contre une prétendue «écologie punitive» ? N'est-il pas vrai aussi que, aussitôt leur objectif atteint, la FNSEA et JA, les deux syndicats alliés du gouvernement, ont appelé à la levée des barrages ?

Les autres «avancées», dont ils ont pris prétexte pour casser la mobilisation, relèvent de la démagogie. Le Gouvernement s'engage à signifier une injonction à TROIS des enseignes de la grande distribution concernées et à multiplier les contrôles. La seule vraie solution consisterait à faire voter une loi imposant à celle-ci de payer un juste prix aux producteurs ! Pour le reste, les promesses et les mesurettes annoncées ne changent rien à ce qui est fondamentalement à la base de la mort de la paysannerie : les conditions inévitables d'accès aux subventions européennes, la politique scélérate des banques et des administrations fiscales, le sabotage du système de retraite qui, par ailleurs, concerne toute la population. Les agriculteurs continueront donc à s'empoisonner, à s'endetter, à se suicider sur l'autel d'un productivisme insensé. Quant à ceux qui entendent poursuivre la lutte pour de véritables solutions, telle la Confédération Paysanne, ils n'ont plus droit à aucune compassion. Comme tous ceux qui remettent le système en cause, ils sont diabolisés et réprimés.

Le monde agricole, comme toute la société, reste soumis à la réalité de la lutte entre des classes sociales aux intérêts antagoniques.

La FNSEA et le Gouvernement auraient tort de se réjouir d'une victoire qui n'est qu'un trompe l'œil. La colère paysanne se fera entendre de nouveau et de plus en plus fort, d'une part, parce que les organisations paysannes luttant pour un modèle d'agriculture alternatif, respectueux de l'environnement et fournissant à la population des produits sains, n'ont pas baissé les bras, d'autre part, parce que les contradictions qui opposent le monde paysan aux multinationales et aux spéculateurs continueront à s'aiguiser. Cela est vrai au plan mondial. Aujourd'hui, l'attention se porte sur les mobilisations d'agriculteurs qui se propagent dans de nombreux pays européens, mais, ces dernières années, des luttes paysannes d'ampleur ont secoué tous les continents. La plus emblématique étant celle menée en Inde par des millions de paysans mobilisés depuis plusieurs mois.

De toute façon, rien ne pourra arrêter la marche de l'histoire. Le système capitaliste et impérialiste a fait son temps, son déclin est inéluctable. les Peuples continueront à construire un système plus équitable, respectueux du vivant, de l'environnement et de l'intérêt des générations futures.

QUI DIRIGE LA FNSEA ?

Depuis 2023, la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) a pour Président Arnaud ROUSSEAU.

Les informations que nous reprenons ci-dessous proviennent essentiellement d'articles parus dans le journal «L'Humanité».

(Source : www.humanite.fr)

Ce monsieur est l'une des personnes les plus riches du monde agricole français. C'est le patron de 700 hectares où sont cultivés du blé, de la betterave, du maïs et de l'orge et surtout des céréales oléagineuses (colza, tournesol). Les productions de ce dirigeant qui prétend vouloir «nourrir les Français», sont majoritairement destinées à l'exportation. Récemment Mediapart révélait que les moyens utilisés pour contrôler ses 700 ha et obtenir des subventions étaient plus que douteuses.

Arnaud ROUSSEAU, dirige en même temps une quinzaine d'entreprises et de holdings ; par exemple la multinationale AVRIL dont le chiffre d'affaires s'élève à 7 milliards d'euros (Isio4, Lesieur, Matines, Puget, etc.). Il est aussi président du conseil d'administration de Sofiprotéol, qui finance des crédits aux agriculteurs. Diplômé de l'«European Business School» de Paris, il a pratiqué le courtage, c'est-à-dire la mise en vente sur les marchés financiers de matières premières agricoles. Le Président de la FNSEA est détenteur d'un épais portefeuille d'actions y compris dans de grandes entreprises cotées en bourse telles que Total, AXA, Airbus et LVMH. Son empire immobilier s'étend en France comme au niveau international. Collectionneur d'œuvres d'art de grande valeur, il est connu pour financer des projets culturels (On sait que «mécénat» et défiscalisation marchent souvent côte à côte).



LA TROISIEME GUERRE MONDIALE A DEJA COMMENCE ! (1/2)

*Beaucoup de commentateurs commencent à poser la question : «L'engrenage infernal qui s'est enclenché en Ukraine débouchera-t-il sur une troisième guerre mondiale ?». Façon de suggérer que celle-ci ne dépendrait que de ce conflit là et de son issue. C'est vrai que la confrontation déjà commencée entre l'OTAN et la Russie sur le territoire ukrainien a ouvert la voie à un conflit militaire majeur et généralisé. Mais celui-ci était déjà en préparation sur de nombreux autres fronts, l'Ukraine n'étant qu'un pion sur l'échiquier*1.*



Les impérialistes occidentaux, dont l'hégémonie est bousculée par la montée en puissance de leurs rivaux, confrontés au regain de la lutte des peuples contre l'oppression, contre l'ultralibéralisme et pour une véritable souveraineté, sont déjà largement engagés dans des opérations militaires coordonnées sur tous les continents. La véritable guerre mondiale qu'ils mènent en fascisant les sociétés et en réprimant les mouvements populaires ne cesse de s'intensifier. Alors, nous pouvons l'affirmer, la troisième guerre mondiale a déjà commencé et elle annonce un basculement historique d'une portée inimaginable !

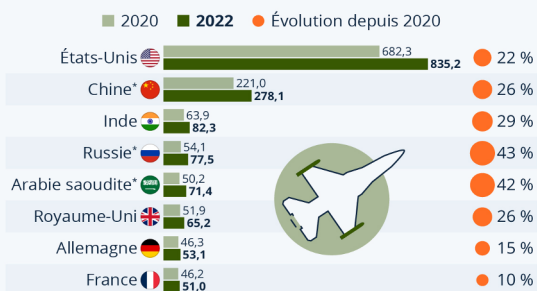
De toute évidence, nous nous acheminons vers un basculement historique d'envergure.

Nul ne peut prévoir les conséquences de cette troisième guerre mondiale, en particulier si les armes nucléaires venaient à être utilisées, mais ce qui est incontestable, c'est qu'au bout du compte le cycle de domination des impérialistes occidentaux prendra fin et qu'un nouvel ordre mondial s'imposera.

Les guerres entre empires, entre nations ou entre communautés sont toujours liées à des luttes pour le pouvoir économique et cela, même quand elles sont cachées derrière des prétextes idéologiques ou la mise en avant du rôle de «grands personnages». Aujourd'hui, les bases de l'hégémonie des occidentaux sont structurellement sapées. Ils ne peuvent plus imposer unilatéralement leur contrôle ni sur les sources d'approvisionnement en matières premières, ni sur les marchés. Malgré la puissance de leurs empires médiatiques, ils ne peuvent endiguer la circulation des idées alternatives et révolutionnaires. C'est d'ailleurs, parce qu'ils ont pleinement conscience que leur empire vacille qu'ils

Les pays avec les plus fortes dépenses militaires

Total des dépenses militaires par pays, en milliards d'euros



Conversion du dollar US à l'euro au taux de change moyen de chaque année.

* Estimations.

Source : SIPRI



statista

mobilisent leurs forces sur tous les fronts et qu'ils se préparent scrupuleusement à l'affrontement décisif.

Ainsi donc, les puissances rivales se préparent à l'affrontement décisif et celui-ci est inéluctable !

L'accélération de la course aux armements et la multiplication des manœuvres militaires en sont la preuve manifeste. Le tableau ci-joint présente les pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées. On constatera que, partout, elles augmentent et que les USA restent la puissance la plus dangereuse.

Les manœuvres impliquant les armées des camps opposés se répètent, année après année, dans les différentes zones géo-stratégiques. Citons deux exemples édifiants : Fin janvier, les **31 pays membres de l'Alliance** euro-atlantique et la **Suède ont lancé l'exercice militaire le plus important depuis la guerre froide. Prévu sur plusieurs années, Steadfast Defender 24, mobilisera 90.000 soldats** sur tout le continent européen. Les moyens techniques mis en mouvement sont énormes. De leur côté, au mois de Mars, la Chine, l'Iran et la Russie ont entamé un exercice naval conjoint dans le golfe d'Oman, près de l'embouchure du golfe Persique.

Le positionnement des forces armées ne laisse aucun doute quant aux objectifs des uns et des autres. (Par exemple : encerclement de la Chine et de la Russie d'un côté, encerclement de Taïwan et manœuvres régulières dans la Mer de Chine de l'autre).

Qui, connaissant sérieusement l'histoire de l'humanité, pourrait croire que tout cela ne sert qu'à «impressionner l'ennemi» ou à amuser la galerie ?

D'ailleurs, le conflit mondialisé est déjà en cours sur deux théâtres d'opération

1 - Au cœur de l'Europe : Nous avons déjà expliqué dans nos précédents articles que le Peuple Ukrainien a été pris en otage par l'OTAN dont l'objectif est de s'appuyer sur leur pays afin d'amorcer la guerre contre la Russie. Il est clair qu'il s'agit là, déjà, d'un conflit mondialisé. C'est ce que confirme l'accompagnement financier et la fourniture d'armement que tout le camp occidental accorde massivement à l'Ukraine. Il s'agit notamment d'armements lourds tels que des blindés, des canons, des missiles et des systèmes de défense anti-aériens. Les principaux contributeurs sont les Etats-Unis (49%), la Pologne (22 %) et l'Allemagne (9 %). Dans les premiers temps de la guerre, les pays membres de l'OTAN prétendaient respecter une «ligne rouge» consistant à ne pas fournir d'avions et de missiles à longue portée. Maintenant, ils admettent vouloir franchir toutes les limites «pour que la Russie perde la guerre». Aujourd'hui des entreprises étrangères commencent à fabriquer des munitions sur place et Macron envisage l'envoi de troupes sur les champs de bataille !

En ce qui concerne les aides financières à l'Ukraine, l'apport des USA est de 7,6 milliards d'euros (plus que tous les pays de l'Union Européenne réunis dont la contribution cumulée est de 6,9 milliards d'euros.)*2.

Au-delà des «aides», la participation active de l'OTAN à la guerre se manifeste par l'envoi de «volontaires», par la formation de combattants ukrainiens et par la mobilisation totale de ses services de Renseignement pour guider l'armée Ukrainienne sur le terrain.

Si ce n'est pas une guerre mondialisée, qu'est-ce que c'est ?

Les bases militaires de l'OTAN déjà installées face à la Russie



2) au cœur du Proche-Orient : Comme c'est le cas pour le conflit en Ukraine, les médias occidentaux diffusent un narratif visant à masquer le caractère mondialisé de la guerre qui sévit au Proche Orient. Non ! Il ne s'agit absolument pas de la vengeance d'un pays contre des terroristes ayant commis un abominable massacre. Il s'agit de l'application d'une stratégie pensée depuis près d'un siècle par les impérialistes occidentaux*³.

Il est indéniable que Israël, les États-Unis, l'Union Européenne et leurs alliés agissent de concert dans la région pour y défendre leur hégémonie commune. Les guerres menées par les coalitions occidentales contre l'Irak, la Libye, la Syrie, les attaques de l'État sioniste contre le Liban, la Syrie et l'Iran, le génocide du Peuple Palestinien participent toutes de la même stratégie.

La preuve en est que l'armée Israélienne bénéficie du soutien indéfectible du camp occidental. Celui-ci, tout en appelant hypocritement à «épargner les civils», fournit à «TSAHAL» (*sic*) les obus que les barbares font pleuvoir sur les écoles, les hôpitaux, les ambulances, sur les populations venues recevoir la maigre aide alimentaire dont les génocidaires autorisent le passage. La collaboration entre les services secrets et le Renseignement des coalisés est totale. Dans les pays occidentaux, les médias sont mobilisés pour répercuter exclusivement la propagande de l'armée d'occupation ; les gouvernements, la France en tête, interdisent des manifestations de soutien au Peuple Palestinien et criminalisent les manifestants. A l'ONU, les USA opposent leur veto à toute tentative d'imposer un cessez-le-feu à GAZA.

Si ce n'est pas un conflit mondial qui est en cours dans la région, qu'est-ce que c'est ?

**¹ C'est ce que tentent de masquer les médias du système en prétendant que les seules motivations du «soutien» des occidentaux à l'Ukraine seraient, d'une part, d'y défendre la «démocratie» (dont ils se sont auto-proclamés garants exclusifs) et d'autre part, de protéger l'Europe, le monde entier même, contre ceux qui, selon eux, seraient l'incarnation du diable et de l'enfer: Poutine et la Russie.*

**² Il ne faudrait pas se faire d'illusion quant au blocage des aides à l'Ukraine par les Républicains. Ce qui motive Trump et les siens, ce sont, d'une part, des considérations électorales internes et, d'autre part, la volonté de pousser les Européens à augmenter sensiblement leur participation au financement des «efforts de guerre» de*

l'OTAN. Au moment qu'ils jugeront opportun, les dirigeants états-uniens, toutes tendances confondues, n'auront aucun scrupule à financer la guerre contre la Russie, la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord.

**3 Dès sa création en 1948, l'état d'Israël a été conçu par les impérialistes occidentaux comme une tête de pont militaire installée au milieu du monde arabe pour garantir leur mainmise sur les ressources énergétiques de la région et y faire barrage à toute tentative d'émancipation des Peuples. C'est ainsi que pendant 75 ans les dirigeants israéliens successifs ont pu donner libre cours à leur politique sioniste barbare de colonisation, expulser massivement les Palestiniens de leur terre, perpétrer d'horribles massacres de civils, piétiner les résolutions de l'ONU, sans jamais être ni condamnés, ni soumis à des sanctions quelles qu'elles soient. Bien au contraire ! Ils ont infailliblement reçu un soutien financier massif et des armes en abondance pour réaliser leurs desseins criminels.*



N°217 – AVRIL 2024

LA TROISIEME GUERRE MONDIALE A DEJA COMMENCE ! (2/2)

*Il serait réducteur de ne concevoir la guerre mondiale que comme un affrontement armé entre grandes puissances et qui se déroulerait sur plusieurs continents. Qu'est-ce qu'une guerre, en effet ? C'est «un fait social global et non pas une simple manifestation de la violence humaine : elle requiert une organisation des hommes, une convergence de leurs forces, vers un objectif unique*1». Cette définition que l'on peut retrouver dans «Wikipédia» met en exergue des éléments que nous considérons incontestables et de nature à conforter notre analyse. Dans la première partie de cet article, nous indiquions que «Les guerres entre empires, entre nations ou entre communautés sont toujours liées à des luttes pour le pouvoir économique et cela, même quand elles sont cachées derrière des prétextes idéologiques ou la mise en avant du rôle de «grands personnages». Ici, notre propos est de montrer qu'il se déroule actuellement un conflit planétaire sur le plan économique qui oppose deux camps aux intérêts fondamentalement contradictoires : d'un côté, les multinationales qui détiennent le pouvoir réel dans les pays impérialistes et, de l'autre, les travailleurs et les Peuples dominés de l'ensemble du monde. Nous sommes donc en pleine guerre mondiale. L'agresseur, tout à fait identifiable, méthodiquement organisé, jette toutes ses forces dans une offensive dont l'objectif unique est de maintenir son hégémonie sur le monde.*

En réalité, cette guerre mondiale là, qu'on désigne comme étant la troisième, a commencé avec la colonisation du monde par les puissances impérialistes européennes. La donnée nouvelle, c'est qu'elle se déroule dans un contexte où la globalisation de l'économie mondiale a atteint son paroxysme et dans lequel les adversaires disposent d'une puissance de destruction diabolique. Elle se révèle décisive pour l'avenir de la planète et de l'Humanité.

Les batailles sont acharnées sur tous les fronts : économique, politique, idéologique et, bien sûr, militaire.

Sur le front de l'économie :

La domination unipolaire du monde que les impérialistes occidentaux avaient cru avoir définitivement imposée après l'éclatement du camp soviétique est structurellement remise en cause aujourd'hui. Jusqu'alors, par exemple, ils s'appuyaient sur le pouvoir léonin de leurs institutions financières, pour contrôler l'économie mondiale ; mais celui-ci se heurte désormais aux dynamiques concurrentes développées par les puissances rivales et les pays du «Sud global». En réaction, ils ont déclenché une guerre ouverte contre tous ceux qui bousculent leur hégémonie. Il s'agit d'une guerre sale qui piétine tous les principes du droit international et même les bases de leur credo libéral. Ainsi, aux traditionnels blocus et embargos sont venues s'ajouter l'adoption de lois extraterritoriales, des sanctions unilatérales, des saisies maffieuses de biens et d'avoirs de personnes et d'États.

Sur le plan politique :

Dans tous les pays occidentaux dits «démocratiques», tout est fait pour transférer les souverainetés populaire et étatique directement entre les mains des multinationales. Cela s'est traduit par :

- l'abandon de la souveraineté monétaire des États au bénéfice des Banques et des spéculateurs ;
- la destruction des services publics ainsi que le laminage des compétences et du financement des collectivités locales, dans le but de laisser le champ libre aux grands groupes capitalistes ;
- l'adoption de législations garantissant la liberté d'action et l'opacité aux multinationales (ex : loi concernant le «secret des affaires») ;
- les mesures prises pour instaurer la mainmise des grands groupes pharmaceutiques sur les données médicales des patients et sur la «gestion» de leur santé (l'OMS étant instrumentalisée à cette fin) ;
- le partage de la prérogative de censure des réseaux sociaux entre les gouvernements et les multinationales régnant sur les N.T.I.C.

Toutes ces manœuvres visent à conforter la dictature des multinationales !

Dans le même temps, les gouvernements des pays impérialistes occidentaux jettent les bases d'une fascisation généralisée des sociétés :

- Des lois de plus en plus nombreuses sont adoptées pour limiter les libertés individuelles et collectives des «citoyens»^{*2}. La répression et la censure s'abattent de plus en plus sur toutes les voix dissidentes.
- Les violences policières et judiciaires se déchaînent contre les manifestations populaires (quand elles ne sont pas interdites)^{*3}.
- Les empires médiatiques et les instituts de sondages sont mobilisées pour propager des idées réactionnaires et favoriser l'accession de l'extrême droite au pouvoir^{*4}. Résultat : dans tous les pays impérialistes occidentaux, on constate une poussée spectaculaire de la peste brune. De quoi nous rappeler que Adolphe HITLER était arrivé au Pouvoir en Allemagne «démocratiquement» le 30 janvier 1933.

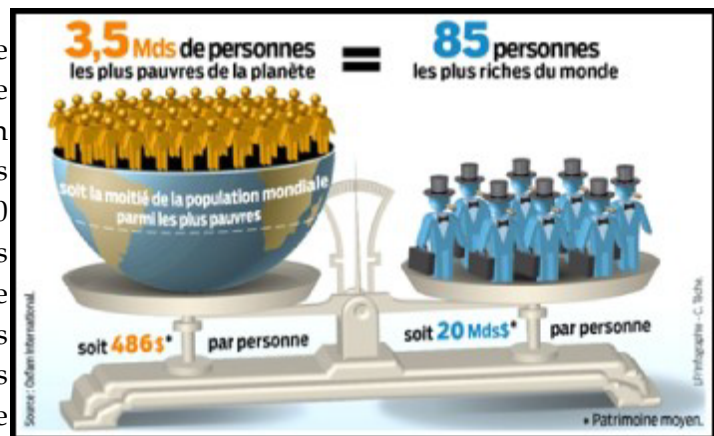
Sur le plan idéologique :

Depuis que les guerres existent, la propagande et la désinformation y jouent un rôle déterminant. Aujourd'hui, la puissance de leurs empires médiatiques et le contrôle qu'ils exercent sur les nouvelles technologies ne suffisent plus aux pays impérialistes occidentaux et aux multinationales pour manipuler et conditionner l'opinion à leur guise. Leurs rivaux disposent désormais de technologies aussi performantes. Tout leur narratif se heurte aux contre-informations (et également aux contre-provocations) qui circulent sur les réseaux sociaux*⁵

Ce qui est sûr, c'est que le camp qui gagnera la guerre de l'information rempotera la victoire décisive.

Sur le front militaire :

C'est depuis la fin de la deuxième guerre mondiale que la superpuissance États-Unienne a structuré sa domination sur le reste du monde. Les USA, maîtres incontestés de l'O.T.A.N., comptent 800 bases militaires déclarées installées dans 177 pays. Ils ont à leur actif une soixantaine de guerres et interventions sur toute la planète. Pratiquement tous les dictateurs qui ont sévi sur le continent américain ont été formés dans



la tristement célèbre École de Panama. La CIA, quant à elle, est impliquée dans la majorité des coups d'état qui ont eu lieu ces soixante-dix dernières années ; elle organise la subversion dans tous les pays opposés aux intérêts des USA, n'hésitant pas à armer des terroristes et autres gangs qui s'attaquent quasi exclusivement à des civils. Cette guerre-là, sale elle aussi, est menée sans discontinuité.

En face, les puissances rivales se sont lancées dans la course aux armements, structurent des alliances militaires qui déroulent des manœuvres conjointes et, comme c'est le cas en UKRAINE, nous le croyons fermement, se préparent à la confrontation directe avec l'O.T.A.N.

Il est indéniable que c'est une guerre totale et mondiale qui se déroule déjà sur tous les fronts évoqués ci-dessus. A moins d'être aveugle, ignorant ou d'une mauvaise foi profonde, nul ne peut démentir que l'intervention des impérialistes occidentaux et des multinationales, qui en sont responsables, est coordonnée et planifiée dans le cadre d'organisations dont ils tiennent fermement les commandes. L'État Major qui organise **«la convergence de leurs forces vers un objectif unique»** exerce son Pouvoir par le biais d'institutions internationales majeures. Nous parlons ici du Conseil de Sécurité de l'ONU, de la Cour Pénale Internationale (C.P.I.), de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), du FMI (Fonds Monétaire International) et de la Banque Mondiale. Les politiques sont harmonisées et les directives données dans le cadre de rencontre telle le «FORUM DE DAVOS» mais également verrouillées par des officines de l'ombre (Trilatérale, Loge P2, groupe Bloomberg, etc.).

«**L'objectif unique**» visé par l'État-Major qui dirige les pays impérialistes et les multinationales est de maintenir les pays dominés et leurs peuples sous une domination implacable, pour pouvoir les exploiter et les piller sans limite et afin de jouir de surprofits et de privilèges scandaleux... «quoi qu'il en coûte ! ». Des millions d'êtres humains souffrent et meurent à cause de la politique ultralibérale barbare qui leur est imposée. Le «quoi qu'il en coûte», c'est l'accroissement des inégalités, de l'explosion de la pauvreté, de la faim et de la détresse sociale dans le monde. C'est aussi la menace de détruire la planète elle-même.

Dans toutes les guerres, ce sont toujours les populations civiles qui paient le prix fort. Mais dans celle que nous subissons aujourd'hui, les victimes directes et collatérales des bombes atomiques de l'ultralibéralisme se comptent par milliards : Ce sont celles victimes du sabotage des services publics de santé, des systèmes de retraite et de toute autre protection sociale... Celles victimes des violences générées par la propagation massive d'une culture bestialisée, par la destruction des relations sociales et par les détresses psychiques qui en découlent. Celles victimes des catastrophes provoquées par un changement climatique directement dû au productivisme et à la recherche de profits insensés. Indubitablement, la pratique de l'obsolescence programmée, l'usage irresponsable de pesticides, tous les écocides commis en toute connaissance de cause, le refus des États de prendre les mesures qu'exige la lutte contre le changement climatique valent d'être considérés comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Les victimes directes et collatérales de l'impérialisme, des multinationales et de l'ultralibéralisme

* 1,1 milliard de personnes sur 6,1 milliards vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle aiguë dans 110 pays.

* 5 millions, d'enfants dans le monde ont perdu la vie avant leur cinquième anniversaire en 2021. Pour les 5-24 ans, ce chiffre s'élève à 2,1 millions.

* Près de 700.000 personnes meurent en se suicidant chaque année dans le monde, **Pour chaque suicide, il est probable qu'il y ait 20 tentatives de suicide**

* Plus de 296 millions de personnes ont consommé des drogues dans le monde en 2021, soit une augmentation de 23 % par rapport à la décennie précédente.

* Plus de 400.000 personnes sont assassinées chaque année dans le monde (moyenne 1992-2017), soit environ dix fois le nombre moyen de personnes tuées par an dans des conflits armés au cours de la même période.

* En 2022, **32,6 millions de personnes ont été contraintes de se déplacer**, dépassant de 41 % la moyenne des dix dernières années, pour échapper à un conflit ou à une catastrophe naturelle.

* Selon le GIEC (Groupe d'expert Intergouvernemental sur l'évolution du climat) plus d'un milliard de personnes dans le monde pourraient être exposées à des risques climatiques, tels que l'élévation du niveau de la mer, les inondations, les sécheresses et autres catastrophes naturelles en 2050.

(Source : ONU)

Dans cet article, il était question pour nous de montrer l'actualité et les configurations de la «troisième guerre mondiale», de désigner l'ennemi principal et de mettre à jour sa stratégie. Nous le concluons en répétant que, s'il y a lieu de s'inquiéter d'une confrontation entre puissances rivales, la guerre mondiale, la plus fondamentale, qui reste en toile de fond, est celle qui oppose les impérialistes occidentaux et leurs multinationales aux travailleurs et à tous les Peuples.

Dans un prochain article, nous parlerons de l'autre camp concerné par cette guerre : celui des Peuples, le nôtre. Nous verrons que lui aussi doit intensifier les luttes qu'il mène déjà et se préparer à l'affrontement décisif !

*¹ Cf. Wikipédia / Edward Luttwak, *Les paradoxes de la stratégie*, Odile Jacob

*² *Les prétextes fallacieux se succèdent : il s'agirait de lutter contre le terrorisme, contre la propagation du COVID, contre les ennemis de la Laïcité, etc ! Le gouvernement entend même criminaliser l'expression des critiques contre les affirmations «scientifiques» de Big Pharma !*

*³ *Pour preuve, le traitement réservé, dans la prétendue «Patrie des Droits de l'homme», aux Gilets Jaunes, aux défenseurs des ZAD, aux militants écologistes, à ceux qui dénoncent le racisme et les exactions de Policiers ou encore le génocide des Palestiniens par l'armée d'occupation israélienne.*

*⁴ *Cela est tout à fait patent dans le traitement de la question de l'immigration dans les pays occidentaux et dans la propagation de l'islamophobie.*

*⁵ *Hier, les campagnes de diabolisation menées par les impérialistes occidentaux leur avaient permis d'agresser militairement des pays et d'assassiner leurs dirigeants avec un large soutien de l'opinion publique (Roumanie, Serbie, Irak, Libye, etc.). Aujourd'hui, ils ont beaucoup plus de mal à cacher les véritables raisons pour lesquelles ils se préparent à attaquer la Russie et la Chine.*

★ ★

MACRON ET LA GUERRE CIVILE EN FRANCE



« On dit beaucoup de mal de Macron à propos du passage en force de la réforme des retraites. On le dit égotiste, arrogant et tout sauf habile. On oublie qu'il est l'homme de la situation, dont la fonction historique aujourd'hui consiste à poursuivre un projet qui le dépasse. Il convient en effet de se déprendre de la petite analyse « psychologique » pour considérer objectivement une politique qui, pour être brutale et parfois tragiquement irrationnelle, n'en a pas moins un sens précis dans l'histoire de nos sociétés. »

Voici l'introduction d'un article rédigé collectivement par **Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval et Pierre Sauvêtre*** et publié dans la revue DIACRITIK. L'estimant particulièrement utile à la réflexion, « Jik An Bout » vous en propose des extraits, mais nous vous engageons instamment à en lire l'intégralité.

« (...) Il est urgent que l'on comprenne bien en quoi le néolibéralisme est une doctrine de guerre civile, au sens où Michel Foucault avançait en matière de méthode d'analyse du pouvoir que « la guerre civile est la matrice de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les stratégies du pouvoir » (...) Ce que l'actuel gouvernement sait parfaitement bien, puisqu'il la met sciemment et systématiquement en œuvre tout en accusant les divers « ennemis de la république » d'en être responsables, selon un retournement qui a tout du déni. (...) »

Mais est-il légitime de parler de « guerre civile » pour décrire la mise en place de l'État fort néolibéral contre les forces sociales et politiques hostiles au capitalisme ou simplement désireuses de plus d'égalité et de solidarité ?

À cet égard, l'histoire ne trompe pas quand elle se répète avec cette régularité. Dès 1927, Mises applaudit à Vienne lorsque les pouvoirs d'urgence donnés à la police pour réprimer une manifestation ouvrière firent 89 morts. Les trois « prix Nobel d'économie », Friedrich Hayek, Milton Friedman et James Buchanan se réunirent, dans le cadre de la Société du Mont-Pèlerin, pour célébrer en 1981 la dictature de Pinochet au faite de sa répression. Röpke soutint

l'apartheid en Afrique du Sud tandis que Hayek envoya un exemplaire de son livre *La Constitution de la liberté* au dictateur portugais Salazar pour, disait-il dans la lettre qui l'accompagnait, « l'aider dans ses efforts de concevoir une constitution protégée des abus de la démocratie ».

Thatcher, qui correspondait avec Hayek, fit de *La Constitution de la liberté* le livre de foi du Parti conservateur : elle réprima militairement la grève des mineurs en faisant trois morts et plus de vingt mille blessés tandis qu'elle s'attaqua durement aux émeutes urbaines des Noirs et des Indo-Pakistanaïes tout en laissant l'extrême droite ratonner librement. Lorsqu'il était gouverneur de Californie au tournant des années 1970, Reagan introduisit l'obligation au paiement de la scolarité et la répression du mouvement étudiant par la Garde nationale californienne fit un mort. (...)

L'imposition de l'ordre du marché par la neutralisation ou la destruction de la démocratie ne peut cependant susciter l'adhésion de la société à terme, à l'exception des classes pro-business qui y trouvent toujours leur compte. Pour cette raison, la stratégie de l'*ennemisation*, de la constitution d'ennemis rendus responsables du chaos, est essentielle à la politique de guerre civile néolibérale, car, à travers la bataille culturelle et médiatique qu'elle déclenche et que l'État cherche à contrôler à tout prix, elle rassemble autour du pouvoir la coalition sociale de ceux qui prennent parti contre l'ennemi social désigné. Pour les néolibéraux, tous ceux qui critiquent la « civilisation capitaliste » relèvent de la catégorie d'ennemi : dans les années 1920, Mises voyait dans la Russie soviétique un « peuple barbare » ; dans les années 1940, Röpke faisait des ouvriers « des envahisseurs barbares au sein de leur propre nation », et, à la fin des années 1950, il assimilait les Noirs d'Afrique du Sud à une « majorité écrasante de barbares noirs » ; dans les années 1980, Hayek traitait les étudiants contestataires des seventies de « barbares non-domestiqués » et Buchanan les appelait les « nouveaux barbares », tandis que Thatcher désignait les syndicats de mineurs comme l'« ennemi de l'intérieur » (...).

Le macronisme n'est donc pas violent par hasard ou par accident. Il est une des formes politiques que peut prendre le néolibéralisme car il est conforme à sa stratégie de neutralisation de la puissance de décision collective quand cette dernière s'oppose à la logique du marché et du capital. Sa particularité historique tient qu'il radicalise la logique néolibérale à contretemps, dans une période où tous les signaux sociaux, politiques et écologiques sont au rouge, de sorte qu'il ne peut qu'aggraver toutes les crises latentes ou ouvertes. Le résultat est devant nous : les raidissements convulsifs de Macron engendrent des résistances massives et déterminées de la société (...).

Derrière le « chaos » que Macron a déclenché, il convient de déceler l'autre monde que portent en eux les « factieux ». En quoi la défense d'une vie digne pour les travailleurs les plus âgés et les futurs retraités et la défense de la nature contre des projets destructeurs offrent-elles aujourd'hui une rare puissance de coalition ? Parce qu'en chaque cas, il est question d'une vie désirable et d'un monde habitable. Et ce désir et cette habitation sont inconciliables avec la subordination de la vie et la domination du monde par le capital et son État. Il faudra s'y faire : les logiques du commun et du capital, devant l'urgence des crises et face au raidissement néolibéral, apparaissent comme irréconciliables au plus grand nombre. C'est en ce sens qu'il n'y a pas de « dialogue » et de « compromis » possible entre ceux qui mènent la guerre civile et la grande masse de la population qui en est la cible. »

** Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval et Pierre Sauvêtre sont les coauteurs du Choix de la guerre civile, Une autre histoire du néolibéralisme, Lux, 2021.*

LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1/3)



L'article que nous vous proposons ci-dessous a été publié sur le site « french.xinhuanet.com ». Les données qu'il analyse permettront de mieux comprendre les enjeux de la guerre que l'OTAN veut généraliser en instrumentalisant la situation qui prévaut en Ukraine.

"Au début du XXI^e siècle, s'il y avait bien une puissance qui cherchait à dominer le monde, en contraignant les autres et en bafouant les règles, c'était bien les Etats-Unis", pouvait-on lire dans une tribune parue en octobre 2020 dans le New York Times.

Depuis la déclaration d'indépendance en 1776, les Etats-Unis se sont attachés à étendre leur territoire et leur influence. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis n'ont épargné aucun effort pour poursuivre et maintenir leur hégémonie mondiale. Capitalisant sur leur supériorité absolue dans les secteurs militaire, économique, scientifique, technologique et culturel, ils se sont fréquemment immiscés dans les affaires intérieures d'autres pays, les intimidant, pillant et contrôlant sous la bannière de la "liberté, de la démocratie et des droits de l'Homme".

Dans l'après-guerre, les administrations américaines successives ont poursuivi des stratégies hégémoniques. De la doctrine Truman, égale-ment connue sous le nom de politique d'endiguement, aux politiques étrangères des administrations américaines récentes, notamment la stratégie de "puissance intelligente" de Barack Obama, la politique "America First" de Donald Trump et le plan "Build Back Better" de Joe Biden, le but ultime est toujours de garantir l'hégémonie américaine.

Les Etats-Unis ont attisé les tensions dans le monde entier en déclenchant des guerres, en provoquant des confrontations et en renversant des gouvernements étrangers par la force, semant la guerre et le désordre dans de nombreux pays et régions.

En défendant le soi-disant "exceptionnalisme américain", ce pays a délibérément appliqué "deux poids, deux mesures", au mépris des lois et règles internationales, et a gravement entravé la coopération internationale en utilisant les organisations, accords et conventions internationaux pour satisfaire à ses besoins, tout en abandonnant ceux qui allaient à l'encontre de ses intérêts.

En truquant le système financier international, les Etats-Unis se sont emparés d'énormes richesses tout en fermant les yeux sur la cupidité et la spéculation, ce qui a donné lieu à une crise financière mondiale.

En imposant de manière éhontée sa juridiction au bras long, ce pays a déclenché des conflits commerciaux avec de nombreux autres pays et n'a reculé devant rien pour réprimer ceux qu'il considère comme ses opposants. Il a aussi tenté de manipuler les opinions publiques internationales, tout en exportant ses valeurs et en menant des invasions culturelles dans d'autres pays.

Les Etats-Unis sont le plus grand saboteur des règles et de l'ordre internationaux, ainsi qu'une source croissante d'incertitude et d'instabilité dans le monde. L'hégémonisme et la politique de

la force de l'Amérique ont sapé l'ordre mondial, menacé la paix humaine, entraînant de graves conséquences pour le monde.

Ils sont devenus le plus grand défi pour le progrès de la société et de la civilisation humaines, ainsi que pour le développement pacifique.

UNE NATION BELLIQUEUSE

Les Etats-Unis ont toujours été une nation belliqueuse. Après avoir annoncé son indépendance le 4 juillet 1776, ce pays n'a jamais été en paix plus de vingt ans au fil d'une histoire de plus de 240 ans.

Dakota Wood, chargé de recherche sur les programmes de défense au Centre pour la défense nationale du think tank The Heritage Foundation, avait relevé en octobre 2018 que "tous les 15 ans environ", les Etats-Unis étaient impliqués dans un conflit.

Pour maintenir leur hégémonie, les Etats-Unis ont violé à plusieurs reprises de manière flagrante les principes de la Charte des Nations Unies et les normes du droit international.

S'appuyant sur leur force militaire, ils se sont ingérés dans les affaires intérieures d'autres pays et ont créé des conflits en menant des guerres, en mettant en œuvre des stratégies de confinement et en préparant des soi-disant "évolutions pacifiques" et "révolutions de couleur", menaçant ainsi gravement la paix mondiale.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, ils ont mené des guerres dans la péninsule coréenne, au Vietnam, au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et dans d'autres pays, qui ont non seulement causé la mort de nombreux soldats, mais aussi entraîné des pertes civiles et matérielles extrêmement graves, déclenchant des catastrophes humanitaires choquantes.

En 2003, en dépit de l'opposition généralisée de la communauté internationale, les Etats-Unis ont lancé la guerre en Irak sur la base d'accusations injustifiées, tuant 180.000 à 200.000 civils irakiens, selon les statistiques de l'Institut Watson pour les affaires internationales et publiques. Les forces de la coalition ont également utilisé en Irak des munitions à uranium appauvri et au phosphore blanc, mettant gravement en danger l'environnement et la santé des populations.

Selon un rapport publié en mars par Code Pink, un groupe pacifiste américain, les Etats-Unis et leurs alliés n'ont cessé de bombarder d'autres pays au cours des vingt dernières années, larguant en moyenne plus de 40 bombes par jour. Fin février 2021, un peu plus d'un mois après l'entrée en fonction de l'administration Biden, l'armée américaine a mené des frappes aériennes dans l'est de la Syrie, suscitant de vives condamnations de toutes parts.

Derrière les bombardements aveugles de l'armée américaine à l'étranger se cachent des dépenses militaires sans cesse en hausse.

"En 2020, les dépenses militaires américaines ont atteint un montant estimé à 778 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,4% par rapport à 2019", notait l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm dans un rapport publié en avril.

"En tant que No1 des dépenses militaires dans le monde, les Etats-Unis ont représenté 39% du total de ces dépenses en 2020. Il s'agit de la troisième année consécutive de croissance des dépenses militaires américaines", peut-on y lire.

Stephen Walt, professeur de relations internationales à l'université Harvard, a écrit sur le site du magazine Foreign Policy : "Les campagnes sans fin à l'étranger libèrent une foule de forces

politiques - militarisme, secret, pouvoir exécutif renforcé, xénophobie, faux patriotisme, démagogie, etc. - toutes contraires aux vertus civiques dont dépend une démocratie saine".

Selon un article publié par le Center for American Progress, une organisation américaine de recherche et de défense des politiques publiques, paru en 2021, le budget de la défense des Etats-Unis est aujourd'hui plus élevé, une fois ajusté de l'inflation, que ce qu'ils ont dépensé au plus fort de la Guerre froide et il est actuellement supérieur aux budgets de défense des dix plus grands pays du monde combinés tout en consommant plus de la moitié du budget discrétionnaire total de l'ensemble du gouvernement fédéral.

Cependant, "peu importe combien les Etats-Unis dépensent pour la défense, ils ne peuvent pas acheter une sécurité parfaite", a noté l'article.



LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (2/3)

« GUERRE CONTRE LE TERRORISME »

Cette année marque le 20e anniversaire de l'invasion américaine en Afghanistan sous la bannière anti-terrorisme. M. Biden a annoncé le 14 avril le retrait complet des troupes américaines d'Afghanistan avant le 11 septembre, puis a avancé le 8 juillet la date limite au 31 août. Les Etats-Unis ont revendiqué avoir combattu l'extrémisme et amené la stabilité à ce pays déchiré par la guerre, mais ils ont échoué sur ces deux fronts, a estimé l'ancien président afghan Hamid Karzaï.

Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, l'antiterrorisme est devenu le coeur de la sécurité nationale américaine et de sa politique étrangère. Dès lors, avec leur double standard et une mentalité de Guerre froide, les Etats-Unis ont mené la "guerre contre le terrorisme" à travers le monde au nom de la "sécurité nationale" et de la "défense de la liberté", divisé les pays en différents camps et même renversé des gouvernements d'autres pays sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Les opérations anti-terroristes menées par les Etats-Unis sont devenues un outil pour maintenir leur hégémonie et promouvoir la soi-disant démocratie et les valeurs américaines à l'étranger, blessant de nombreux civils, aggravant le problème des réfugiés, plongeant les régions touchées dans le chaos et faisant déborder les menaces sur la sécurité. Outre les opérations dites "anti-terroristes", les Etats-Unis ont également gravement bafoué les droits de l'Homme et la liberté dans d'autres pays, comme en témoignent les scandales choquants des abus sur les prisonniers commis par l'armée américaine en Afghanistan et en Irak.

Depuis 2001, "contrairement à ce que croient la plupart des Américains, la guerre contre le terrorisme ne s'apaise pas ; elle s'est répandue dans plus de 40% des pays du monde", écrivait le Smithsonian Magazine dans un article publié en 2019.

Selon un rapport publié en novembre 2019 par le projet Costs of War (les coûts de la guerre) de l'université Brown, entre 770.000 et 801.000 personnes sont mortes dans les guerres de l'après 11-Septembre.

Le Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO) s'est engagé depuis longtemps dans de violentes activités séparatistes et extrémistes anti-chinoises, à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine, causant d'importants dégâts et de dommages au peuple chinois. En 2002, il a été ajouté à la liste des sanctions en vertu de la résolution 1267 du Conseil de sécurité de l'ONU, dont les Etats-Unis étaient co-parrains. Ces dernières années, le MITO est actif en Afghanistan, en Syrie ainsi que dans d'autres régions, complotant et menant une série de violentes activités terroristes, y compris l'attaque à la voiture piégée contre l'ambassade de Chine au Kirghizistan en 2016.

Toutefois, les Etats-Unis ont unilatéralement retiré le MITO de sa liste d'organisations terroristes en 2020, arguant que depuis plus d'une dizaine d'années, il n'y a pas de preuve fiable montrant que le MITO continue d'exister. Un tel geste a clairement montré l'intention sinistre de Washington de contenir la Chine avec le terrorisme.

Les Etats-Unis ont également cultivé de nombreuses forces anti-gouvernementales à travers le monde, dont beaucoup sont devenues plus tard des organisations terroristes et des auteurs d'activités terroristes.

Par exemple, après la révolution cubaine, les Etats-Unis ont abrité plusieurs groupes armés s'opposant au gouvernement cubain et leur ont même permis d'établir des camps de formation en Californie du Sud. En octobre 1976, un avion de ligne cubain a explosé au-dessus de la Barbade, tuant les 73 personnes à son bord. Luis Posada Carriles, un exilé cubain aux Etats-Unis, a été soupçonné d'avoir orchestré cet attentat et était recherché par Cuba, mais le gouvernement américain a toujours refusé de l'extrader vers Cuba.

Dans les années 1980, les Etats-Unis ont fermement soutenu les guérilleros anti-gouvernementaux au Nicaragua.

Stansfield Turner, ancien directeur de la CIA, a autrefois témoigné devant le Congrès américain en disant : "Je pense que beaucoup d'actes de guérilla sont de nature terroriste et sont des actes terroristes soutenus par les Etats-Unis, ce qui est irréfutable".

Plus ironiquement encore, les Etats-Unis ont envahi l'Afghanistan en 2001 au nom de la lutte antiterroriste, mais ont de fait nourri le terrorisme. Pendant la Guerre froide, les Etats-Unis ont utilisé l'Afghanistan comme un pion contre l'Union soviétique, fournissant de grandes quantités d'armes et d'argent aux groupes extrémistes, dont les forces d'Oussama Ben Laden, pour les encourager à lutter contre l'Union soviétique. Après le retrait soviétique d'Afghanistan, les Etats-Unis ont immédiatement abandonné leurs "amis" inutiles, faisant de l'Afghanistan un paradis pour le terrorisme et l'extrémisme internationaux.

Medea Benjamin, co-fondatrice de Code Pink, et Nicholas Davis du même groupe pacifiste ont écrit dans un article que si l'administration Biden persistait à accumuler davantage de mensonges et atrocités sur la base des administrations précédentes, "elle ne sera pas en mesure de regagner le respect du monde pour le leadership américain, ni gagnera le soutien du public américain pour sa politique étrangère".

UNE DEPENDANCE A L'INTERVENTIONNISME

Pour maintenir et consolider leur hégémonie, les Etats-Unis ont eu recours à tous les moyens, de l'éclosion d'"évolutions pacifiques" à l'incitation à des "révolutions de couleur" en passant par la subversion directe des gouvernements d'autres pays.

En juillet dernier, des manifestations anti-gouvernementales ont éclaté dans certaines parties de Cuba. Des preuves publiées par le gouvernement cubain montrent que depuis mi-juin, certaines forces anti-cubaines aux Etats-Unis, financées par le gouvernement américain, ont délibérément répandu le mensonge via des réseaux sociaux selon lequel le système médical

cubain, attaqué par la COVID-19, s'était effondré et l'ont utilisé comme le prétexte pour déclencher une intervention militaire à Cuba afin de renverser le gouvernement cubain.

Des sanctions américaines se sont ensuivies contre certains responsables et entités militaires de l'île en raison de la soi-disant "répression gouvernementale" visant les manifestants. Cette année, des médias cubains ont révélé qu'au cours des deux dernières décennies, des agences comme l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la Fondation nationale pour la démocratie (NED) ont alloué près de 250 millions de dollars à une série de programmes subversifs ciblant Cuba.

Lors d'une réunion de haut niveau à l'occasion du 75^{ème} anniversaire de la fondation de l'ONU, le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez a déclaré que le comportement irresponsable des Etats-Unis constituait la plus grande menace pour la paix et la sécurité mondiales.

Les Etats-Unis ont une dépendance à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. L'auteur américain William Blum a écrit dans son livre "L'exportation la plus meurtrière de l'Amérique : la démocratie" que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis se sont efforcés de renverser plus de 50 gouvernements étrangers, dont la plupart ont été élus démocratiquement, se sont largement immiscés dans les élections démocratiques d'au moins 30 pays et ont tenté d'assassiner plus de 50 dirigeants étrangers.

Pendant la Guerre froide, les Etats-Unis ont lancé des activités d'infiltration, d'incitation à la rébellion, à la perturbation et à la destruction contre l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est. Après la Guerre froide, les Etats-Unis ont promu encore plus effrontément leur interventionnisme et ont fréquemment exporté des "révolutions de couleur". A la fin de 2003, ils ont forcé à la démission le président géorgien de l'époque, Edouard Chevardnadzé, pour une prétendue "fraude" au dépouillement des voix lors d'élections législatives. Cet incident est connu sous le nom de "Révolution des roses".

En octobre 2004, ils ont concocté un scandale de "fraude" aux élections ukrainiennes, incité les jeunes du pays à descendre dans la rue et soutenu l'avènement de Viktor Iouchtchenko. C'est ce qu'on appelle la "Révolution orange".

En mars 2005, ils ont incité l'opposition kirghize à protester contre les résultats des législatives, mouvement qui a dégénéré en émeutes. Le président Askar Akaïev a été contraint de fuir et d'annoncer sa démission.

Au cours de la dernière décennie, les Etats-Unis sont intervenus à plusieurs reprises ou ont manipulé des "révolutions de couleur" dans certains pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Derrière cette série de "révolutions de couleur" orchestrées par les Etats-Unis, une organisation auto-proclamée non officielle et à but non lucratif est sous le feu des projecteurs : la NED, connue comme "le plus grand commanditaire des révolutions de couleur dans le monde". Fondée en 1983, elle entretient des liens étroits avec le Département d'Etat américain, l'USAID, la CIA, etc.. Chaque année, elle offre plus de 1.600 subventions pour soutenir les projets d'ONG dans plus de 90 pays. La fondation est également une source de financement derrière certaines forces séparatistes contre la Chine, soutenant chaque année des dizaines de complots liés à la Chine. La NED a fourni environ 100 millions de dollars à ce jour à plus de 100 groupes sinophobes, dont des groupes clairement identifiés comme des organisations terroristes par la Chine, tels que le Congrès de la jeunesse tibétaine (CJT) et le Congrès mondial ouïghour. Beaucoup de fonds pour les activités en faveur de l'"indépendance de Hong Kong" sont également venus de cette fondation. »

LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (3/3)

HEGEMONIE DU DOLLAR

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont bien profité de leur dollar pour tirer des bénéfices de la création et du flux des richesses mondiales. Ils ont utilisé cette hégémonie pour accroître le risque financier dans les pays en développement, piller leurs richesses, dont les ressources et les biens immobiliers, et obtenir le monopole de services publics tels que l'eau, l'électricité et les transports dans ces pays. Dans les pays d'Amérique latine qui ont adopté le Consensus de Washington, le taux de croissance économique dans les années 1990 a chuté en moyenne de 50% par rapport aux années 1980.

Les "tueurs économiques" américains, parés de la couverture légale d'économistes, de banquiers et de conseillers financiers internationaux, manipulent d'autres pays par des moyens économiques, leurrent les pays en développement pour qu'ils tombent dans des pièges économiques préétablis, contrôlent les lignes de vie économiques et les ressources naturelles de ces pays, laissent les fonds s'écouler vers les Etats-Unis en permanence, ainsi que consolident et étendent leur hégémonie économique, politique et militaire partout sur la planète, a déclaré l'économiste américain John Perkins dans son livre "Confessions d'un tueur à gage économique" paru en 2004.

C'est le cas depuis longtemps dans le commerce international : les Etats-Unis impriment leur dollar, le reste du monde échange des ressources et des biens en dollars dans le commerce mondial, puis achète des bons du Trésor américain et des actions de sociétés comme réserves de change, faisant ainsi revenir le dollar aux Etats-Unis et soutenant l'économie américaine. L'historien américain Niall Ferguson a appelé ce phénomène "le plus grand repas gratuit de l'histoire économique moderne".

Malgré le gonflement du déficit budgétaire et de la dette publique, les dettes américaines peuvent toujours bénéficier de taux d'intérêt bas en raison de l'hégémonie du dollar américain, ce qui permet aux Etats-Unis de recueillir des fonds du monde entier à des coûts extrêmement bas. S'appuyant sur l'hégémonie du dollar, les Etats-Unis ont toujours joui de privilèges presque illimités pour imprimer de l'argent.

Après la crise financière de 2008, la Réserve fédérale (Fed) a lancé trois cycles d'assouplissement quantitatif entre fin 2008 à octobre 2014, répercutant la crise sur le monde entier par une émission excessive de dollars.

Depuis le déclenchement de la pandémie de nouveau coronavirus, afin de stimuler l'économie américaine et son marché boursier, la Fed a de nouveau eu recours au mode "super easing" avec un taux d'intérêt nul et un assouplissement quantitatif illimité. Après l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden, elle a rapidement mis en place un plan de relance économique de 1.900 milliards de dollars.

Ce qui est plus remarquable, c'est que chaque fois que la Fed sauve le marché américain, les bénéficiaires ne sont pas des Américains ordinaires, mais le 1% des élites américaines les plus

riches, qui reçoivent la quasi-totalité des bénéfices que les Etats-Unis ont extraits dans le monde. La plupart des élites de ce centile supérieur sont les lobbies les plus puissants et les mieux financés, dont les GAFA, Wall Street, les assurances santé, les laboratoires pharmaceutiques, l'industrie des combustibles fossiles et le complexe militaro-industriel.

Les industries financières et de haute technologie américaines se sont rapidement développées pendant la pandémie, alors que les grandes entreprises américaines ont reçu d'énormes subventions via divers plans de relance économique. Dans le même temps, la plupart des dollars excédentaires ont afflué vers le marché boursier américain, ce qui a encore gonflé la richesse des riches. Selon les données du magazine américain Forbes parues en janvier, bien que des dizaines de millions d'Américains aient perdu leur emploi pendant la pandémie au cours de l'année écoulée, la richesse totale des plus de 650 milliardaires américains a augmenté de 1.300 milliards de dollars, en hausse de 38,6%, tandis que la richesse des cinq Américains les plus riches est passée de 358 milliards de dollars à 661 milliards de dollars au total, en hausse de 85%.

L'emploi frénétique de la planche à billets a créé l'illusion d'une prospérité temporaire aux Etats-Unis, mais de grands dangers se cachent derrière elle. Le bilan de la Fed dépasse désormais 8.000 milliards de dollars et la dette nationale américaine s'élève à 28.500 milliards de dollars. L'agence de notation Fitch a abaissé en juillet 2020 ses perspectives sur le crédit souverain des Etats-Unis, passées à "négatives", jugeant que la flambée de la dette et des déficits l'érodait.

La pratique américaine consistant à imprimer de l'argent pour que les autres pays "paient" leurs déficits finira par mettre en danger la domination du dollar. Ces dernières années, afin de se débarrasser de l'hégémonie du billet vert, la Russie, l'Union européenne, la Chine et d'autres pays ont accéléré leurs efforts de dédollarisation. George Soros a dit un jour en 2018 que le dollar perdrait son statut de principale monnaie de réserve et de moyen d'échange du monde au cours des prochaines années.

UNE JURIDICTION AU BRAS LONG

Dans son livre "Le piège américain" paru en 2019, Frédéric Pierucci, un ancien cadre d'Alstom, a fourni un témoignage de première main sur la répression de Washington envers Alstom au nom de la lutte contre la corruption. Il a relevé dans son livre que pendant plus d'une décennie, les Etats-Unis avaient réussi à démanteler de nombreuses grandes multi-nationales européennes sous couvert de lutte contre la corruption.

Au fil des ans, Washington a exploité des moyens tels que sa juridiction au bras long et les sanctions économiques pour contenir ses ennemis et les pays qu'il considère comme ses rivaux, entravant leur développement pour maintenir sa propre hégémonie.

Par exemple, les Etats-Unis ont promulgué la loi CAATSA (Counter America's Adversaries Through Sanctions Act) afin d'étendre leurs sanctions contre la Russie, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et l'Iran. Washington a activé le titre III de la loi Helms-Burton pour renforcer son embargo contre Cuba et imposer unilatéralement de lourdes sanctions économiques aux entreprises étrangères ayant des liens économiques avec Cuba.

Les Etats-Unis ont continué d'étendre l'application extra-territoriale de leurs lois nationales et ont placé de force des personnes et entités étrangères sous leur juridiction, quelles que soient les règles de compétence du droit international.

En vertu de leurs lois nationales, les Etats-Unis ont accès aux données des utilisateurs et aux informations de transfert de nombreuses banques européennes via le système interbancaire SWIFT. Ces dernières années, des entreprises européennes ont été constamment attaquées par le

ministère américain de la Justice et les régulateurs financiers compétents, tandis que certaines entreprises accusées de "corruption" ou de violation de l'interdiction américaine des échanges avec Cuba, la Libye, la RPDC, l'Iran et d'autres pays ont écopé de centaines de millions voire des milliards de dollars d'amendes, a noté Ali Laïdi, chercheur à l'Institut français des relations internationales et stratégiques (IRIS).

Ces mesures ont infligé à certains pays des épreuves terribles et même des crises humanitaires, qui n'ont pas été moins destructrices que les guerres. Depuis le début de la pandémie, le Venezuela, la Syrie et l'Iran, longtemps soumis aux sanctions américaines, ont vu leur situation économique et sanitaire se dégrader, ainsi qu'une grave situation épidémique émerger chez eux. Néanmoins, Washington est allé plus loin dans ses sanctions, aggravant encore la situation.

"Avec leurs sanctions illégales et inhumaines et leurs actions terroristes, les Américains ont infligé 150 milliards de dollars de dommages au peuple iranien", a déclaré le président iranien de l'époque, Hassan Rohani, en septembre 2020.

Les Etats-Unis ont truqué les règles économiques, les utilisant lorsqu'elles étaient compatibles avec leurs intérêts.

Sous l'administration Trump, pour saper la sécurité et la stabilité de la Chine et freiner son développement, les Etats-Unis lui ont formellement dénié le statut d'économie de marché dans des documents soumis à l'OMC, provoqué des différends commerciaux avec elle et imposé une série de sanctions unilatérales aux entreprises chinoises de haute technologie. Après son entrée en fonction, l'administration Biden a continué d'abuser du pouvoir de l'Etat, présentant une série de projets de loi et de décrets visant à supprimer et restreindre par tous les moyens Huawei et d'autres sociétés chinoises.

Les Etats-Unis ont même réprimé leurs alliés. Après la Seconde Guerre mondiale, l'essor économique rapide du Japon a entraîné une répression impitoyable de la part des Etats-Unis, comme en témoignent les Accords monétaires du Plaza en 1985. Lors de la construction du gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne, les Etats-Unis ont jugé que ce projet était préjudiciable à leurs intérêts dans la région et ont imposé de multiples séries de sanctions pour entraver la progression du projet, provoquant un fort mécontentement de leurs alliés, notamment de l'Allemagne.

UN ORDRE INTERNATIONAL PERTURBE

Les Etats-Unis se servent de leur grande puissance pour faire de "l'exception américaine" le fondement théorique justifiant de fouler aux pieds les relations internationales sans raison valable.

Tout en demandant aux autres pays de respecter l'ordre international basé sur les règles, le pays place depuis longtemps ses propres intérêts au-dessus du système international avec l'ONU en son coeur, et de l'ordre international soutenu par le droit international.

Bien que les Etats-Unis aient joué un rôle pionnier dans la création des règles et systèmes internationaux pour la gouvernance politique et économique mondiale après la Seconde Guerre mondiale, le pays a pris l'habitude d'enfreindre les règles et de se retirer des organisations internationales dès qu'elles ne répondent pas aux exigences américaines. Depuis les années 1980, les Etats-Unis ont refusé de ratifier ou se sont unilatéralement retirés de nombreux traités et organisations internationaux, tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence mondiale contre le racisme et le Protocole de Kyoto.

L'administration Trump a été particulièrement capricieuse puisque les Etats-Unis se sont retirés de plus de 10 organisations et accords internationaux en l'espace de quatre ans, notamment le

Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Plan d'action global commun et le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

Les Etats-Unis sont le seul pays à s'être opposé aux négociations sur un protocole de vérification pour la Convention sur l'interdiction des armes biologiques, faisant ainsi obstacle aux efforts de la communauté internationale pour vérifier les activités biologiques dans divers pays et nuisant au contrôle des armes biologiques.

En plus de fréquemment se retirer de groupes internationaux, les Etats-Unis punissent aussi tout groupe qui ose les défier. En 2020, l'administration Trump a annoncé qu'elle imposerait des sanctions économiques et des restrictions sur les voyages à l'encontre des responsables de la Cour pénale internationale (CPI) impliqués dans l'enquête sur les actes américains dans la guerre en Afghanistan. Cette mesure est encore plus grave que son précédent refus de reconnaître et mettre en oeuvre les jugements de la CPI ou de coopérer dans son enquête.

L'administration Biden a renoué avec certains accords et organisations internationaux dans le seul but de servir ses stratégies nationales, tout en restant à l'écart des accords dont elle estime qu'ils nuiraient à ses intérêts, comme le traité Ciel ouvert. Même si cette administration a promu le "multilatéralisme sélectif", certains médias européens estiment que c'est un "America First 2.0".

En réalité, les Etats-Unis n'ont jamais fait preuve de gentillesse à l'égard des autres pays, qu'ils soient adversaires ou alliés, s'ils ne servent pas les intérêts américains. Ces dernières années, les Etats-Unis demandent à l'OTAN et à leurs alliés asiatiques d'augmenter leurs dépenses militaires et de payer des "frais de protection" plus élevés au pays pour que celui-ci déploie des soldats.

Juste avant la tournée européenne de M. Biden en juin dernier, il a été révélé que les Etats-Unis avaient espionné des politiciens chez leurs alliés européens, un nouveau scandale sur la surveillance américaine après le projet PRISM en 2013. Cela a démontré une nouvelle fois que les Etats-Unis mènent depuis longtemps une cyber surveillance à grande échelle et des cyber-attaques internationales : ce véritable empire de hackers est devenu la plus grande menace à la cyber sécurité mondiale.

La pandémie de COVID-19 est semblable à un miroir magique qui a dévoilé au grand jour la laideur de la politique "America First". Les Etats-Unis se sont engagés dans la voie de l'unilatéralisme depuis le début de la pandémie. En effet, ils ont accaparé des fournitures anti-épidémiques destinées à d'autres pays, édité des embargos sur leur matériel médical et acheté les capacités de production des médicaments qui peuvent être utilisés pour traiter la maladie.

Leurs actes égoïstes ont choqué le monde et gravement nui à la coopération internationale contre la pandémie. Alors que les vaccins ont donné de l'espoir dans la lutte mondiale contre la COVID-19, les Etats-Unis ont défendu le "nationalisme vaccinal" : ils ont commandé et acheté des vaccins à toute vitesse, même ceux qui étaient toujours en phase d'essais cliniques, et ont ainsi placé certains pays et régions sous-développés dans une situation désespérée avec aucun accès aux vaccins.

En parallèle, les Etats-Unis ont imposé des conditions politiques à leur assistance vaccinale. Dans un éditorial, le site d'informations espagnol El Mundo a rapporté que Washington avait prêté des vaccins au Mexique en échange d'un contrôle accru des migrants clandestins à la frontière du Guatemala. Le magazine bimensuel américain Foreign Policy a commenté sur son site que l'administration Biden courait toujours après les intérêts américains aux dépens des intérêts des autres pays du monde.

Les Etats-Unis ont secrètement installé des laboratoires biologiques en divers endroits du monde, afin de mener des activités de militarisation biologique. Le mystère de la relation entre Fort Detrick et la propagation de la COVID-19 n'a pas encore été résolu.

Hume Field, conseiller scientifique et politique pour la Chine et l'Asie du Sud-Est de l'organisation EcoHealth Alliance à New York, a affirmé que la politisation de la recherche sur les origines du coronavirus ne faisait que générer du "doute" et de la "méfiance", et minait fondamentalement les efforts internationaux unifiés nécessaires pour vaincre ce virus et cette pandémie.

UNE MANIPULATION IDEOLOGIQUE

En août, la Maison Blanche a annoncé qu'en décembre,

M. Biden convoquerait les diri-geants des "démocraties du monde" pour un Sommet virtuel pour la démocratie, qui sera suivi "par un second sommet, en personne, environ une année plus tard".

Ironiquement, un récent sondage commandé par la fondation Alliance of Democracies auprès de 5.000 sondés dans plus de 50 pays a révélé que près de la moitié des personnes interrogées considéraient les Etats-Unis comme une menace envers la démocratie.

Les Etats-Unis se considèrent depuis longtemps comme une "cité au sommet d'une colline" et font la promotion de valeurs américaines telles que "la démocratie, la liberté et les droits de l'homme" en tant que soi-disant "valeurs universelles". Ils estiment en outre qu'il en va de leur responsabilité de défendre leurs valeurs à travers le monde.

Pourtant, ces "valeurs uni-verselles" constituent en réalité un outil idéologique pour les Etats-Unis de maintenir leur hégémonie internationale.

D'un côté, les Etats-Unis profitent de leur position dominante dans les domaines de la culture et des médias pour promouvoir de force la "démocratie" et les valeurs américaines dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement. D'un autre côté, sous le couvert de soi-disant "valeurs universelles", ils tentent de donner des leçons de morale pour manipuler l'opinion publique internationale, attaquer sans raison valable des pays et entités qu'ils considèrent comme des menaces et des rivaux et délibérément créer des divisions et des confrontations.

En 2010, marqué par la proposition du "Cadre stratégique national pour la communication" au Congrès par le président de l'époque, Barack Obama, le système national de propagande dirigé par le gouvernement américain est entré dans une nouvelle phase en devenant plus capable de mener des opérations inter-agences.

En 2014, un article du Guardian a révélé un programme secret mené par l'Agence américaine pour le développement international en vue d'infiltrer la scène cubaine du hip-hop et lancer un mouvement contre le gouvernement cubain.

Selon le média britannique, l'agence a recruté des dizaines de musiciens cubains pour des projets déguisés en initiatives culturelles visant en réalité à renforcer leur visibilité et encourager un mouvement de fans à défier le gouvernement.

Les Etats-Unis ont aussi relié leur aide économique au système politique en faisant pression sur les pays africains pour qu'ils suivent les modèles politiques occidentaux à travers des institutions financières internationales dirigées par les Etats-Unis.

Depuis les années 1980, les présidents américains ont fait de la promotion de la "démocratisation" des pays bénéficiaires l'un des principaux objectifs de l'aide américaine à

l'étranger. Cependant, de telles démarches ont souvent engendré des catastrophes dans les pays bénéficiaires.

La "démocratisation" politique et la privatisation économique rapides dans de nombreux pays africains ont mené à des crises politiques de grande ampleur et même à des conflits meurtriers, certains pays étant toujours aux prises avec des troubles politiques à l'heure actuelle.

L'administration Biden promeut l'idée de "renouer avec le multilatéralisme" depuis sa prise de fonctions, mais dans la pratique, elle est toujours attachée à la politique des petites cliques, obsédée par les divergences idéologiques et déterminée à s'en prendre sans raison valable aux autres pays afin de servir ses propres intérêts au nom de la défense de "l'ordre international basé sur les règles".

Le contrôle hégémonique américain repose derrière le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, l'Alliance "Five Eyes" (les "Cinq yeux"), le Groupe des Sept et d'autres cliques du même acabit qui ne représentent en aucune façon la communauté internationale.

Par exemple, l'administration Biden a poussé le Royaume-Uni, le Canada et d'autres alliés à répéter au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies leurs fausses accusations contre le progrès des droits humains en Chine, y compris les allégations sur le soi-disant "travail forcé" dans la région du Xinjiang.

Par ailleurs, le déplorable passé de génocide et d'extinction culturelle de ces pays, ainsi que les tragédies de discrimination raciale qui surviennent encore aujourd'hui chez eux, sont régulièrement exposés au grand public.

Lors de la 47e session du Conseil, plus de 90 pays ont appelé à la justice et exprimé leur soutien à la Chine, tournant ainsi le dos aux cliques anti-Chine.

Le magazine américain Foreign Affairs a rapporté, dans un article publié le 9 juillet, que "de la pandémie de COVID-19 aux règles commerciales inter-nationales, de la lutte contre le changement climatique au développement économique, les Etats-Unis piétinent activement les priorités de la plupart des démocraties du monde. Dans ce processus et au nom de la démocratie, la politique étrangère américaine aggrave la crise démocratique mondiale et délégitime la puissance américaine".

"Les démocraties libérales du monde ont perdu leur monopole à définir ce qu'est la démocratie", a souligné l'expert politique bulgare Ivan Krastev dans une tribune publiée en mai dans le New York Times. Citant une étude menée il y a quelques mois par le groupe de réflexion Pew Research Center, M. Krastev a indiqué qu'une grande majorité d'Américains "sont profondément déçus de leur propre système politique" et que "certains ne sont même pas convaincus de vivre dans une démocratie".

Graham Allison, professeur à l'Université d'Harvard et expert politique américain qui a popularisé l'expression "piège de Thucydide", avait précédemment affirmé dans un article publié par Foreign Policy que "l'unipolarité est finie, ainsi que l'illusion selon laquelle d'autres pays prendraient simplement leur place assignée dans un ordre international dirigé par les Etats-Unis".



DÉCLARATIONS, INTERVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

METTRE FIN A L'ERRANCE



Fresque de Kho Kho René-Corail au Lamentin

*Aujourd'hui, notre société est gangrenée par une vague d'errance*¹ qui empêche que notre Peuple avance uni sur le chemin de l'émancipation individuelle et collective.*

*Nous parlons de l'errance des « élites » qui naviguent entre l'assimilationnisme et les tentatives pour s'adapter à la montée en puissance de la conscience identitaire, bercés par l'illusion qu'ils peuvent slalomer entre la barbarie ultralibérale et l'exigence de résoudre les difficultés du monde*².*

*Nous parlons aussi de l'errance de tous ceux qui courent après un rêve de « réussite » en se mouvant dans les schémas et les modèles offerts par les puissances d'argent occidentales*³.*

Chez nous, dans le passé, quand quelqu'un errait sans savoir où il allait, quand il avait des comportements manifestement irrationnels, on disait de lui : « Yo bay an driv ! » On pourrait traduire cette expression par : « On lui a jeté un sort ! » Autrement dit, dans la culture populaire, s'exprimait l'idée que les dérèglements du comportement seraient le résultat d'une intervention extérieure le plus souvent malintentionnée. On peut ne voir là que de la superstition. Mais, quand on rapporte cette vision des choses aux données scientifiques établies par la Psychologie et la Psychiatrie, on peut y voir aussi une manière de se détacher des jugements iniques et une ouverture pour un possible désenvoûtement.

En ce qui concerne l'errance qui affecte notre société, le « Yo » qui « mété moun an driv », c'est sans conteste le pouvoir colonial, ses administrateurs et autres relais.

Difficile de ne pas sombrer dans l'errance quand, à l'école, dès votre plus jeune âge ce qu'on vous enseigne a pour finalité de détruire votre propre culture, de vous formater, de vous conditionner*⁴.

Comment notre société pourrait-elle ne pas être gangrenée par l'errance quand le pays qui nous domine encore est le même qui a esclavagisé nos ancêtres, que les exactions perpétrées par ses forces de répression et son appareil judiciaire sont quotidiennes, quand les héritiers des maîtres esclavagistes d'hier sont les seigneurs qui, aujourd'hui, contrôlent l'économie, bénéficient de toutes sortes de privilèges et quand hiérarchie de classe et hiérarchie ethnique se confondent.

Déjà perturbée par le « syndrome de Lynch », la société martiniquaise, comme toutes celles qui subissent les affres de l'ultralibéralisme, se voit minée par le chômage, les toxicomanies et les

violences. Dans un contexte où la dégradation de la situation économique prive le plus grand nombre de tout espoir d'épanouissement, où les empires médiatiques occidentaux s'emploient à désorienter et à bestialiser le public, le mal-être et les pathologies mentales se propagent largement. Voilà la source de l'errance.

Ce n'est certainement pas en louvoyant, en cherchant à apitoyer le pouvoir colonial, en le suppliant d'être plus humain, de tenir compte de nos « spécificités », en cherchant à le convaincre que nous pouvons être de « bons citoyens », que nous mettrons fin à cette errance qui nous détruit. C'est par notre combat que nous sommes déjà parvenus à imposer la réhabilitation de notre culture et de notre langue. Si aujourd'hui beaucoup retrouvent la fierté de ce que nous sommes naturellement et « l'estime de soi », c'est grâce à la lutte idéologique que nous avons menée contre l'aliénation, l'assimilationnisme, le racisme et le suprématisme blanc.

Maintenant, pour poursuivre notre marche vers l'émancipation, nous devons conquérir le pouvoir politique et la souveraineté. C'est, là, la condition incontournable pour que nous puissions mettre en œuvre notre propre agenda et agir globalement sur notre société.

Ainsi mettrons-nous fin au drame de l'errance !

^{*1} « L'errance est l'action de marcher, d'errer, de voyager sans cesse, sans but, au hasard. » (Définition de Linternaute.fr)

^{*2} Dramatiquement, certains qui ont pris conscience de l'inanité de la domination coloniale et qui expriment la volonté d'y mettre fin restent encore dans l'errance. Prisonniers de leur idéologie de classe sociale ou de l'aliénation qui a perverti la conscience du colonisé, ils alimentent objectivement les divisions au sein du peuple en jetant de l'huile sur le feu des contradictions internes et en faisant passer l'intérêt de leurs chapelles politiques avant l'exigence d'unité nationale.

^{*3} Ceux pour qui « être élu de la « République » est l'ambition suprême et que cela justifie tous les renoncements, compromissions et trahisons. Ceux pour qui « être patron, être riche et surtout supérieur aux autres », que cela vaut qu'on écrase tous les autres et qu'on sacrifie sa dignité.

^{*4} Aujourd'hui, le Pouvoir colonial n'est plus en mesure d'imposer sans partage sa politique dans le secteur de l'éducation. Face aux avancées de la lutte menée par notre peuple sur ce front pour la prise en compte de nos réalités et de nos besoins, il mène une offensive pour placer massivement des enseignants français, particulièrement dans le primaire, pour pervertir l'esprit des enfants. Dans le même temps, des attaques sont menées contre des écoles alternatives (ex : école panafricaine en Guadeloupe).

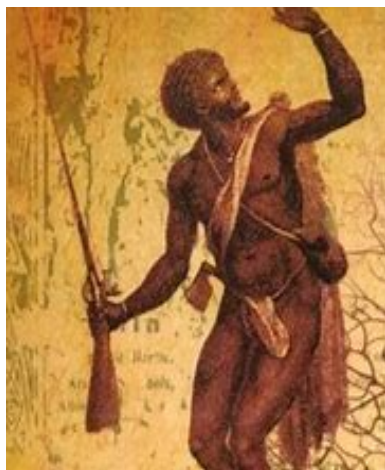
Pour le CNCP, Jean ABAUL

Le 10 Mai 2023.



COMMEMORER DIGNEMENT LE 22 MAI, C'EST AUSSI POURSUIVRE LE COMBAT DE NOS ANCETRES

Intervention présentée par Robert SAE dans le cadre de la commémoration organisée par l'ACSLR (Association Culturelle et Sportive de Lestrade au Robert) et la ville du Robert, le Dimanche 21 mai 2023.



« Vous savez tous que jusque dans les années 60, la grande majorité de notre peuple n'avait aucune connaissance de la glorieuse révolution de Mai 1848 qui a imposé l'abolition de l'esclavage. C'est l'ouvrage publié par Armand NICOLAS en 1967 qui a déchiré le voile de l'oubli. Jusqu'à là, ceux d'en haut nous faisait chanter les louanges de « Papa SCHOELECHER » qui aurait soi-disant aboli l'esclavage.

En ce moment où, partout dans le pays, nous célébrons cette Révolution, nous devons rendre hommage à ce grand historien.

Nous devons aussi avoir une pensée pour la poignée de militants qui manifestaient dans les années 70, pour exiger que le 22 mai soit une journée chômée et payée consacrée à la commémoration. A l'époque, ces militants étaient dénigrés et réprimés. Rappelons-nous que le syndicaliste Marc PULVAR avait été emprisonné dans ce contexte-là.

Avec cette introduction, nous voulions rappeler que la véritable histoire de notre Peuple a longtemps été cachée. Nous avons pu nous réapproprier celle du 22 Mai, mais il reste beaucoup de pages à découvrir pour comprendre d'où nous venons et ce que nous sommes vraiment.

Aujourd'hui, nous glorifions avec fierté le 22 mai, mais nous devons surtout réfléchir sur le sens profond de cet événement et comprendre que cette victoire est le résultat d'une lutte ininterrompue menée par nos ancêtres contre l'asservissement et pour l'émancipation.

Pendant longtemps, les pièces de théâtre qui racontaient les événements de Mai 1848, se résumaient à présenter des scènes d'esclaves gémissant sous le fouet jusqu'à ce qu'un rebelle se dresse et entraîne tous les autres pour conquérir la liberté. Il faut dépasser cette caricature.

Depuis les premières rafles organisées en Afrique par les soi-disant « civilisateurs » occidentaux, les résistances n'ont jamais cessé. Le moment viendra où nos livres d'histoire raconteront les luttes armées menées par nos ancêtres pour résister aux raptus sur leur continent.

Le jour viendra où tous nos enfants connaîtront les exploits militaires de la Reine Jinga, où tous sauront que la thèse prétendant que ce seraient « les noirs » qui auraient vendu leurs frères est une thèse mensongère et raciste. Il ne viendrait jamais à l'idée de quiconque de dire que les « blancs » ont brûlé leurs frères dans les fours crématoires.

Ceux que les barbares ont pu jeter dans les bateaux négriers ont, eux aussi résisté. Les révoltes y ont été nombreuses et cruellement réprimées. Comme, par exemple, celle où les rebelles ont été découpés vifs et les survivants obligés de manger des morceaux de leur chair.

Ceux qui ont été éparpillés et vendus, au hasard, dans les plantations des Amériques et de la Caraïbe se sont battus, sans arrêt et par tous les moyens, pour s'opposer à l'asservissement : les suicides, les infanticides, le marronnage, les attaques d'habitations ont émaillé toute la période esclavagiste.

En 1666 déjà, Francisque FABULE, à la tête d'une armée de 600 marrons, a pu semer la terreur sur les habitations.

Malheureusement, il a eu une fin peu glorieuse. Profitons-en pour dire que ceux qui opposent le courage des marrons à la lâcheté des esclaves domestiques commettent une erreur d'analyse, car il est avéré que, parmi ceux qui vivaient chez les maîtres, nombreux étaient ceux qui aidaient clandestinement les marrons.

*Les révoltes de nos ancêtres soumis à l'esclavage ont été incessantes. La première d'importance s'est déroulée en 1678, soit 43 ans après les débuts de la colonisation française. Et puis, il y a eu **1699, 1748, 1752, 1822, 1833** avant celle de **1848 menant à l'abolition de l'esclavage.***

Les révoltes ne sont pas la seule expression de la résistance de notre Peuple pendant la période esclavagiste.

La résistance a été aussi culturelle.

Malgré toutes les manœuvres faites pour chosifier les « nègres », les propriétaires d'esclaves ne sont jamais parvenus à leur faire se départir de leur humanité. En dépit des pires tortures et des entreprises de déculturation qu'ils subissaient, ancrés dans le terreau de leur civilisation africaine d'origine, nos ancêtres se sont faits maîtres de leur nouvel espace, en créant leur propre langue, leur propre musique et leurs propres danses. Et, quoi qu'on en dise, ils ont su enrober la religion imposée de leurs traditions ancestrales.

La résistance a été surtout économique.

Il est extraordinaire qu'un peuple, soumis à des conditions si horribles, ait pu subsister en s'adaptant si intelligemment à son nouvel environnement. Faisant preuve d'un génie étonnamment créatif pour se nourrir, se soigner et se loger, nos aïeux ont su construire une économie parallèle, des réseaux de production et de distribution solidaires et, comme pourrait le dire le sociologue Malcom FERDINAND, ils ont été exemplaires dans la manière d'habiter le monde.

Malheureusement, les siècles de propagande menée pour dévaloriser nos ancêtres ont eu pour résultat que la majorité des gens n'ont aucune idée du rôle déterminant qu'ils ont joué dans la construction de la société martiniquaise.

Ce pays n'aurait jamais pu se développer sans ceux qu'on appelait les « nègres à talent » qui construisaient les habitations, sans les « guérisseurs qui soignaient tout le monde dans une colonie sans infrastructures médicales, sans les femmes qui accouchaient y compris les mères békés, pour ne citer que ces exemples.

Aujourd'hui, nous célébrons la victoire des insurgés de Mai 1848 qui ont pu imposer l'abolition de l'esclavage. Mais nous devons être pleinement conscients que cette victoire, aussi décisive qu'elle soit, n'est qu'une étape dans la lutte que nous menons pour notre émancipation. Nous n'ignorons pas que, dès le lendemain de l'insurrection, le pouvoir colonial français a réorganisé sa domination sur nos ancêtres.

Le soi-disant “libérateur”, Victor SCHOELCHER, dans l’article 3 du décret du 27 avril 1848, prenait soin de préciser que les cases et les jardins restaient propriété du maître ; il a fait indemniser, non pas les victimes, mais les esclavagistes qui avaient perdu leurs “biens meubles” et ses décrets permettaient qu’on jette en prison pour vagabondage les nouveaux “citoyens” qui refusaient de travailler pour les anciens maîtres.

Et puis, il y a eu cet arrêté GUEYDON qui interdisait à nos aïeux de se déplacer dans l’île sans y être autorisé par un livret, qui faisait que chaque habitation avait sa propre monnaie, le caïdon, qu’on ne pouvait dépenser que dans la boutique du maître-employeur. Vous savez que cela a conduit à l’insurrection du sud en 1870, insurrection qui a été noyée dans le sang.

La commémoration du 22 Mai doit être l'occasion pour nous d'affirmer au monde que notre histoire n'est pas simplement celle de l'esclavage.

C'est celle de la construction d'un peuple vaillant, héritier des grandes civilisations africaines de leurs épopées et de leur culture humaniste, c'est celle d'une résistance incessante contre la domination, c'est celle de tous ces Martiniquais partis s'engager dans des luttes révolutionnaires en Haïti, en Guadeloupe, au Venezuela,

C'est celle de la « Dissidence », de ces milliers de nos grands-parents qui sont allés secourir la France occupée par les nazis, sans que, d'ailleurs, celle-ci n'ait jamais fait preuve de reconnaissance.

Soyons donc fiers de notre Peuple et de son histoire.

Je conclurai en disant que nous devons nous montrer dignes de nos ancêtres en poursuivant leur combat. Car, de nombreuses chaînes restent à briser pour que nous parvenions à notre émancipation individuelle et collective. Nous parlons en particulier des chaînes de la division et de l'auto-dénigrement systématique, des chaînes qui font que toute l'économie de notre Martinique reste contrôlée par les descendants des maîtres esclavagistes et que c'est le même pays qui a asservi nos ancêtres, dont les ressortissants sont les chefs de toutes les administrations, ce même pays qui nous impose toutes ses législations et décisions.

Gloire aux combattants et aux combattantes de Mai 1848 ! Gloire à notre Peuple Martiniquais ! »



40^{EME} ANNIVERSAIRE DU CNCP

LE 27 AOUT 2023

INTERVENTION D'ALAIN LIMERY, PORTE - PAROLE DU CNCP

52 ans après que notre mouvement ait commencé à se battre afin que notre Peuple s'émancipe de la tutelle coloniale française, nous ne pouvons que nous réjouir des progrès extraordinaires qui ont été réalisés dans cette voie.



Qui aurait pu imaginer que notre drapeau national flotterait fièrement sur les édifices publics et que notre langue créole serait portée au même niveau que le français par la Collectivité Territoriale de Martinique ? Aujourd'hui, cette langue qui était méprisée et même interdite, s'est imposée dans les médias, dans l'éducation, partout. Il faut saluer ici le combat de tous ses défenseurs.

Qui aurait pu croire que le Bèlè, qualifié jadis de « mizik vié nèg » par toute l'aristocratie assimilationniste deviendrait aussi ouvertement un marqueur de notre identité. Ce sont toutes nos musiques et nos danses traditionnelles qui se sont imposées dans le paysage, que tous veulent pratiquer et qui s'exportent au niveau international

Aujourd'hui, nous pouvons constater que nous avons gagné une grande bataille contre l'autodénigrement que le racisme colonial était parvenu à distiller au sein de notre peuple. Grâce au travail des pan-africanistes, le « Nos ancêtres étaient des Gaulois » qu'on nous forçait à apprendre est définitivement vomi. Nous retrouvons l'estime de nous-mêmes. Jacqueline

LABBE, la précurseuse, aurait été fière de voir que la majorité des Martiniquaises, belles de leur cheveu naturel, ne se défrisent plus pour ressembler à l'image blanche !

Finie la diabolisation hystérique de l'indépendance. Aujourd'hui, que l'on soit pour ou contre, on en discute en terme de faisabilité, car la barbarie de l'exploitation coloniale a fait voler en éclat toutes les illusions quant à la bonté de la soi-disant « mère patrie ».

La plupart des organisations syndicales ont pris leur indépendance vis-à-vis des Centrales françaises et se battent pour imposer le fait syndical Martiniquais.

Nos compatriotes s'accordent, tous et toutes, sur la nécessité de revenir à la production locale et à la souveraineté alimentaire.

Oui ! Pendant le demi-siècle passé la lutte de notre Peuple a connu de grandes avancées.

Notre mouvement a toujours tâché de porter sa contribution sur le terrain modestement et avec conviction. Mais nous n'ignorons absolument pas que tout a été possible grâce à l'implication de nombreux militants et militantes de diverses organisations. Grâce aussi à l'engagement de certains élus qui, malgré les grandes limites de leurs compétences, ont porté leur contribution.

Chers compatriotes,

Nous nous félicitons des progrès réalisés, mais nous ne devons pas ignorer un seul instant que les colonialistes occidentaux, eux aussi, en sont pleinement conscients et qu'ils s'organisent pour nous combattre en conséquence.

Comme chaque fois dans notre histoire où il s'est senti menacé, le pouvoir colonial n'hésitera pas à exercer une répression barbare contre notre Peuple. Cela a été le cas contre les révoltes anti-esclavagistes, lors de l'insurrection du sud, à chaque grève d'ouvriers agricoles et plus récemment contre les militants anti-chlordécone.

Parallèlement à la répression, les colonialistes français mettent en œuvre une stratégie visant à saper toutes les bases d'une éventuelle souveraineté.

Ainsi sur le plan économique, on assiste à une politique bancaire discriminatoire et à une entreprise de sabotage des coopératives ; les attaques administratives et judiciaires se multiplient contre de jeunes entreprises, pour empêcher l'usage de nos plantes médicinales ou pour discréditer la production locale.

S'appuyant sur des réglementations européennes, le pouvoir colonial nous impose des normes auxquelles la majeure partie des petites entreprises ne peuvent se plier. Celles-ci disparaissent pendant que la caste qui contrôle l'économie continue à s'enrichir.

Tout est fait pour nous maintenir dans le carcan d'une économie de comptoir et, dans le domaine agricole, sous le règne des monocultures d'exportation, pendant que notre production fait face à la concurrence déloyale des produits importés.

A cela il faut ajouter l'intensification du génocide par substitution, expérimenté en Kanaky sous l'égide de Messmer. Le scandale de la déportation des néo-titulaires en est une sinistre illustration. N'oublions surtout pas les conséquences désastreuses de la saignée du BUMIDOM pour notre pays !

Eh bien chers compatriotes,

Face à l'entreprise mortifère menée par le pouvoir colonial, il n'est pas question que nous restions bras croisés. D'autant plus que de lourdes menaces, plus graves encore, pèsent sur notre pays et sur notre peuple.

Nous voulons parler :

- des risques de conflit militaire généralisé, avec tous les dangers conséquents liés à notre dépendance ;
- des inévitables catastrophes qui nous attendent à cause du dérèglement climatique :
- de la destruction des services de santé et d'éducation ainsi que de toutes les protections sociales du fait des politiques ultra-libérales barbares menées par le gouvernement ;
- de l'imminence d'une crise économique et financière majeure, crise qui se manifeste déjà par la folle augmentation du coût de la vie.

Ki donk sé dèyè konba ki ni konba !

Pour notre part, nous sommes convaincus que notre peuple, uni, sera capable de surmonter tous les défis. Nous devons avoir en mémoire la grande capacité de résistance et d'adaptation dont il a su faire preuve au moment les plus difficiles de son histoire. La misère subie sous l'Amiral Robè ne doit jamais nous faire oublier la puissance du génie créatif dont nos aînés ont fait preuve à cette période-là. Aujourd'hui, nous pouvons nous vanter de disposer de grandes compétences dans tous les domaines, Mais c'est loin de chez eux que nos fils et filles diplômés sont obligés d'aller se réaliser.

Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous avons la capacité de construire une économie privilégiant nos intérêts collectifs ainsi que ceux des générations à venir, et cela dans le respect de l'environnement. Cet objectif-là, nous l'atteindrons en passant de l'économie extravertie à une économie endogène et aut centrée.

L'économie extravertie ne profite qu'à la France coloniale, qu'aux tenants de l'import-export, de la grande distribution, à ceux qui vivent de rentes et de subventions. L'économie endogène et aut centrée nous permettra de nous défaire de toute dépendance et de nous réinsérer dans notre espace caribéen.

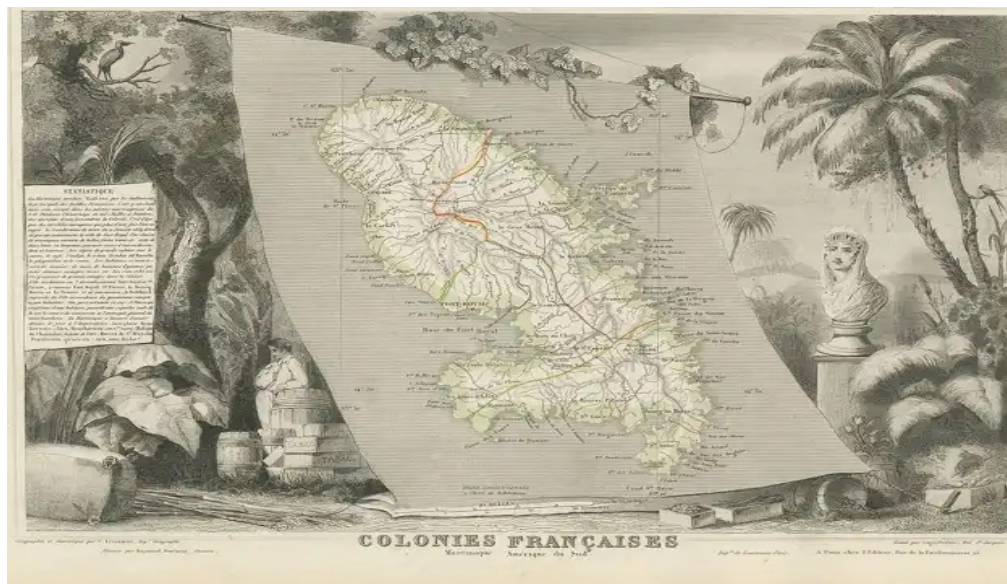
Dans la phase actuelle, que nous pouvons qualifier de transitoire, il nous semble essentiel de favoriser toutes les synergies possibles entre ceux qui développent des initiatives alternatives que ce soit sur le plan économique, culturel ou social, afin que nous nous érigions en véritable contre-pouvoirs.

Pour terminer, au nom du CNCP, je veux réaffirmer que notre objectif fondamental est de mettre fin à la domination coloniale et de porter notre contribution à l'édification d'une Martinique indépendante, souveraine permettant l'émancipation de notre Peuple.



CONTRIBUTION DU CNCP 9 OCTOBRE 2023

QUELLE DEMARCHE POUR LA DECOLONISATION ET L'AUTODETERMINATION ?



Dans la Résolution 1514 de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux datée du 14 Décembre 1960 il est clairement stipulé que « Tous les peuples ont le droit à la libre détermination ; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel. »

Notre pays est-il colonisé ? Incontestablement ! Notre Peuple est-il opprimé et discriminé ? Aucun doute n'est possible à cet égard ! *1 Nous sommes donc absolument fondés à exiger le respect de notre droit à l'autodétermination. Dans cette contribution, nous partageons avec vous l'analyse que fait le CNCP des différentes démarches proposées par les organisations qui se revendiquent anti-colonialistes, afin de mettre fin à la domination française et permettre que notre Peuple choisisse librement son destin.

Mais avant toute chose, il convient de rappeler les conditions dans lesquelles se déroule la lutte que nous menons pour atteindre de tels objectifs.

Il suffit d'observer la politique et le comportement du pouvoir colonial français dans ses dites « possessions d'outre-mer », pendant toute l'histoire de sa présence et aujourd'hui encore, pour planter le décor : **la France n'acceptera jamais de respecter notre droit à l'autodétermination sans y être contrainte.**

Sa perversité est connue en la matière ! Deux exemples peuvent le rappeler :

Le kidnapping de l'île de Mayotte - non reconnu par les instances internationales - après le référendum dans l'archipel de Comores, consultation au cours de laquelle le peuple colonisé avait choisi l'indépendance.

La stratégie employée pour dévoyer le processus d'autodétermination du Peuple Kanak. (Circulaire de Pierre Messmer visant à rendre celui-ci minoritaire ; manipulation de l'électorat pour fausser le résultat ; iniquité manifeste dans la campagne avant le référendum, rendue inévitable par la mainmise du pouvoir colonial sur les institutions et les médias.)

En ce qui concerne notre pays, nous devons être pleinement conscients que le le pouvoir colonial français a déjà enclenché les manœuvres pour faire barrage à tout processus d'autodétermination.

La préméditation se traduit, d'une part, par la modification introduite dans la Constitution française pour gommer notre qualité de Peuple et nous parquer dans la catégorie de « population », d'autre part, par l'intensification de la politique de « génocide par substitution ».

La France, aujourd'hui poussée dans ses derniers retranchements, a déclenché une véritable guerre contre notre Peuple dans l'espoir d'asseoir définitivement sa présence en Martinique.

Chassée de son « pré-carré africain », voyant sa puissance économique s'effiloche, réalisant la montée du sentiment national au sein de notre peuple et la détermination dont fait preuve une partie de notre jeunesse, la France est consciente que c'est sa survie en tant que puissance impérialiste qui se joue. Une fois de plus, nous vous invitons à vous reporter aux propos tenus par Emmanuel Macron devant les hauts officiers de l'armée française à l'occasion des vœux de nouvel an. Le pouvoir colonial n'aura aucun scrupule à lancer une opération militaire pour tenter d'écraser d'éventuelles révoltes populaires. Certains applaudissent les rotations du RAID ou du GIGN et l'installation de nouvelles brigades de gendarmerie, relayant l'illusion que le seul objectif de ces forces françaises de répression est de venir combattre la délinquance.

C'est oublier le sinistre rôle qu'elles n'ont cessé de jouer dans notre histoire et les attitudes ségrégationnistes qu'elles ont encore aujourd'hui envers notre Peuple ; C'est oublier le rôle qu'elles jouent également contre les mouvements populaires en France même. En fait, il s'agit de quadriller le pays et de renforcer le contrôle de la population pour garantir la pérennité de la domination coloniale. N'est-il pas assez explicite que les deux dernières grandes manœuvres militaires organisées par l'armée française avaient pour thème la protection et l'évacuation de « ressortissants » ? L'un des aspects les plus perniciose de ces manœuvres, c'est l'implication de plus en plus marquée de jeunes Martiniquais. Des campagnes publicitaires massives sont organisées pour idéaliser l'armée et appeler nos jeunes compatriotes à s'engager (panneaux 4 sur 4, Spots télévisés, visite des écoles, journées de propagande, etc.). Dans un pays où le chômage touche 60 % de la jeunesse, le message mis en avant, c'est l'opportunité d'emplois qu'offre l'armée, mais le vrai objectif du pouvoir colonial est de détourner les jeunes de la dynamique nationaliste avec l'intention de les utiliser, le moment venu, pour diviser les forces populaires.

Mais revenons aux fameux « ressortissants français ». Encouragés par le gouvernement à venir s'installer dans la colonie, jouissant d'accompagnements financiers pour leur installation et leurs activités professionnelles^{*2}, bénéficiant d'une sollicitude empressée des gendarmes quand ils ont des litiges avec la population, ceux qui s'auto-désignent « expatriés », s'adonnent de plus en plus à des provocations et laissent libre cours à un racisme décomplexé. Ignorants de l'histoire et de la mentalité de notre peuple, ils n'ont aucune idée des conséquences qui pourraient en découler.

Profitons-en, pour dénoncer l'hypocrisie d'une large fraction des français dits de « Gauche » qui reprennent le narratif colonialiste sur « la grandeur de la France » et « le rôle qu'il lui appartient de jouer dans le monde », affirmant que « La Martinique est française et doit le rester ». A leurs yeux, la lutte menée pour défendre notre identité et notre culture ne devra en aucun cas remettre en cause l'unité de leur « République » et sa « Laïcité » ; la volonté d'exercer notre droit à l'autodétermination devient du « communautarisme ».

Il faudra bien que, tôt ou tard, tous les nostalgiques de « La Coloniale » entendent raison !

C'est en prenant en compte tous ces éléments que nous pouvons affirmer que tous les partis qui prônent le « maintien dans la République », qui prétendent qu'un dialogue avec le pouvoir colonial pourrait amener celui-ci à satisfaire nos « doléances », à nous accorder « responsabilité et « dérogations » salvatrices, que tous ces partis, donc, détournent honteusement notre peuple de la voie qui mène à la décolonisation et à l'autodétermination.

Tous ces préliminaires nous amènent à considérer trois aspects de la problématique : la

demande de modifications de la Constitution Française, la démarche électoraliste, la réinscription de la Martinique sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU.

Premier aspect, De ce que nous avons rappelé plus haut, nous pouvons tirer la conclusion qu'aucune modification de la Constitution Française ne vaudrait garantie d'une démarche positive d'évolution institutionnelle.

Deuxième aspect, Il en va de même pour la démarche purement électoraliste que proposent certains partisans de « l'évolution institutionnelle ». Nous avons évoqué l'importante marge de manœuvre dont dispose le pouvoir colonial pour vicier la base électorale et les conditions d'organisation des référendums. Mais le plus grave, c'est que les conditions dans lesquelles se déroulent les affrontements électoraux chez nous attisent de brutales et irréconciliables divisions au sein de notre Peuple^{*3}. Ceci est un frein indéniable à la possibilité de construire l'indispensable unité qui nous permettrait d'affronter le colonialisme.

Troisièmement, Le combat pour la réinscription de la Martinique sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser relève évidemment d'une impérieuse nécessité. Cependant pour qu'il soit gagné, il nous faut avoir un regard d'une grande lucidité sur ce qu'est l'ONU aujourd'hui : cette institution est devenue un Cerbère tenu en laisse par les puissances impérialistes occidentales, celles-ci y menant une politique de « deux poids, deux mesures », autorisant des agressions injustifiées, violant la souveraineté de certains pays ou leur imposant des sanctions illégitimes.

Il serait complètement illusoire d'espérer faire bouger les lignes à l'ONU sans avoir, au préalable, systématisé :

- le travail de dénonciation de la domination coloniale et la recherche de soutiens au plan international,
- la construction de convergences avec les mouvements populaires et les forces politiques anti-impérialistes à l'échelle mondiale.
- le lobbying auprès des gouvernements anti-impérialistes et de tous ceux qui travaillent à la réforme du fonctionnement de l'ONU.

Tout cela ne s'improvise pas et ne peut se concevoir que dans un cadre organisé.

En tout état de cause, tout ce travail sur le plan international sera totalement sans effet, s'il ne s'appuie pas sur une mobilisation de notre Peuple, conséquente et indiquant clairement qu'il exige le respect de son droit à l'autodétermination.

Plus généralement, aucune autodétermination ne sera effective, si le Peuple n'en est pas effectivement le moteur.

La priorité des vrais partisans de la Souveraineté doit donc être, d'une part, de diffuser massivement au sein de notre Peuple les éléments lui permettant de faire des choix éclairés et, d'autre part, de multiplier les espaces dans lesquels les Martiniquais et les Martiniquaises puissent faire l'apprentissage de la démocratie directe. En occurrence, des espaces où ils pourront s'accorder sur une vision et des objectifs communs, en particulier en ce qui concerne la démarche pour avancer vers l'autodétermination et la décolonisation.

En Tout cas, les portes des Comités Populaires restent grandes-ouvertes pour accueillir tous ceux qui s'accordent sur notre analyse et qui souhaitent porter concrètement leur contribution à la démarche que nous prôtons vers l'autodétermination et la décolonisation.

^{*1} Voir à ce propos texte du CNCP « La présence coloniale de la France en Martinique »

^{*2} Comme en atteste l'intervention de Philippe VIGIER, ministre délégué aux Outre-Mer, le 11 octobre dernier au J.T. de 19 heures sur Martinique 1ère.

^{*3} La haine alimentée entre les autonomistes de « Ensemble pour une Martinique Nouvelle » et les « Patriotes » du GRAN Sanblé en est une triste illustration.



DECLARATION DU CNCP

MOBILISATION DU SAMEDI 23 DECEMBRE 2023

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Rarement la sauvagerie n'a atteint un tel niveau dans un monde qui se prétend moderne et civilisé. Nous sommes en 2023 ! au XXI^e siècle ! Et, soi-disant pour se venger de l'attaque subie le 7 octobre, l'armée d'occupation sioniste a déclenché une énième agression visant à exterminer le Peuple Palestinien. Cette fois la barbarie dépasse toutes les limites. Elle est d'essence nazie. Hitler avait sa «Solution finale» pour éliminer les Juifs, Netanyahu a sa «Solution finale» pour éliminer les Palestiniens. Hitler avait son «Ghetto de Varsovie», Netanyahu a son «Ghetto de Gaza».

A Gaza, le nombre des tués par les bombardements de l'armée d'occupation a dépassé les 20.000. L'écrasante majorité sont des civils. Plus de 7000 enfants ont été déchiquetés ! En plus des morts, on dénombre 46.000 blessés dont la plupart sont dans un état critique. La Cisjordanie, elle aussi est bombardée ; les colons y ont reçu des dizaines de milliers d'armes et des stocks importants de munition pour massacrer les Palestiniens.

Mais l'énoncé des statistiques ne suffira jamais à nous faire réaliser l'ampleur de la barbarie. Des photos montrent comment l'armée d'occupation traite ses otages Palestiniens, jetés sur le sol comme du bétail, nus, les mains liées et les yeux bandés. Évidemment, les médias complices du sionisme ne montreront jamais ces photos.

Certains d'entre vous ont peut-être vu cette vidéo dans laquelle un médecin témoin décrit la réalité. Voici ce qu'il nous apprend :

212 établissements de santé dont 24 hôpitaux ont été visés par les bombardements israéliens. Ils ont ravagé :

- L'hôpital de Shifa, le plus important de Gaza,
- Les hôpitaux pédiatriques de Rontizi et Al Nasser,
- les hôpitaux ophtalmologique et psychiatriques,
- l'hôpital de rééducation de Wafa,
- l'Hôpital pour personnes handicapées,
- L'hôpital indonésien dans le nord,
- ***l'hôpital pour enfants algériens a lui été visé par des tirs au phosphore blanc, une arme chimique interdite !***
- 3 écoles de médecine et l'université islamiste attaqués,
- 283 travailleurs de la santé tués,
- des dizaines de médecins ont été enlevés par les troupes d'occupation, dont le directeur du principal hôpital de Gaza,
- 100 ambulances ont été mises hors service,,
- les convois d'ambulance de Médecins sans frontières et de la croix Rouge ont été visés.
- 75 journalistes tués et 140 autres blessés à Gaza en deux mois
- 133 membres du personnel de l'ONU abattus.

Israël mène également son entreprise d'extermination au moyen d'un blocus criminel. N'autorisant les passages d'aide humanitaire qu'au compte goutte, les agresseurs privent la population de nourriture, de médicaments, de l'essence nécessaire aux hôpitaux et aux ambulances.

La prise en charge des blessés est rendue impossible. Certains sont soignés à même le sol. Des enfants ont dû être amputés sans anesthésie, des patients meurent parce qu'ils ne peuvent être pris en charge. De nombreuses épidémies se développent !

Alors oui, nous avons le droit d'être en colère !

Nous avons le droit d'être en colère contre la clique de pays impérialistes occidentaux qui s'autoproclame «Communauté internationale», qui ne prend aucune mesure pour sanctionner les atteintes massives au droit international et les crimes contre l'Humanité commis par l'armée d'occupation israélienne,

Nous avons le droit d'être en colère contre les États-Unis qui délivrent un permis de génocide aux sionistes en mettant leur Veto contre tout cessez-le feu et en accélérant les livraisons d'obus.

Nous ne pouvons compter que sur la solidarité et la mobilisation internationale des Peuples pour faire cesser le massacre.

Notre devoir est de nous mobiliser pour imposer qu'un cessez le feu soit décrété, pour que l'État Palestinien redevienne une réalité et que le retour des réfugiés sur leurs terres soit possible, et aussi pour que les responsables des crimes contre l'humanité soient poursuivis et condamnés.

Récemment, une amie Palestinienne me faisait part de ses doutes quant à la possibilité d'atteindre cet objectif. Il est normal qu'on puisse douter : la puissance des États-Unis et de leurs alliés, la capacité de destruction des nazis israéliens semblent insurmontables.

Mais si nous regardons la situation à travers les yeux de l'histoire longue, ces doutes laisseront assurément place à la certitude de la défaite des barbares et à la victoire de l'humanité.

Ce qui se passe aujourd'hui à GAZA peut constituer le tournant annonciateur de la défaite à venir des barbares. Le jusqu'au boutisme des dirigeants israéliens a obligé les impérialistes occidentaux à se démasquer ; leur politique de deux-poids deux mesure est devenu évidente pour la grande majorité de l'opinion et ils sont largement discrédités. La puissance du soutien au Peuple Palestinien qui s'exprime sur tous les continents, en particulier aux États-Unis et en Europe, en témoigne. Renforçons notre soutien au Peuple Palestinien et à son admirable Résistance et l'horizon de la victoire s'ouvrira devant lui. Alors, au côté de tous les peuples du monde nous disons :

Halte au massacre ! Cessez-le feu immédiat !

Israël assassin ! Palestine vaincra !

Vive la solidarité Martinique Palestine !



DECLARATION DU CNCP 15 FEVRIER 2024

UN PEUPLE QUI N'EST PAS MAITRE DE SA TERRE EST VOUE A LA DISPARITION

La dite «Affaire PINTO» qui occupe le devant de la scène actuellement n'est que l'un des très nombreux cas de litiges relatifs à la question foncière dans notre pays. En ce domaine, scandales judiciaires, inégalités et abus sont la norme.

L'ASSAUPAMAR, par exemple, indiquait lors de sa dernière Assemblée Générale, qu'elle accompagnait, pas moins d'une cinquantaine de familles dont les droits à la propriété étaient bafoués.



Mobilisation contre la privatisation de la plage de Désert (Sainte-Luce) par des « expatriés »

Concernant «l'affaire PINTO» de quoi s'agit-il précisément ?

Des héritiers de M. Félix GRAT ont fait valoir que ce dernier est le véritable propriétaire d'un terrain situé au quartier Clouette (Trois-Îlets). Ce terrain a été frauduleusement vendu à un promoteur.

Deux procès ont confirmé la validité du titre de propriété de Mr. Félix GRAT. La vente des terres concernées devient donc caduque. Par voie de conséquence, la validité du droit à la propriété de gens y ayant achetés des lots et construit des logements se voit remise en cause.

Le rôle d'une «Justice» digne de ce nom devrait donc être de poursuivre les coupables de la violation des droits des héritiers et de définir les conditions de l'indemnisation de toutes les personnes spoliées. En pays colonisé, ce n'est pas le cas ! Non seulement, toutes les

interpellations de l'un des héritiers, en l'occurrence Hervé PINTO, restent sans effet ; mais plus grave, quand l'héritier grugé et ses soutiens manifestent leur exaspération, ce sont eux qui sont harcelés : garde-à vue, convocation à la gendarmerie, etc.

L'État colonial Français a toujours bafoué le droit de notre Peuple à accéder à la propriété.

Faut-il rappeler qu'au lendemain de la Révolution de 1848, par laquelle nos ancêtres ont imposé l'abolition de la servitude, Schoelcher, le pseudo «libérateur des noirs» avait indemnisé les descendants des maîtres pour la perte de leurs esclaves et fait organiser des tournées dans toutes les communes pour signifier à ces derniers que les cases et jardins restaient propriété de leurs anciens maîtres.

Aujourd'hui, notre Peuple est toujours soumis à la fêrle de l'État colonial Français et à l'hégémonie des héritiers des maîtres esclavagistes. Ce sont les mêmes qui contrôlent l'essentiel du foncier.

Par l'intermédiaire de ses administrations, particulièrement de l'ONF, l'État Français persécute les occupants légitimes de la zone dite des «50 pas géométriques», leur imposant des taxes et des loyers abusifs. Sur l'ensemble du territoire, la majorité des familles à très faible revenu qui se sont saignées pour acheter des lopins de terre subit le prélèvement de taxes foncières exorbitantes. Un seul exemple : cette ouvrière agricole retraitée percevant 300 euros de pension et de qui on exige chaque année plus de 1.000 euros de taxe foncière*1 !

La caste béké, héritière des maîtres esclavagistes, qui ne s'est jamais départie de son idéologie suprématiste, forte de son hégémonie sur l'essentiel de l'économie martiniquaise, s'acharne à maintenir notre Peuple au bas de l'échelle.

Elle n'envisage à aucun moment d'emprunter la voie de la réparation des crimes commis par ceux dont elle est héritière, pas plus de ceux commis par elle-même dans la période contemporaine*2.

Au contraire ! Les héritiers des maîtres esclavagistes, occupants illégitimes d'une grande partie des terres, multiplient les tentatives d'expulsion contre des familles d'occupants légitimes qui vivent depuis des décennies, voire des siècles, sur les anciennes terres d'habitation. Sous leur égide, les banques, les assurances, les agences immobilières, certaines Études Notariales sont ligüées pour dresser des obstacles devant ceux qui mènent des démarches pour accéder à la propriété ... dès lors qu'ils ne font pas partie de la caste.

Ainsi, concernant la question foncière, la situation de non-respect de nos droits fondamentaux prévalant dans notre pays ne pourrait absolument pas prendre fin, si on se contentait de faire confiance à la «Justice» de l'État colonial.

Se battre sur le front juridique est évidemment une nécessité. Mais, à aucun moment, nous ne devons sombrer dans l'illusion que le droit français, seul, suffirait à nous garantir la justice. De très nombreux plaignants qui étaient dans leur bon droit n'ont pas obtenu gain de cause, parce qu'ils ne pouvaient pas poursuivre des procédures coûteuses et traînant en longueur.

Beaucoup ont subi des verdicts iniques des tribunaux, du fait que l'inadéquation fondamentale entre le droit français et notre réalité nationale rend impossible que justice soit rendue dans la plupart des cas.

A cette réalité viennent s'ajouter les conséquences de la politique de «Génocide par substitution» orchestrée par le Pouvoir colonial Français.

Cette politique vise, entre autre, à déposséder le Peuple Martiniquais du peu d'emprise qu'il a sur son territoire. Des agences immobilières promotionnent dans l'Union Européenne les offres de terrains et de maisons dont les prix explosent (comme dans tous les autres domaines).

27 % de la population de notre pays, rappelons-le, vit au-dessous du seuil de pauvreté. La précarité économique qui touche aussi (et de plus en plus,) les classes moyennes, ainsi que la politique ségrégationniste des banques ont pour résultat que les Martiniquais peuvent de moins en moins accéder à la propriété. Dans le même temps, les autorités Françaises encouragent l'implantation des ressortissants de leur pays*³.

Des réseaux se sont constitués pour favoriser l'installation de ceux qui se qualifient eux-mêmes «d'expatriés» et, parmi ceux-ci, de nombreux individus malhonnêtes (locataires truands, auteurs de manœuvres pour accaparer des terrains dont la succession n'a pas été liquidée, etc.). Dans plusieurs cas, les délinquants «expatriés» ont reçu le soutien des gendarmes français au détriment des martiniquais victimes de leurs abus.

La problématique qui est posée ici, est celle de notre survie en tant que Peuple. Nous devons tous être conscients qu'un Peuple qui n'est pas maître de sa terre est voué à la disparition.

Se mobiliser au cas par cas ou uniquement quand on est personnellement concerné, cela peut conduire à quelques victoires ponctuelles, mais la machine infernale ne s'arrêtera pas pour autant. Toutefois, il reste important de soutenir toutes les mobilisations qu'organisent les associations et les compatriotes victimes de spoliation. En ce sens, nous appelons tous ceux qui le peuvent à participer à la mobilisation de soutien à Hervé PINTO le dimanche 18 février (*R.V. 8 h entrée du Golf et de la Pagerie aux Trois-îlets*).

Une chose reste sûre en tout cas : une réponse globale et pérenne à la question foncière ne pourra être envisageable que dans le cadre de la lutte pour l'indépendance de notre pays et l'Émancipation de notre Peuple.

Notre lutte doit viser l'obtention de Pouvoirs politique et législatif nous permettant de mettre fin aux usurpations de l'État Colonial et de la caste dominante, d'établir une véritable Justice prenant en compte notre Droit Coutumier, sur des bases de l'équité et dans l'intérêt de tous.

Nous devons poser aussi l'exigence des Réparations concernant les crimes contre l'Humanité qu'a subis notre Peuple.

Pour atteindre ces objectifs, la clairvoyance quant à nos objectifs d'émancipation, la lucidité concernant les desseins et les méthodes du Pouvoir colonial et de la caste dominante, la mise en œuvre d'une stratégie globale et intelligente pour y faire face, l'unité et la mobilisation de notre Peuple sont autant de facteurs essentiels.

Notes :

**1 Pour bénéficier de l'ASPA (aide permettant d'atteindre le «Minimum vieillesse»), ceux et celles ayant une trop faible pension et dont la valeur du patrimoine dépasse 39.000 euros, doivent se soumettre à une hypothèque afin, qu'après leur décès, leurs héritiers remboursent les sommes versées au titre de ...la «solidarité nationale» française!*

**2 Nous commémorons cette année le cinquantième du massacre de Chalvet. C'est l'occasion de rappeler qu'à chaque grèves des travailleurs agricoles les gros planteurs békés faisaient appel aux forces de répression françaises qui, à balles réelles, tuaient et blessaient des grévistes. Constatons également le refus de la caste de réparer le crime d'empoisonnement aux pesticides.*

**3 Dans le but d'alerter l'opinion publique internationale sur la situation coloniale dans laquelle notre pays est maintenu, le CNCP a mis en ligne une pétition pour dire «Non au génocide par substitution!». Nous invitons tous nos compatriotes à la signer à partir du lien : <https://chng.it/T8ydTXtqHm>*

**Pour le CNCP,
Le Président : Jean ABAUL**

★

LETTRE AUX «EXPATRIÉS» SUPRÉMACISTES

Ainsi, vous déclarez être ici «chez vous», dans un «territoire français», et vous nous appelez à rentrer «chez nous» en Afrique !

Vous revendiquez donc l'héritage :

- du génocide des premiers occupants de Jouanacaera*¹,
- de la traite des êtres humains que vos ancêtres ont kidnappés en Afrique et de toutes les abominations du système esclavagiste,
- des tueries coloniales qui ont massacré des centaines de Martiniquais et de Martiniquaises en 1870, qui ont décimé les travailleurs chaque fois qu'ils se mettaient en grève pour augmenter leur salaire de misère, et ce jusqu'en 1974 !
- des assassinats des jeunes BETZI, MARAJO, ROSIL, de Gérard NOUVET, de JOVIGNAC , de LAURENCINE, VALIDE, MARIE-CALIXTE et de tant d'autres.

Vous assumez en toute conscience d'être des agents du Génocide par substitution orchestré par le pouvoir colonial français

Vous poursuivez ce génocide qui, depuis l'instauration du BIPIG (Bureau Intéressant les Personnes Immigrées en Guyane) et du BUMIDOM (BUreau des MIgrations des Départements d'Outre-Mer), a pour finalité d'empêcher que notre Peuple jouisse de son droit à l'autodétermination, comme cela a été le cas en 1971 avec la circulaire de Pierre MESSMER concernant la KANAKY.

*Vous vous regroupez en «communauté» ségrégationniste. Vous faites appel aux gendarmes et à la «justice» de votre pays quand les comportements culturels des autochtones gênent votre confort; parfois même, vous bénéficiez de leur soutien pour couvrir des actes délinquants. Dans le cocon de votre République coloniale, accompagnés par votre gouvernement, vous entendez jouir impunément de privilèges iniques. Vous vous moquez totalement des déportations qui brisent la vie et les familles de nos jeunes enseignants*². Avec vos agences immobilières, vos notaires et vos banques, vous planifiez l'accaparement du foncier dans notre pays. Vous incitez vos proches à venir s'y installer.*

Vous revendiquez, en toute connaissance de cause, l'idéologie colonialiste et suprémaciste.

Très bien !

Nous retenons que vous vous rangez clairement dans le camp de ceux qui s'arrogent le droit de dominer et d'opprimer les peuples. Vous êtes donc nos ennemis.

*Notre Nation s'est construite dans le sang et la sueur que vos maîtres esclavagistes ont fait couler dans les plantations, dans une résistance ininterrompue contre vos forces de répression. Nous avons enrichi l'Humanité d'une société et d'une culture inédites. Nous ne vous permettrons pas de les détruire. Nous combattons sans hésitation vos prétentions suprémacistes*³ ! Et, puisque vous revendiquez l'héritage, vous serez aussi objets des jugements et des réparations.*

Ici, comme en Afrique et dans le reste du monde, l'hégémonie impérialiste occidentale et le racisme seront éradiqués !

^{*1} Pour votre gouverne, c'est le premier nom de notre île.

^{*2} Votre conscience peut se taire, n'est-ce-pas, puisque... «Vous avez plus de points qu'eux».

^{*3} Que les étrangers non suprémacistes se rassurent : les psychopathes colonialistes et leurs héritiers ne sont jamais parvenus à détruire notre humanité. Nous accueillerons toujours avec bienveillance tous ceux qui respectent notre Peuple, sa culture et ses traditions, son combat anti-colonialiste et son droit à l'autodétermination. Nous ne saurions trop conseiller à tous ceux là de se démarquer explicitement des nostalgiques de la «coloniale».

Pour le CNCP, Robert SAE,
Responsable aux affaires extérieures du CNCP
Le 09 Mars 2024



CONTACTS

cncpmartinique@gmail.com

Le Président : Jean ABAUL 06 96 41 41 32
Le Porte-parole : Alain LIMERY 06 96 25 28 78
Le Secrétaire : Léon SEVEUR 06 96 33 26 32

RETROUVEZ LES EMISSIONS :

Tous les dimanches de 8h30 à 11h45

*Synthèse de l'actualité internationale
Echanges avec les auditeurs sur*



☎ 0596 03 14 03

*Sur le net : **www.web-rfaradio.com***



UNE INFORMATION ALTERNATIVE

Liens :

<https://jikanbouttv.com/radio/>

<https://jikanbouttv.com>

&

Facebook Jik An Bout



*Sí tu ne saís pas où tu vas
regarde d'où tu viens.*

Proverbe africain.

